

**ADMINISTRATION COMMUNALE
DE WOLUWE-SAINT-LAMBERT**

**GEMEENTEBESTUUR VAN
SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE**

**Séance du Conseil communal du 20/03/2017
Zitting van de Gemeenteraad van 20/03/2017**

PRÉSENTS/AANWEZIG : M./dhr. FRANKIGNOUL, Président/Voorzitter, M./dhr. MAINGAIN, Bourgmestre/Burgemeester, M./dhr. BOTT, Mmes/mevrouwen MOLENBERG, NAHUM, DESTRÉE-LAURENT, MM./de heren THAYER, LIENART, JAQUEMYNS, Echevins/Schepenen, Mme/mw. CARON, MM./de heren LEMAIRE, VANDERWAEREN, DE SMUL, de MAERE d'AERTRYCKE, Mmes/mevrouwen HENRY, BETTE, VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE, CHARUE, MM./de heren IDE, VAN DER AUWERA, Mmes/mevrouwen DE VALKENEER, MELARD, DRION du CHAPOIS, DRANSART, MM./de heren VANDEVELDE, DEVILLE, Mme/mw. BEGYN, MM./de heren DEROUBAIX, ALLAER, DEREPEPE, DELOOZ, ARNOULD, Mme/mw. RIABICHEFF, Membres/Leden et/en M./dhr. LAMBERT, Secrétaire communal/Gemeentesecretaris.

ENTRÉ EN COURS DE SÉANCE/BINNENGEKOMEN TIJDENS DE VERGADERING :

M./dhr. MATGEN, Echevin/Schepen.

EXCUSÉS/VERONTSCHULDIGD :

Mme/mw. CALMEYN, MM./de heren de HARENNE et/en SCHUERMANS.

**SEANCE PUBLIQUE
OPENBARE VERGADERING**

Communications :
Mededelingen:

Le Président communique les différentes absences.
De Voorzitter deelt de verschillende afwezigheden mee.

1. Approbation du procès-verbal du 20/02/2017.
Goedkeuring van het proces-verbaal van 20/02/2017.

Le procès-verbal de la séance du 20/02/2017 est approuvé.
Het proces-verbaal van de vergadering van 20/02/2017 wordt goedgekeurd.
#018/20.03.2017/A/0001#

2. Paiement des heures supplémentaires du personnel au sein de la division du Cabinet du secrétaire – Octroi d’une allocation pour prestations exceptionnelles – Fixation – Approbation.
Betaling van de overuren voor het personeel van de afdeling van het Kabinet van de gemeentesecretaris – Toekenning van een vergoeding voor buitengewone prestaties – Vaststelling – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 23/06/2014 fixant les modalités de paiement des heures supplémentaires prestées par les agents affectés au Cabinet du bourgmestre ;

Considérant que la nature des fonctions des agents de la division du Cabinet du secrétaire communal implique également et régulièrement la prestation d'heures supplémentaires en dehors des heures normales de service, y compris le week-end ;

Considérant qu'il y a lieu de rémunérer ces prestations ;

Considérant qu'il est nécessaire d'ajouter les agents travaillant au sein de la division du Cabinet du secrétaire communal, et ce dans un souci d'équité dans la rétribution des heures de travail de chaque membre de ce personnel ;

Vu l'arrêté royal du 12/02/1963 ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 23/02/2017 ;

DECIDE d'allouer une allocation pour prestations exceptionnelles aux membres du personnel affectés à la division du Cabinet du secrétaire communal, à l'exception des agents de niveau A.

Cette allocation sera payée mensuellement, en même temps que le traitement et sera équivalente à la rétribution de 25 heures de travail, soit 25/1976.

Le paiement mensuel de cette allocation s'effectuera au prorata des jours de travail réellement prestés.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

#018/20.03.2017/A/0002#

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging van 23/06/2014 waarbij de betalingsmodaliteiten werden vastgelegd van de overuren die gepresteerd worden door de agenten die aangesteld worden in het Kabinet van de burgemeester;

Overwegende dat de aard der opdrachten van de agenten van de afdeling van het Kabinet van de gemeentesecretaris met zich meebrengt dat ze geregeld overuren moeten presteren buiten de normale diensturen, met inbegrip van het weekend;

Overwegende dat het aangewezen is om deze prestaties te vergoeden;

Overwegende dat het nodig is om de agenten die in de afdeling van het Kabinet van de gemeentesecretaris werken, bij te voegen, met het oog op een billijke vergoeding van de werkuren van ieder lid van deze personeelsgroep;

Gelet op het koninklijk besluit van 12/02/1963;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 23/02/2017;

BESLIST een toelage voor uitzonderlijke prestaties toe te kennen aan de personeelsleden die aangesteld worden in het Kabinet van de gemeentesecretaris, met uitzondering van de agenten met niveau A.

Deze toelage zal maandelijks samen met het loon worden uitbetaald en zal gelijk zijn aan de vergoeding van 25 werkuren, ofwel 25/1976.

De maandelijks betaling van deze toelage zal naar rato van de werkelijk gepresteerde arbeidsdagen gebeuren.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

#018/20.03.2017/A/0002#

3. Association PANATHLON – Désignation d'un représentant à l'assemblée générale et dépôt de candidature au poste d'administrateur – Approbation.
Vereniging PANATHLON – Aanduiding van een vertegenwoordiger voor de algemene vergadering en kandidatuurstelling voor de functie van beheerder – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Vu le courrier du 03/02/2017 de l'ASBL PANATHLON Wallonie-Bruxelles, sise avenue du Col Vert 5 à 1170 Watermael-Boitsfort, qui invite la commune à désigner un représentant auprès de son assemblée générale et également à présenter la candidature d'un représentant candidat administrateur au conseil d'administration pour la période 2017-2021 ;

Considérant que la commune est déjà membre de cette association depuis plusieurs années et qu'elle a développé, en partenariat avec cette asbl, différents projets menés dans le cadre d'événements sportifs se déroulant sur le territoire de la commune ;

Considérant que les motivations de cette asbl rencontrent les objectifs communaux, puisque cette association propose la promotion et la diffusion de valeur d'éthique sportive et de Fair Play en développant ses programmes autour de 3 grands axes : le sport, l'éducation et la citoyenneté ;

Considérant que la commune peut donc être représentée à l'assemblée générale et au conseil d'administration de cette association, conformément aux statuts de celle-ci ;

Considérant que comme l'assemblée générale de l'ASBL PANATHLON Wallonie-Bruxelles aura lieu le 21/03/2017 et que les candidatures tant pour la représentation à l'assemblée générale que pour le poste de candidat administrateur devaient lui parvenir pour le 03/03/2017, le Collège des bourgmestre et échevins a décidé, en sa séance du 23/02/2017, de désigner M. Eric BOTT, échevin des Sports, pour la représenter tant à l'assemblée générale qu'au conseil d'administration ;

Vu l'article 120 al. 2 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE de ratifier :

- la désignation de M. Eric BOTT, échevin des Sports, comme délégué de la commune de Woluwe-Saint-Lambert à l'assemblée générale de l'ASBL PANATHLON Wallonie-Bruxelles, prévue le 21/03/2017,
- l'introduction de la candidature de M. Eric BOTT, échevin des Sports, à un poste de candidat administrateur au conseil d'administration de l'ASBL PANATHLON Wallonie-Bruxelles pour la période 2017-2021.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires

#018/20.03.2017/A/0003#

4. Points soumis pour dépense et information :
Punten voorgelegd ter uitgave en informatie:

4.1. Commissariat de police – Vitrages et châssis – Remplacement.
Politiecommissariaat – Vensters en ramen – Vervanging.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder au remplacement de vitrages et de châssis au commissariat de police ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/02/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder au remplacement de vitrages et de châssis au commissariat de police ;

Vu la loi du 15/06/2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26 § 1-1° a) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15/07/2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105-4° et 110 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5 § 4 ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 8.100,95 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par voie de procédure négociée constatée sur simple facture acceptée ;

Considérant qu'il est proposé d'attribuer ce marché à la firme TECNOFLEX, chaussée de Vilvorde 156B à 1120 Neder-Over-Heembeek, aux conditions de son offre du 01/09/2016 d'un montant global de 8.100,95 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont prévus au budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 12400/724-60 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 al. 3 et 236 ;

DECIDE :

- de passer un marché par voie de procédure négociée constatée sur simple facture acceptée avec la firme TECNOFLEX, chaussée de Vilvorde 156B à 1120 Neder-Over-Heembeek, pour le remplacement de vitrages et de châssis au commissariat de police, conformément à son offre du 01/09/2016 d'un montant global de 8.100,95 EUR TVAC, et ce en application des articles 26 § 1-1° a) de la loi du 15/06/2006, 105 § 1-4° et 110 de l'arrêté royal du 15/07/2011 et 234 al. 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

- d'approuver la dépense estimée à 8.100,95 EUR TVAC, inscrite à l'article 12400/724-60/1254 du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
#018/20.03.2017/A/0004#

4.2. Centre d'éducation à l'environnement Le Petit Foriest – Mixer plongeant – Acquisition.
Opleidingscentrum voor leefmilieu "Le Petit Foriest" – Staafmixer – Aankoop.

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Enseignement, il s'indique d'acquérir un mixer plongeant de type semi-professionnel pour le Petit Foriest;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/02/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Enseignement, il s'indique d'acquérir un mixer plongeant de type semi-professionnel pour le Petit Foriest ;

Vu la loi du 15/06/2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26 § 1-1° a) ;

Vu l'arrêté royal du 15/07/2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 § 1-4° et 110 ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à 555 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'indique de passer le marché par procédure négociée constatée sur simple facture acceptée ;

Considérant qu'il y a lieu d'inscrire la dépense à l'article 72200/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;

Vu les articles 234 al. 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de marquer son accord sur l'acquisition d'un mixer plongeant de type semi-professionnel pour le Petit Foriest auprès de la firme DIAMOND, chaussée de Vilvorde 92 à 1120 Neder-Over-Heembeek, en application des articles 26 § 1-1° a) de la loi du 15/06/2006, 105 § 1-4° et 110 de l'arrêté royal du 15/07/2011 et 234 al. 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

- d'approuver la dépense maximale de 555 EUR TVAC, inscrite à l'article 72200/744-98/1253 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;
- de prélever les fonds nécessaires au paiement de cette dépense sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
#018/20.03.2017/A/0005#

4.3. Bâtiment de l'Académie de musique – Système d'alarme anti-intrusion – Adaptation.
Gebouw van de "Académie de musique" – Anti-inbraak alarmsysteem – Aanpassing.

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande de la division Bâtiments, il s'indique d'adapter le système d'alarme anti-intrusion du bâtiment de l'Académie de musique, des arts de la parole et de la danse, sis avenue des Deux Tilleuls 2A en c/c ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/02/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande de la division Bâtiments, il s'indique d'adapter le système d'alarme anti-intrusion du bâtiment de l'Académie de musique, des arts de la parole et de la danse, sis avenue des Deux Tilleuls 2A en c/c ;

Vu la loi du 15/06/2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26 § 1-1° a) ;

Vu l'arrêté royal du 15/07/2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 § 1-4° et 110 ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à maximum 8.500 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'indique de passer le marché par procédure négociée constatée sur simple facture acceptée ;

Considérant qu'il y a lieu d'inscrire la dépense à l'article 73410/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;

Vu les articles 234 al. 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de marquer son accord sur l'adaptation du système d'alarme anti-intrusion du bâtiment de l'Académie de musique, des arts de la parole et de la danse, par la firme ETAC ALARME SERVICE, rue Colonel Bourg 122 à 1140 Evere, aux conditions de son offre du 29/08/2016

d'un montant de 6.363.54 EUR HTVA hors travaux complémentaires et en application des articles 26 § 1-1° a) de la loi du 15/06/2006, 105 § 1-4° et 110 de l'arrêté royal du 15/07/2011 et 234 al. 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

- d'approuver la dépense globale de maximum 8.500 EUR TVAC, inscrite à l'article 73410/724-60/1321 du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
#018/20.03.2017/A/0006#

4.4. Wolu Techni-Cité – Deux portes automatiques et sectionnelles – Acquisition et placement. “Wolu Techni-Cité” – Twee automatische en sectionaalpoorten – Aankoop en plaatsing.

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de aankoop en plaatsing van twee sectionaalpoorten en twee automatische deuren in de gebouwen van Wolu Techni-Cité;

Gelet op artikel 234 lid 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/02/2017;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de aankoop en plaatsing van twee sectionaalpoorten en twee automatische deuren in de gebouwen van Wolu Techni-Cité;

Gelet op de wet van 15/06/2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26 § 1-1° a);

Gelet op het koninklijk besluit van 15/07/2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 105 § 1-2°;

Overwegende dat de uitgave geraamd wordt op 60.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 10400/724-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2017;

Gelet op het artikel 234 lid 3 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- de aankoop en plaatsing van twee sectionaalpoorten en twee automatische deuren in de gebouwen van Wolu Techni-Cité goed te keuren, in toepassing van artikelen 26 § 1-1^a) van de wet van 15/06/2006 en 105 § 1-2^o van het koninklijk besluit van 15/07/2011 op de overheidsopdrachten en artikel 234 lid 3 van de nieuwe gemeentewet;
- een uitgave van 60.000 EUR incl. btw goed te keuren en in te schrijven op artikel 10400/724-60/1174 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2017;
- de hierna volgende firma's te raadplegen in het kader van de onderhandelingsprocedure:
 - NASSAU DOOR, Westerring 13a PB75 te 9700 Oudenaarde,
 - ASSA ABLOY, Heide 9 te 1780 Wemmel,
 - FERREYN, Mechelseweg 87 te 1880 Kapelle-op-den-Bos.

Deze uitgave zal gefinancierd worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/20.03.2017/A/0007#

4.5. Complexe sportif Poséidon – Carrelage de la piscine – Réparation. Sportcomplex Poseidon – Tegels van het zwembad – Herstelling.

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot een dringende herstelling van de tegels van het zwembad van het sportcomplex Poseidon;

Gelet op artikel 234 lid 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2017;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot een dringende herstelling van de tegels van het zwembad van het sportcomplex Poseidon;

Overwegende dat sinds het eerste rapport, het aantal tegels verdrievoudigd is;

Overwegende dat een nieuwe opdracht dient gegund te worden bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

Overwegende dat het College van burgemeester en schepenen zijn beraadslaging dienaangaande van 16/02/2017 dient in te trekken;

Gelet op de wet van 15/06/2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26 § 1-1^o a);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15/07/2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5 § 3;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 24.200 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

Overwegende dat drie firma's geraadpleegd werden:

- ORKA, De Wieken 3 te 5571 Bergeijk (Nederland),
- VERTICAL WORKS, Z.I. rue Saint-Laurent 11 te 4970 Stavelot,
- P.P.A., Joseph Bensstraat 127 te 1180 Ukkel;

Overwegende dat 1 firma een offerte heeft ingediend:

- ORKA, De Wieken 3 te 5571 Bergeijk (Nederland);

Overwegende dat voorgesteld wordt, rekening houdend met het voorgaande, deze opdracht te gunnen aan ORKA, De Wieken 3 te 5571 Bergeijk (Nederland), tegen de voorwaarden vermeld in de offerte van deze inschrijver;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 76420/724-60 van de buitengewone begroting 2017;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 lid 3 en 236;

BESLIST:

- zijn beraadslaging van 16/02/2017 (ref. #018/16.02.2017/B/0033#) betreffende de opdracht voor de herstelling van de tegels van het zwembad van het sportcomplex Poseidon in te trekken;
- goedkeuring te verlenen aan de raming ten bedrage van 24.200 EUR incl. btw voor de opdracht betreffende de herstelling van de tegels van het zwembad van het sportcomplex Poseidon;
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;
- deze opdracht te gunnen aan de firma ORKA, De Wieken 3 te 5571 Bergeijk (Nederland), tegen de voorwaarden vermeld in de offerte van deze inschrijver;
- de betaling uit te voeren overeenkomstig de bepalingen voorzien in de offerte en met het krediet ingeschreven op artikel 76420/724-60/1175 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2017, waarop een bedrag van 24.200 EUR incl. btw wordt vastgelegd;
- de uitgave voor deze opdracht te dekken door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
#018/20.03.2017/A/0008#

4.6. Ecole « Prinses Paola » – Remplacement de la chaudière.
Prinses Paolaschool – Vervanging van de verwarmingsketel.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de remplacer en urgence la chaudière de l'école « Prinses Paola » ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/02/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de remplacer en urgence la chaudière de l'école « Prinses Paola » ;

Vu la loi du 15/06/2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26 § 1-1°a) (le montant du marché é HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15/07/2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5 § 3 ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 45.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que les firmes suivantes ont été choisies afin de prendre part à la procédure négociée :

- DS CHAUFFAGE, avenue Notre Dame de Lourdes 24 à 1090 Jette,
- POWERSKY ENERGY, chaussée de Charleroi 60 à 1380 Lasne,
- VENTAIR SPRL, chaussée de Lasne 32A à 1330 Rixensart ;

Considérant que 3 offres sont parvenues à l'administration :

- DS CHAUFFAGE, avenue Notre Dame de Lourdes 24 à 1090 Jette : 34.082,98 EUR TVAC,
- POWERSKY ENERGY, chaussée de Charleroi 60 à 1380 Lasne : 34.341,59 EUR TVAC,
- VENTAIR SPRL, chaussée de Lasne 32A à 1330 Rixensart : 34.944,80 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit DS CHAUFFAGE, avenue Notre Dame de Lourdes 24 à 1090 Jette, pour le montant d'offre contrôlé de 34.082,98 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 72200/724-60 et sera financé au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales, moyennant modification du programme d'investissement ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 45.000 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 al. 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé de 45.000 EUR TVAC du marché « Remplacement de la chaudière à l'école « Prinses Paola » » ;
- de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché ;
- de considérer les offres de DS CHAUFFAGE, POWERSKY ENERGY et VENTAIR SPRL comme complètes et régulières ;
- d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit DS CHAUFFAGE, avenue Notre Dame de Lourdes 24 à 1090 Jette, pour le montant d'offre contrôlé de 34.082,98 EUR TVAC ;
- d'approuver le paiement par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2017, à l'article 72200/724-60/1384 sur lequel un montant de 45.000 EUR est engagé ;
- de couvrir cette dépense au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;
- de proposer au Conseil communal la modification du programme d'investissement.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

et DECIDE de modifier le programme d'investissement en conséquence.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
#018/20.03.2017/A/0009#

4.7. Voirie – Palettes – Acquisition.
Wegen – Laadborden – Aankoop.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van laadborden voor de wegenis;

Gelet op artikel 234 lid 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2017;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van laadborden voor de wegenis;

Gelet op de wet van 15/06/2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26 § 1-1° a) (limiet van 8.500 EUR excl. btw niet overschreden);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15/07/2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 105;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5 § 4;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure met aanvaarde factuur;

Overwegende dat volgende firma's uitgenodigd werden om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure:

- KAISER + KRAFT nv, Emiel Mommaertsiaan 20 B te 1831 Diegem,
- ROTOM nv, Industriepark, Zwaardveld 17 te 9220 Hamme,
- TRANSOPLAST bvba, Diepenbekerweg 30 bus 2 te 3500 Hasselt;

Overwegende dat 3 offertes werden ontvangen:

- KAISER + KRAFT nv, Emiel Mommaertsiaan 20 B te 1831 Diegem: 7.967,90 EUR incl. btw,
- ROTOM nv, Industriepark, Zwaardveld 17 te 9220 Hamme: 7.621,20 EUR incl. btw,
- TRANSOPLAST bvba, Diepenbekerweg 30 bus 2 te 3500 Hasselt: 5.656,80 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt om, rekening houdend met het voorgaande, deze opdracht te gunnen aan de firma die de economisch meest voordelige offerte ingediend heeft, zijnde TRANSOPLAST BVBA, Diepenbekerweg 30 bus 2 te 3500 Hasselt, tegen het nagerekende inschrijvingsbedrag van 5.656,80 EUR incl. btw;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 42100/744-98 van de buitengewone begroting 2017 en dat de financiering gebeurt door afnemings van het buitengewoon reservefonds;

Overwegende dat voorgesteld wordt om 6.000 EUR vast te leggen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 lid 3 en 236;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan de raming van 6.000 EUR incl. btw voor de opdracht betreffende de aankoop van laadborden voor de wegenis;
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure met aanvaarde factuur;
- de inschrijvers KAISER + KRAFT nv, ROTOM nv en TRANSOPLAST bvba te selecteren;
- de offertes van KAISER + KRAFT nv, ROTOM nv en TRANSOPLAST bvba als volledig en regelmatig te beschouwen;
- deze opdracht te gunnen aan de firma die de economisch meest voordelige offerte ingediend heeft, zijnde TRANSOPLAST bvba, Diepenbekerweg 30 bus 2 te 3500 Hasselt, tegen het nagerekende inschrijvingsbedrag van 5.656,80 EUR incl. btw;

- de betaling te voorzien in overeenstemming met de bepalingen van de offerte en met het krediet ingeschreven op artikel 42100/744-98/2139 van de buitengewone begroting 2017, waarop een bedrag van 6.000 EUR wordt vastgelegd;
- de fondsen voor de betaling van deze uitgave van het buitengewoon reservefonds af te nemen.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering van de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.
#018/20.03.2017/A/0010#

5. Stade Fallon – Mini-golf – Convention – Approbation.
Fallonstadion – Minigolf – Overeenkomst – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Vu le projet de convention de concession d'exploitation du golf miniature situé sur le site du stade Fallon, approuvé par le Conseil communal en séance du 20/02/2017 ;

Considérant que la commune a diffusé un appel à candidature sur son site internet du 23/02/2017 au 08/03/2017 inclus ;

Vu la candidature de la SCRL WALLONIMMO du 23/02/2017 ;

Considérant qu'il n'y a pas eu d'autre candidature ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2017 ;

DECIDE d'approuver la convention reprise ci-dessous :

Convention de concession d'exploitation

ENTRE :

La commune de Woluwe-Saint-Lambert, représentée par le Collège des bourgmestre et échevins en la personne de Mme Michèle NAHUM, échevine des Propriétés communales et du Logement et M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal, en exécution de la délibération du Conseil communal du 20/03/2017,

Ci-après dénommée « la commune »

ET :

La SCRL WALLONIMMO ayant son siège à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, avenue Jean-François Debecker 54C, représentée par M. Yves DERAUW et Mme Caroline DERAUW, agissant en qualité d'administrateurs,

Ci-après dénommée « l'exploitant »

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1

La commune concède à l'exploitant, qui accepte expressément et comme tel, le droit d'exploiter le golf miniature situé sur le site du stade Fallon (voir plan joint) pour une période de 9 ans, soit du 01/04/2017 au 31/12/2025.

Cette affectation ne pourra être modifiée sans l'accord préalable et écrit de la commune.

L'exploitant perçoit les recettes liées à l'activité visée et assume seul le risque de la gestion et de la fréquentation du public.

Article 2

L'exploitant s'engage à ouvrir, sauf intempéries, les installations au public suivant l'horaire suivant :

- Décembre et janvier : fermé
- Octobre et mars : ouverture le week-end de 11h à 16h
- D'avril à septembre : ouverture de 11h à 19h tous les jours, sauf le lundi (facultatif)
- Novembre et février : remise en état, ouverture adaptée.

Article 3

L'exploitant est redevable à la commune d'une redevance annuelle de 4.200,00 EUR.

Cette redevance est rattachée à l'indice des prix à la consommation et sera indexée chaque année en janvier selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Redevance de base x indice du mois de janvier de l'année visée}}{\text{Indice de départ}}$$

L'indice de départ est celui du mois de décembre 2016.

La redevance est payable annuellement anticipativement au compte IBAN BE 39 0910 1186 2119 de la Commune de Woluwe-Saint-Lambert. La Commune applique, après mise en demeure, une augmentation de 10 % des montants en retard.

Article 4

L'exploitant supporte tous les impôts et taxes relatifs à la jouissance ou l'utilisation des installations objet de la présente convention. Le précompte immobilier reste à charge de la commune.

Article 5

L'exploitant s'engage à réinvestir annuellement dans les installations une somme de 10.000,00 EUR par an. Ces investissements seront justifiés tous les trois ans par la communication à la commune des factures dûment acquittées au nom de l'exploitant.

En fin de contrat, les investissements demeureront tous irrévocablement acquis à la commune et ce sans qu'aucune indemnité quelconque ne soit due.

Article 6

L'exploitant assure la surveillance des installations objet de la présente convention (pavillon d'accueil compris).

Tous les frais de surveillance, éclairage, électricité, chauffage, entretiens et réparations ordinaires, renouvellement des installations sportives du mini-golf et du pavillon, ainsi que le renouvellement du matériel de jeu sont à charge de l'exploitant.

L'entretien des abords extérieurs (haies (faces extérieures), trottoirs, arbres,...) sera à charge de la commune. Le remplacement et l'entretien des haies et plantations (y compris les fleurs) intérieures sont à charge de l'exploitant.

Article 7

L'exploitant ne pourra modifier les lieux loués sans accord préalable et écrit de la commune.

A l'expiration du contrat, l'exploitant rendra les lieux en parfait état d'entretien, sous réserve de l'usure normale du tapis.

Article 8

En aucun cas, l'exploitant ne pourra ni sous-louer en tout ou en partie, ni céder ses droits sur le bien sans autorisation préalable et écrite de la commune.

Article 9

L'exploitant ne peut, sans l'autorisation préalable et écrite de la commune, placer ou faire placer des affiches, réclames, ou plaques quelconques sur les terrains, les clôtures et leur abords qui n'auraient pas de rapport direct avec le fonctionnement du mini-golf.

Les appareils de jeux (susceptibles ou non de faire gagner des gains au joueur) et les haut-parleurs sont également interdits.

Chaque demande écrite sera examinée par le collège des bourgmestre et échevins.

Article 10

L'exploitant doit souscrire une police d'assurance de type « intégrale incendie », dégâts des eaux, bris de vitrage et le recours des voisins pour les infrastructures objet de la présente convention. Une copie de la police sera transmise à la commune dans le mois de la signature de la présente convention.

Dans tous les cas, l'exploitant renonce, sans réserve, à tout recours contre la Commune du chef des dispositions prévues aux articles 1721, 1386 du Code civil. La Commune ne pourra notamment être rendue responsable de vols, déprédations et dégradations dont l'exploitant pourrait être victime.

L'exploitant doit souscrire une police couvrant ses risques en ce qui concerne sa responsabilité civile, ainsi que celle de ses agents et préposés, pour tout sinistre qui pourrait survenir dans le cadre de l'exploitation du mini-golf.

Une copie de la police, ainsi que la preuve de paiement des primes, seront transmises à la commune dans le mois de la prise de cours de la présente, et à chaque date d'anniversaire de la convention.

L'association assumera personnellement, et à la décharge de la commune, toute responsabilité des vols, accidents et de leurs dommages qui pourraient se produire sur le mini-golf.

Article 11

Les représentants de la commune ont toujours le droit de visiter le mini-golf afin de s'assurer du bon état d'entretien et de la bonne gestion des installations.

Article 12

Un état des lieux sera effectué contradictoirement.

Un état des lieux sera également établi à l'expiration de la convention. Les installations devront alors être restituées en bon état d'entretien, sauf usure normale.

Article 13

Tout manquement ou violation importante par l'une des parties d'une de ses obligations en vertu du présent contrat auquel il n'aurait pas été remédié dans un délai d'un mois suivant l'envoi par la partie la plus diligente d'une mise en demeure par courrier recommandé, sera considéré comme un

manquement grave ouvrant le droit pour la partie la plus diligente d'exiger la résolution du contrat aux torts de l'autre.

En cas de rupture de la convention par la faute de l'exploitant, la redevance annuelle payée anticipativement restera acquise à la commune.

Article 14

Pour l'exécution des présentes, l'exploitant fait élection de domicile en son siège social, tel que publié au moniteur.

Article 15

Le droit belge est d'application et les tribunaux de Bruxelles sont seuls compétents.

Annexe



L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
#018/20.03.2017/A/0011#

DE RAAD,

Gelet op het overeenkomstproject voor de uitbating van het minigolf in het Fallonstadion, dat goedgekeurd werd door de Gemeenteraad in zitting van 20/02/2017;

Overwegende dat de gemeente een oproep tot kandidaatstelling van 23/03/2017 tot en met 08/03/2017 op haar website heeft uitgezonden;

Gelet op de sollicitatie van de CVBA WALLONIMMO op 23/02/2017;

Overwegende dat er geen andere sollicitatie binnenkwam;

Gelet op artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2017;

BESLIST om het hierna volgende overeenkomst goed te keuren:

Overeenkomst van uitbatingsconcessie

TUSSEN:

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de persoon van mevrouw Michèle NAHUM, schepenen van Gemeente-eigendommen en Huisvesting en de heer Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris, in uitvoering van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 20/03/2017,

Hierna "de gemeente" genoemd,

EN:

De CVBA WALLONIMMO met maatschappelijke zetel te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, Jean-François Debeckerlaan 54C, vertegenwoordigd door de heer Yves DERAUW en mevrouw Caroline DERAUW, handelend in de hoedanigheid van bestuurder,

hierna "de uitbater" genoemd,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1

De gemeente verleent de uitbater, die uitdrukkelijk en als dusdanig aanvaardt, het recht om het minigolf in het Fallonstadion (zie bijgevoegd plan) uit te baten voor een periode van 9 jaar, d.w.z. van 01/04/2017 tot 31/12/2025.

Deze bestemming mag niet worden gewijzigd zonder het voorafgaande en schriftelijke akkoord van de gemeente.

De uitbater int de inkomsten verbonden aan de voormelde activiteit en draagt alleen het risico verbonden aan het beheer en de bezoekersaantallen.

Artikel 2

De uitbater verbindt zich ertoe om, behalve bij slecht weer, de installaties open te stellen voor het publiek op de volgende openingsuren:

- December en januari: gesloten
- Oktober en maart: open in het weekend van 11 tot 16 uur
- Van april tot september: alle dagen behalve op maandag (facultatief) open van 11 tot 19 uur
- November en februari: opknappenwerken, aangepaste openingsuren.

Artikel 3

De uitbater is de gemeente een jaarlijkse vergoeding verschuldigd van 4.200,00 EUR.

Deze vergoeding is verbonden aan de index van de consumptieprijzen en zal jaarlijks in januari worden geïndexeerd volgens de hierna volgende formule:

$$\frac{\text{Basisvergoeding x index van de maand januari van het beoogde jaar.}}{\text{Basisindex}}$$

De basisindex is deze van de maand december 2016.

De vergoeding is jaarlijks op voorhand betaalbaar op rekeningnummer IBAN BE 39 0910 1186 2119 van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe. De gemeente past, na ingebrekestelling, een verhoging toe van 10 % van de achterstallige bedragen.

Artikel 4

De uitbater draagt alle belastingen en taksen betreffende het genot of het gebruik van de installaties waarvoor onderhoudsovereenkomst wordt gesloten. De onroerende voorheffing blijft ten laste van de gemeente.

Artikel 5

De uitbater verbindt zich ertoe om jaarlijks een bedrag van 10.000,00 EUR te investeren in de installaties. Deze investeringen moeten om de drie jaar worden gerechtvaardigd door de gemeente de behoorlijk betaalde facturen op naam van de uitbater voor te leggen.

Aan het einde van de overeenkomst blijven de investeringen onherroepelijk verworven voor de gemeente, zonder dat zij hiervoor enige vergoeding dient te betalen.

Artikel 6

De uitbater ziet toe op de bewaking van de installaties waarvoor onderhoudsovereenkomst wordt gesloten (met inbegrip van het inkompaviljoen).

Alle kosten voor de bewaking, verlichting, elektriciteit, verwarming, onderhoud en gewone reparaties, vernieuwing van de sportinstallaties van het minigolf en van het paviljoen, en de vernieuwing van het speelmaterieel, zijn ten laste van de uitbater.

Het onderhoud van de buitenomgeving (hagen (buitenkant), voetpaden, bomen...) is ten laste van de gemeente. De vervanging en het onderhoud van de binnenhagen en -planten (met inbegrip van de bloemen) zijn ten laste van de uitbater.

Artikel 7

De uitbater mag de gehuurde lokalen niet wijzigen zonder het voorafgaande en schriftelijke akkoord van de gemeente.

Bij het verstrijken van de overeenkomst dient hij de plaatsen te herstellen in een perfecte staat van onderhoud, onder voorbehoud van de normale slijtage van het tapijt.

Artikel 8

In geen enkel geval mag de uitbater zijn rechten op het goed onderverhuren of overdragen, noch geheel noch gedeeltelijk, zonder de voorafgaande en schriftelijke toestemming van de gemeente.

Artikel 9

Zonder de voorafgaande en schriftelijke goedkeuring van de gemeente, mag de uitbater geen affiches, reclame of borden, van welke aard ook, plaatsen of laten plaatsen op de terreinen, de omheiningen en in de naaste omgeving wanneer ze niet rechtstreeks verband houden met de werking van het minigolf.

Speelapparaten (ongeacht of ze de spelers winst kunnen opleveren) en luidsprekers zijn eveneens verboden.

Elke schriftelijke aanvraag zal worden onderzocht door het College van burgemeester en schepenen.

Artikel 10

De uitbater dient voor de infrastructuur waarvoor deze overeenkomst wordt gesloten een verzekeringspolis aan te gaan van het type "globale brand", waterschade, glasbraak en het verhaal

van buren. Een kopie van deze polis zal aan de gemeente worden overgemaakt binnen één maand vanaf de ondertekening van onderhavige overeenkomst.

In alle gevallen verzaakt de uitbater, zonder voorbehoud, aan elk verhaal jegens de gemeente uit hoofde van de bepalingen van de artikelen 1721 en 1386 van het Burgerlijk Wetboek. De gemeente kan met name niet aansprakelijk worden gesteld voor diefstal, plundering en vernieling waarvan de uitbater het slachtoffer zou worden.

De uitbater dient een verzekeringspolis aan te gaan voor zijn burgerlijke aansprakelijkheidsrisico's en die van zijn werknemers en beambten bij elk schadegeval dat zich kan voordoen in het kader van de uitbating van het minigolf.

Een kopie van de polis, en het betalingsbewijs van de premie, moeten aan de gemeente worden overgemaakt binnen één maand vanaf de inwerkingtreding van de overeenkomst en op elke verjaardatum van de overeenkomst.

De vereniging zal persoonlijk aansprakelijk zijn, en de gemeente ontlasten van elke aansprakelijkheid, voor elke diefstal, ongeval en schade die zich zouden kunnen voordoen op het minigolf.

Artikel 11

De afgevaardigden van de gemeente hebben steeds het recht om het minigolf te bezoeken om zich te vergewissen van de goede staat van onderhoud en van het goede beheer van de installaties.

Artikel 12

Er zal een plaatsbeschrijving worden opgemaakt in aanwezigheid van alle partijen.

Bij het verstrijken van de overeenkomst zal eveneens een plaatsbeschrijving worden opgemaakt. De installaties moeten worden teruggegeven in een goede staat van onderhoud, behoudens normale slijtage.

Artikel 13

Elke nalatigheid of aanzienlijke schending, door een van de partijen, van een van haar verplichtingen overeenkomstig deze overeenkomst, waaraan niet wordt verholpen binnen één maand vanaf de verzending per aangetekende brief van een ingebrekestelling door de meest gereede partij, zal worden beschouwd als een ernstige nalatigheid die de meest gereede partij het recht geeft om de overeenkomst te ontbinden ten koste van de andere partij.

Indien de overeenkomst wordt verbroken door toedoen van de uitbater, blijft de vooruitbetaalde jaarlijkse vergoeding verworven door de gemeente.

Artikel 14

Voor de uitvoering van onderhavige overeenkomst kiest de uitbater zijn woonplaats op zijn maatschappelijke zetel, zoals bekendgemaakt in het staatsblad.

Artikel 15

Het Belgisch recht is van toepassing en alleen de rechtbanken van Brussel zijn bevoegd.

Bijlage



De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/20.03.2017/A/0011#

6. Subside aux communes dans le cadre de l'octroi d'une subvention spéciale en application de l'ordonnance du 13/02/2003 (Tutelle CPAS) – Convention – Approbation.
Subsidie aan de gemeenten in het kader van de toekenning van een bijzondere subsidie in toepassing van de ordonnantie van 13/02/2003 (Vooqdi OCMW) – Overeenkomst – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 15/12/2016 attribuant aux 19 communes de la Région bruxelloise une subvention spéciale de 912.015 EUR en application de l'ordonnance du 13/02/2003 ;

Considérant que l'administration régionale a notifié cet arrêté à la commune de Woluwe-Saint-Lambert en lui précisant que le montant de la subvention qui lui serait attribué s'élevait à 19.912,75 EUR ;

Considérant que cette subvention est attribuée sous réserve du respect de la convention qui sera signée à cette fin et sous réserve d'une justification des coûts : frais de personnel (décision d'engagement, fiche de traitement) en lien direct et indirect avec le public visé (personnes migrantes, personnes sans-abri, personnes dites « roms » et gens du voyage) ainsi que toute forme d'aide sociale destinée à ces publics et non remboursée par un autre pouvoir subsidiant ;

Considérant que l'intégralité de la subvention devra être rétrocédée au CPAS, bénéficiaire final de l'aide octroyée ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2017 ;

DECIDE :

- de marquer un accord sur l'octroi d'une subvention de 19.912,75 EUR, pour l'année 2016, par la Région bruxelloise dans le cadre de l'octroi d'une subvention spéciale en application de l'ordonnance du 13/02/2015 ainsi que sur la rétrocession de l'intégralité de cette subvention au CPAS ;
- d'approuver la signature de la convention ci-après, entre la commune et la Région bruxelloise, visant l'octroi de cette subvention spéciale à la commune conformément à l'ordonnance du 13/02/2003 :

CONVENTION

Entre

La commune de Woluwe-Saint-Lambert, représentée par MM. Olivier MAINGAIN, Bourgmestre, et Patrick LAMBERT, Secrétaire communal,

et

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par M. Rudi VERVOORT, Ministre-Président,

Ci-après dénommé « le Gouvernement »

SUR CE QUI SUIT

Préambule

La commune a choisi d'offrir à ses habitants un environnement et un maillage social adaptés de façon à mieux répondre aux besoins des personnes et plus spécifiquement aux personnes fragiles en situation de précarité sociale.

Certaines de ces personnes et notamment des personnes migrantes, des personnes sans-abri, des personnes dites « roms », des gens du voyage, sont amenées à s'adresser au Centre Public d'Aide Sociale du ressort de la Commune afin d'obtenir une aide sociale qui leur permette de mener une vie conforme à la dignité humaine.

Par ailleurs, dans le cadre de la coordination sociale pilotée par le CPAS au sein du territoire de la Commune et qui rassemble diverses organisations, les problématiques sociales sont analysées et peuvent faire émerger des besoins sociaux nouveaux, il est donc indispensable de renforcer les moyens pour y faire face.

La commune décide, dans ce cadre, de participer au renforcement des moyens destinés aux CPAS.

La Région est compétente pour le financement des communes.

Afin d'aider les Communes, et ainsi leur CPAS, à faire face aux défis en termes de besoins sociaux, la Région dégage des moyens financiers et entend ne financer les communes que sous réserve d'une justification des coûts : frais de personnel (décision d'engagement, fiche de traitement) en lien direct et indirect avec le public visé (personnes migrantes, personnes sans-abri, personnes dites « roms » et gens du voyage), ainsi que toute forme d'aide sociale destinée à ces publics et non-remboursée par un autre pouvoir subsidiant.

Article 1 : Objet de la convention

Conformément à l'ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et à l'arrêté du Gouvernement du 15 décembre 2016, le Gouvernement verse à la Commune une subvention fixée à 19.912,75 €.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

En cas de non-exécution d'une ou plusieurs dispositions de cette convention, l'autorité subsidiante peut décider de réduire la subvention, de la supprimer ou d'en réclamer la restitution entière ou partielle.

Article 2 : Durée

La présente convention porte sur la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016.

Article 3 : Contrôle des subventions

Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application immédiate et générale dès qu'il est question d'une subvention.

Ces articles sont reproduits *in extenso* ci-dessous :

Art 92 : Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

Art 93 : Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.

Art 94 : Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

- 1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;*
- 2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;*
- 3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93 ;*
- 4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.*

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art 95 : Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

Il convient également de rappeler que la Cour des Comptes a le droit d'exercer un contrôle sur l'usage des subsides octroyés

Article 4 : Modalités de liquidation

La subvention de 19.912,75 €. sera liquidée en deux tranches :

- une première tranche de 90 % (soit 17.921,47 €) sera libérée, après signature de l'arrêté du Gouvernement du 15 décembre 2016 ;
- le solde sera liquidé après réception et analyse des pièces justificatives. Une fois réalisée la vérification desdites pièces, le bénéficiaire sera invité par l'ordonnateur compétent à transmettre, dans le délai de 15 jours à compter de la réception de l'invitation, une déclaration de créance reprenant le montant final qui lui est octroyé suite au contrôle.

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires. Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

La commune s'engage à reverser dans les 30 jours de leur réception l'avance ou le solde destinés au CPAS et transmettra dans le délai de 15 jours, **au Service Public Régional de Bruxelles**, Bruxelles Pouvoirs Locaux, boulevard du Jardin Botanique 20 à 1035 Bruxelles, la preuve des versements.

En l'absence d'une telle preuve, la Région pourra réclamer le remboursement de l'avance et/ou du solde concernés.

Article 5 : Pièces à fournir lors de la demande de paiement

La demande de paiement se fait sous la forme d'une « déclaration de créance » dont l'original est adressé à la Région de Bruxelles-Capitale, Direction de la Comptabilité, CCN, Rue du Progrès 80, 8^{ème} étage à 1035 Bruxelles.

Cette déclaration doit mentionner impérativement les éléments suivants :

- le motif du paiement ;
- le montant demandé en paiement (pour le solde, le montant final octroyé) ;
- le numéro du visa d'engagement fourni par l'Administration ;
- le numéro de compte bancaire sur lequel ce montant doit être versé.

En outre, cette déclaration de créance doit être rédigée sur papier à en-tête, datée et signée par une personne habilitée à engager le bénéficiaire.

Article 6 : Liste et présentation des pièces justificatives

Les pièces justificatives doivent être introduites au plus tard pour le 31 mars 2017 au Service Public Régional de Bruxelles, Bruxelles Pouvoirs locaux – Direction des Initiatives subventionnées – City Center, Boulevard du Jardin Botanique 20, 1035 Bruxelles. Ce délai est de stricte application.

Le bénéficiaire veillera à ce que le dossier complet soit déposé en une fois et dans son intégralité. Aucune pièce supplémentaire ne sera acceptée après la date mentionnée ci-dessus.

Liste des pièces justificatives :

- frais de personnel (décision d'engagement, fiche de traitement) en contact avec le public visé (personnes migrantes, personnes sans-abri, personnes dites « roms » et gens du voyage), ainsi que toute forme d'aide sociale destinée à ces publics et non-remboursée par un autre pouvoir subsidiant.

Lorsqu'une pièce justificative est subventionnée par plusieurs pouvoirs subsidiaires, la ventilation entre pouvoirs subsidiaires sera également reprise.

Les pièces justificatives seront soit acquittées, soit accompagnées des preuves de leur paiement (extraits de compte bancaire ou toute autre forme de preuve de paiement).

Elles doivent être numérotées selon l'ordre chronologique et précédées d'une liste.

La liste doit se clôturer par un total et être datée et signée par une personne habilitée à engager le bénéficiaire.

Le contrôle des pièces justificatives par le service administratif gestionnaire doit permettre d'établir que toutes les dépenses engagées ont été réellement effectuées pour la réalisation des actions telles que prévues par la présente convention.

Article 7 : Réclamations

Si après contrôle des pièces justificatives, le montant que représente les justificatifs acceptés est inférieur au montant du subside alloué, la subvention ne sera liquidée qu'à due concurrence des justificatifs acceptés.

En tout état de cause, au terme du contrôle du dossier justificatif, le bénéficiaire recevra une lettre confirmant le montant définitivement alloué et l'invitant à transmettre, dans les 15 jours, une déclaration de créance de ce montant. A compter de la réception de la lettre, le bénéficiaire dispose d'un délai de 15 jours pour soumettre ses arguments en cas de désaccord sur les montants proposés.

L'ordonnateur compétent prend la décision finale après analyse des moyens développés par le bénéficiaire.

Article 8 : Transmission des documents

Toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

1. Pour la Région

Service Public Régional de Bruxelles
 Bruxelles Pouvoirs locaux
 Direction des Initiatives subventionnées
A l'attention de Monsieur Rochdi KHABAZI, Directeur Général
 City Center – 1^{er} étage
 Boulevard du Jardin Botanique, 20
 1035 Bruxelles

2. Pour le Bénéficiaire

Au Collège des Bourgmestres et Echevins de la commune de Woluwe-Saint-Lambert

Fait à Bruxelles en deux exemplaires, le .

Pour la Région de Bruxelles-Capitale,

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux,

Rudi VERVOORT

Pour la Commune,

Le Bourgmestre,

Le Secrétaire communal,

Olivier MAINGAIN,

Patrick LAMBERT

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/20.03.2017/A/0012#

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 15/12/2016 tot toekenning van een bijzondere subsidie van 912.015 EUR aan de negentien gemeenten van het Brussels Gewest in toepassing van de ordonnantie van 13/02/2003;

Overwegende dat de gewestelijke administratie de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe op de hoogte heeft gebracht van dit besluit en haar meldt dat het bedrag van de subsidie, dat haar wordt toegekend, 19.912,75 EUR bedraagt;

Overwegende dat deze subsidie wordt toegekend, op voorwaarde de overeenkomst te respecteren, die hiertoe wordt ondertekend en mits verantwoording van de kosten: kosten van het personeel (beslissing tot aanwerving, loonfiche) dat op directe of indirecte wijze in contact komt met het bedoelde publiek (migranten, daklozen, de zogenaamde "Roma" en woonwagenbewoners), alsook elke vorm van maatschappelijke hulp aan deze doelgroepen die niet door een andere subsidiërende overheid wordt vergoed;

Overwegende dat deze subsidie integraal dient doorgestort te worden aan het OCMW, eindbegunstigde van de toegekende hulp;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2017;

BESLIST:

- een akkoord te geven over de toekenning van een subsidie van 19.912,75 EUR, voor het jaar 2016, door het Brussels Gewest in het kader van de toekenning van een bijzondere subsidie in toepassing van de ordonnantie van 13/02/2003, alsook op de integrale doorstorting van deze subsidie aan het OCMW;
- de ondertekening goed te keuren van de overeenkomst tussen de gemeente en het Brussels Gewest tot toekenning van een bijzondere subsidie aan de gemeente conform de ordonnantie van 13/02/2003, zoals hieronder:

OVEREENKOMST

Tussen

De gemeente van Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door de heren Olivier MAINGAIN, Burgemeester en Patrick LAMBERT, Gemeentesecretaris,

en

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de heer Rudi VERVOORT, Minister-President,

Hierna genoemd "de Regering"

Inleiding

De gemeente kiest ervoor om haar inwoners een aangepaste omgeving en sociaal netwerk te bieden om beter tegemoet te komen aan de behoeften van de mensen en meer bepaald van maatschappelijk kwetsbare personen.

Een aantal van die personen en inzonderheid migranten, daklozen, zogenaamde "Roma", woonwagenbewoners, wordt gevraagd zich te richten tot het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van de gemeente om maatschappelijke hulp te krijgen waardoor ze een menswaardig leven kunnen leiden.

In het kader van de sociale coördinatie die op het grondgebied van de gemeente door het OCMW wordt geleid en die verschillende organisaties samenbrengt, worden de sociale problematieken geanalyseerd en kunnen ze leiden tot nieuwe sociale behoeften. Het is dus essentieel om daarvoor extra middelen in te zetten.

De gemeente beslist in dit kader om deel te nemen aan de versterking van de middelen voor de OCMW's.

Het Gewest is bevoegd voor de financiering van de gemeenten.

Om de gemeenten en zo ook hun OCMW's te helpen om tegemoet te komen aan de uitdagingen op het vlak van sociale behoeften, maakt het Gewest financiële middelen vrij en wil het de gemeenten slechts financieren mits verantwoording van de kosten: kosten van het personeel (beslissing tot aanwerving, loonfiche) dat op directe en indirecte wijze in contact komt met het bedoelde publiek (migranten, daklozen, de zogenaamde "Roma" en woonwagenbewoners), alsook elke vorm van maatschappelijke hulp aan deze doelgroepen die niet door een andere subsidiërende overheid wordt vergoed.

Artikel 1: Voorwerp van de overeenkomst

In overeenstemming met de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en het besluit van de Regering van 15 december 2016, zal de Regering aan de gemeente een subsidie overmaken die is vastgesteld op 19.912,75 €.

Het toepassingsgebied van bovengenoemd besluit kan niet gewijzigd, beperkt of uitgebreid worden door deze overeenkomst.

Bij niet-uitvoering van een of meerdere bepalingen van deze overeenkomst kan de subsidiërende overheid beslissen om de subsidie te verminderen, te schrappen of de volledige of gedeeltelijke terugbetaling te eisen.

Artikel 2: Duur

De overeenkomst heeft betrekking op de periode van 1 januari 2016 tot 31 december 2016.

Artikel 3: Controle van de subsidies

De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, zijn onmiddellijk en algemeen van toepassing van zodra er sprake is van een subsidie.

Deze artikelen worden hieronder *in extenso* weergegeven:

Art 92: Conform artikel 11 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

Art 93: Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën.

Art 94: Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie de begunstigde:

- 1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend;*
- 2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;*
- 3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhindert;*
- 4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.*

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

Art 95: Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

Er moet tevens aan worden herinnerd dat het Rekenhof het recht heeft een controle uit te voeren op de aanwending van de toegekende subsidies.

Artikel 4: Regels voor de uitbetaling

De subsidie van 19.912,75 EUR zal in twee schijven worden uitbetaald:

- Een eerste schijf van 90 % (zijnde 17.921,47 EUR) wordt betaald na de ondertekening van het besluit van de Regering van 15 december 2016;
- het saldo wordt uitgekeerd na ontvangst en analyse van de verantwoordingsstukken. Nadat voornoemde stukken gecontroleerd zijn, wordt de begunstigde door de bevoegde ordonnateur verzocht een schuldvordering over te maken, binnen een termijn van 15 dagen vanaf de uitnodiging, met vermelding van het eindbedrag dat hem toegekend is op grond van de controle.

De betalingen gebeuren binnen de grenzen van de begrotingskredieten. Deze betalingen worden zo spoedig mogelijk uitgevoerd rekening houdend met de controlevereisten.

De Gemeente verbindt zich ertoe de voorschotten en het saldo die bestemd zijn voor het OCMW binnen de 30 dagen na ontvangst door te storten en zal binnen de 15 dagen het stortingsbewijs bezorgen aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Brussel Plaatselijke Besturen, Kruidtuinlaan 20 te 1035 Brussel.

Bij gebrek aan dergelijk bewijs, kan het Gewest de terugbetaling van de betrokken voorschotten en/of het saldo vorderen.

Artikel 5: Bij de betalingsaanvraag te bezorgen stukken

De betalingsaanvraag dient te gebeuren in de vorm van een "schuldvordering" waarvan het origineel gericht moet worden aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Directie Comptabiliteit, CCN, Vooruitgangstraat 80, 8^{ste} verdieping te 1035 Brussel.

Deze schuldvordering moet verplicht de volgende elementen vermelden:

- de betalingsreden;
- het gevraagde te betalen bedrag (voor het saldo, het toegekende eindbedrag);
- het visumnummer voor de vastlegging, verstrekt door de Administratie;
- het nummer van de bankrekening waarop het bedrag moet worden gestort.

Bovendien moet deze schuldvordering opgesteld worden op papier met briefhoofd, gedateerd en ondertekend door een persoon die gemachtigd is de begunstigde te binden.

Artikel 6: Lijst van de bewijsstukken

De verantwoordingsstukken moeten uiterlijk op 31 maart 2017 ingediend worden bij de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Brussel Plaatselijke Besturen - Directie Gesubsidieerde initiatieven – City Center, Kruidtuinlaan 20, te 1035 Brussel. Deze termijn dient strikt in acht genomen te worden.

De begunstigde moet ervoor zorgen dat het dossier volledig en in één keer wordt ingediend. Geen enkel bijkomend stuk zal aanvaard worden na de hierbovenvermelde datum.

Lijst van de verantwoordingsstukken:

- kosten van het personeel (beslissing tot aanwerving, loonfiche) dat in contact komt met het bedoelde publiek (migranten, daklozen, de zogenaamde "Roma" en woonwagenbewoners) en elke vorm van maatschappelijke hulp aan deze doelgroepen die niet door een andere subsidiërende overheid wordt terugbetaald.

Indien een uitgave gesubsidieerd wordt door meerdere overheden, moet een uitsplitsing volgens subsidiërende overheid mee bezorgd worden.

De verantwoordingsstukken moeten ofwel voor voldaan verklaard zijn, ofwel vergezeld zijn van de betalingsbewijzen (bankrekeninguittreksels of elke andere vorm van betalingsbewijs).

Ze moeten chronologisch genummerd zijn en vooraan moet een lijst zitten. De lijst moet afgesloten worden met het totale bedrag en moet gedateerd en ondertekend zijn door een persoon die ertoe gemachtigd is de begunstigde te verbinden.

De controle van deze stukken door de beherende administratieve dienst moet het mogelijk maken uit te maken of de vastgelegde uitgaven werkelijk plaatsvonden voor de verwezenlijking van de acties waarin deze overeenkomst voorziet.

Artikel 7: Bezwaar

Indien na controle van de bewijsstukken het bedrag van de aanvaarde bewijsstukken lager ligt dan het bedrag van de toegekende subsidie, zal de subsidie slechts uitbetaald worden ten belope van het bedrag van de aanvaarde bewijsstukken.

In ieder geval zal elke begunstigde, na de controle van het dossier van de bewijsstukken, een brief ontvangen waarin het definitief toegekende bedrag bevestigd wordt en waarin de begunstigde, binnen de 15 dagen, uitgenodigd wordt een schuldvordering met dit bedrag over te maken. Vanaf de ontvangst van deze brief heeft de begunstigde 15 dagen tijd om zijn argumenten voor te leggen indien hij niet akkoord gaat met de voorgestelde bedragen.

De bevoegde ordonnateur neemt de eindbeslissing na analyse van de door de begunstigde uiteengezette middelen.

Artikel 8: Verzending van de documenten

Alle kennisgevingen of mededelingen ingevolge onderhavige overeenkomst moeten op geldige wijze door de partijen naar de volgende adressen verzonden worden:

1. Voor het Gewest

Gewestelijke Overheidsdienst Brussel
 Brussel Plaatselijke Besturen
 Directie Specifieke Initiatieven
 Ter attentie van de Heer Rochdi KHABAZI, Directeur-generaal
 City Center – 1^{ste} verdieping
 Kruidtuinlaan 20
 1035 Brussel

2. Voor de begunstigde

College van burgemeester en schepenen van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe

Opgesteld te Brussel in twee exemplaren, op

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen,

Rudi VERVOORT

Voor de gemeente,

De Burgemeester,

De Gemeentesecretaris,

Olivier MAINGAIN

Patrick LAMBERT

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/20.03.2017/A/0012#

7. Cultes – Budgets – Avis.
Erediensten – Begrotingen – Advies.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance régionale du 19/02/2004 modifiant le décret impérial du 30/12/1809 concernant les fabriques d'église ;

Vu la loi du 27/03/2006 modifiant la loi du 04/03/1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'ordonnance régionale du 18/07/2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13/07/2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu le budget pour l'exercice 2017 de la Fabrique d'église Saint-Henri qui est soumis à l'avis du Conseil communal ;

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend sur le territoire des communes de Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre et Etterbeek ;

Considérant que le montant de 318.505,10 EUR est une avance de la Région bruxelloise concernant les travaux de démontage/remontage à l'identique des 8 culées restantes de la façade nord ;

Considérant que ce budget, hors avance, est présenté en équilibre moyennant une intervention des trois communes concernées de 21.610 EUR au service ordinaire et de 134.008,60 EUR au service extraordinaire ;

Considérant que la quote-part de Woluwe-Saint-Lambert s'élève à 16.393,35 EUR au service ordinaire et à 101.658,92 EUR au service extraordinaire ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2017 ;

DECIDE d'émettre un avis favorable sur le budget de l'exercice 2017 de la Fabrique d'église Saint-Henri qui est présenté en équilibre moyennant une intervention communale de 21.610 EUR au service ordinaire et de 134.008,60 EUR au service extraordinaire, dont la quote-part de Woluwe-Saint-Lambert s'élève à 16.393,35 EUR au service ordinaire et à 101.658,92 EUR au service extraordinaire :

<u>Recettes</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Excédent</u>
972.158,10 EUR	653.653 EUR	318.505,10 EUR

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/20.03.2017/A/0013#

DE RAAD,

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 19/02/2004 tot wijziging van het keizerlijk decreet van 30/12/1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 27/03/2006 tot wijziging van de wet 04/03/1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 18/07/2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13/07/2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2017 van de Sint-Hendrikkkerkfabriek, die, voor advies, aan de Gemeenteraad wordt voorgelegd;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van deze parochie zich uitstrekt op het grondgebied van de gemeenten Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe en Etterbeek;

Overwegende dat het bedrag van 318.505,10 EUR een voorschot van het Brusselse Gewest is betreffende de werken van ontmanteling/heropbouw op de zelfde wijze van de 8 overige steunberen van de noordgevel;

Overwegende dat deze begroting, zonder het voorschot, in evenwicht voorgesteld wordt, mits een gemeentelijke tegemoetkoming van de 3 betreffende gemeenten van 21.610 EUR in de gewone dienst en van 134.008,60 EUR in de buitengewone dienst;

Overwegende dat de bijdrage van Sint-Lambrechts-Woluwe 16.393,35 EUR in de gewone dienst bedraagt en 101.658,92 EUR in de buitengewone dienst;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2017;

BESLIST een gunstig advies te geven over de begroting voor het dienstjaar 2017 van de Sint-Hendrikkkerkfabriek, die in evenwicht als volgt wordt voorgesteld mits een gemeentelijke tussenkomst van 21.610 EUR in de gewone dienst en van 134.008,60 EUR in de buitengewone dienst, waarvan de bijdrage van Sint-Lambrechts-Woluwe 16.393,35 EUR in de gewone dienst bedraagt en 101.658,92 EUR in de buitengewone dienst:

<u>Ontvangsten</u>	<u>Uitgaven</u>	<u>Batig saldo</u>
972.158,10 EUR	653.653 EUR	318.505,10 EUR

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/20.03.2017/A/0013#

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance régionale du 19/02/2004 modifiant le décret impérial du 30/12/1809 concernant les fabriques d'église ;

Vu la loi du 27/03/2006 modifiant la loi du 04/03/1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'ordonnance régionale du 18/07/2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13/07/2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu le budget pour l'exercice 2017 de la Fabrique d'église de Notre-Dame de l'Assomption qui est soumis à l'avis du Conseil communal ;

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend sur le territoire de la commune ;

Considérant que ce budget est présenté en équilibre sans intervention financière de la commune ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2017 ;

DECIDE d'émettre un avis favorable sur le budget de l'exercice 2017 de la Fabrique d'église de Notre-Dame de l'Assomption :

Recettes : 34.935 EUR

Dépenses : 34.935 EUR

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
#018/20.03.2017/A/0014#

DE RAAD,

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 19/02/2004 tot wijziging van het keizerlijk decreet van 30/12/1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 27/03/2006 tot wijziging van de wet 04/03/1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 18/07/2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13/07/2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2017 van de Kerkfabriek van Onze-Lieve-Vrouw Hemelvaart, die, voor advies, aan de Gemeenteraad wordt voorgelegd;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van deze parochie zich uitstrekt op het grondgebied van de gemeente;

Overwegende dat deze begroting in evenwicht voorgesteld wordt, zonder tussenkomst van de gemeente;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2017;

BESLIST een gunstig advies te geven over de begroting voor het dienstjaar 2017 van de Kerkfabriek van Onze-Lieve-Vrouw Hemelvaart:

Ontvangsten: 34.935 EUR

Uitgaven: 34.935 EUR

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/20.03.2017/A/0014#

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance régionale du 19/02/2004 modifiant le décret impérial du 30/12/1809 concernant les fabriques d'église ;

Vu la loi du 27/03/2006 modifiant la loi du 04/03/1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'ordonnance régionale du 18/07/2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13/07/2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu le budget pour l'exercice 2017 de la Fabrique d'église de la Sainte-Famille qui est soumis à l'avis du Conseil communal ;

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend sur le territoire de la commune ;

Considérant qu'il y a lieu d'apporter les modifications suivantes :

- Rajouter à l'article 18d « Fonds de réserve » le montant de 7.312,07 EUR ;
- Rajouter à l'article 52 « Déficit présumé de l'exercice courant » le montant de 3.313,73 EUR ;
- Supprimer à l'article 20 « Excédent présumé de l'exercice courant » le montant de 16.075,89 EUR ;
- Corriger à l'article 49 « Fonds de réserve » le montant de 5.843,34 EUR au lieu de 17.930,89 EUR;

Considérant que ce budget adapté est présenté, en équilibre, sans intervention communale ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins du 09/03/2017 ;

DECIDE d'émettre un avis favorable sur le budget adapté de l'exercice 2017 de la Fabrique d'église de la Sainte-Famille qui est clôturé comme suit, en équilibre, sans intervention communale :

<u>Recettes</u>	<u>Dépenses</u>
32.212,07 EUR	32.212,07 EUR

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
#018/20.03.2017/A/0015#

DE RAAD,

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 19/02/2004 tot wijziging van het keizerlijk decreet van 30/12/1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 27/03/2006 tot wijziging van de wet 04/03/1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 18/07/2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13/07/2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2017 van de Heilige Familiekerkfabriek die, voor advies, aan de Gemeenteraad wordt voorgelegd;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van deze parochie zich uitstrekt op het grondgebied van de gemeente;

Overwegende dat het nodig is de volgende wijzigingen aan te brengen:

- Toevoegen in het artikel 18d "Reservefonds" het bedrag van 7.312,07 EUR;
- Toevoegen in het artikel 52 "Vermoedelijk tekort van het lopende dienstjaar" het bedrag van 3.313,73 EUR;
- Schrappen in het artikel 20 "Vermoedelijk overschot van het lopende dienstjaar" het bedrag van 16.075,89 EUR;
- Verbeteren in het artikel 49 "Reservefonds", vervangen van het bedrag van 5.843,34 EUR door 17.930,89 EUR;

Overwegende dat deze aangepaste begroting in evenwicht voorgesteld wordt, zonder gemeentelijke tegemoetkoming;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2017;

BESLIST een gunstig advies te geven over de aangepaste begroting voor het dienstjaar 2017 van de Heilige Familiekerkfabriek die wordt voorgesteld in evenwicht zonder gemeentelijke tegemoetkoming:

<u>Ontvangsten</u>	<u>Uitgaven</u>
32.212,07 EUR	32.212,07 EUR

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/20.03.2017/A/0015#

8. Points soumis pour dépense et information :
Punten voorgelegd ter uitgave en informatie:

8.1. Ecole Prince Baudouin – Plaine de jeux – Réaménagement.
School "Prince Baudouin" – Speelplein – Herinrichting.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder aux travaux de réaménagement de l'aire de jeux de l'école Prince Baudouin ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder aux travaux de réaménagement de l'aire de jeux de l'école Prince Baudouin ;

Vu la loi du 15/06/2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26 § 1-1°a) (le montant du marché é HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15/07/2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5 § 3 ;

Vu le cahier spécial des charges n°2017-1164 relatif au marché « Réaménagement de la plaine de jeux de l'école Prince Baudouin » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 30.000 EUR (6 % TVAC) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publicité :

- FLEXIDAL RUBBER, Bosstraat 20 à 9880 Lotenhulle,
- LESUCO SA, rue des Praules 11 à 5030 Gembloux,
- NOOIJEN TERREINRICHTING BV, Postbus 287 à NL-5342 NM OSS ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 72200/725-60 du budget extraordinaire 2017 ;

Vu les articles 234 al. 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier spécial des charges n°2017-1 164 et le montant estimé du marché « Réaménagement de la plaine de jeux de l'école Prince Baudouin », les conditions étant fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 30.000 EUR TVAC ;
- de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché ;
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publicité :
 - FLEXIDAL RUBBER, Bosstraat 20 à 9880 Lotenhulle,
 - LESUCO SA, rue des Praules 11 à 5030 Gembloux,
 - NOOIJEN TERREINRICHTING BV, Postbus 287 à NL-5342 NM OSS ;
- d'approuver le crédit permettant cette dépense, inscrit à l'article 72200/725-60/1918 du budget extraordinaire 2017 et de le financer par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/20.03.2017/A/0016#

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de werken van heraanleg van het speelplein van de school "Prince Baudouin";

Gelet op artikel 234 lid 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2017;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de werken van heraanleg van het speelplein van de school "Prince Baudouin";

Gelet op de wet van 15/06/2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26 § 1-1° a) (limiet van 85.000 EUR excl. btw niet overschreden);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15/07/2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 105;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5 § 3;

Gelet op het bestek met nr. 2017-1164 betreffende de opdracht "Heraanleg van het speelplein van de school Prince Baudouin";

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 30.000 EUR (6 % btw incl.);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

Overwegende dat volgende firma's in aanmerking komen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking:

- FLEXIDAL RUBBER, Bosstraat 20 te 9880 Lotenhulle,
- LESUCO sa, rue des Praules 11 te 5030 Gembloux,
- NOOIJEN TERREINRICHTING bv, Postbus 287 te NL-5342 NM OSS;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 72200/725-60 van de buitengewone begroting 2017;

Gelet op artikelen 234 lid 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2017-1164 en de raming voor de opdracht "Heraanleg van het speelplein van de school Prince Baudouin": de lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en de raming bedraagt 30.000 EUR (6 % btw incl.);

- bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;
- volgende firma's worden uitgenodigd om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking:
 - FLEXIDAL RUBBER, Bosstraat 20 te 9880 Lotenhulle,
 - LESUCO SA, rue des Praules 11 te 5030 Gembloux,
 - NOOIJEN TERREININRICHTING bv, Postbus 287 te NL-5342 NM OSS;
- de uitgave voor deze opdracht wordt ingescheven op artikel 72200/725-60/1918 van de buitengewone begroting 2017 en zal gedekt door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/20.03.2017/A/0016#

8.2. Ecole Parc Malou – Sol amortissant – Rénovation.
School “Parc Malou” – Veiligheidsbekleding – Vernieuwing.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder aux travaux de renouvellement du sol amortissant à l'école Parc Malou ;

Vu l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2017 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle sur reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder aux travaux de renouvellement du sol amortissant à l'école Parc Malou ;

Vu la loi du 15/06/2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26 § 1-1°a) (le montant du marché é HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15/07/2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5 § 3 ;

Vu le descriptif technique n°2017-1173 relatif au marché « Rénovation d'un sol amortissant à l'école Parc Malou » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 20.000 EUR (6 % TVAC) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publicité :

- LESUCO SA, rue des Praules 11 à 5030 Gembloux,
- ANCIAUX PHILIPPE, rue de la Goyette 15 à 1471 Loupoigne,
- LIBRAPLAY SA, avenue de Jupille 19 à 4020 Liège,
- PLAYGROUNDS SA, boulevard Louis Schmidt 119/B2 à 1040 Etterbeek ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 72200/725-60 du budget extraordinaire 2017 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 al. 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le descriptif technique n°2017-1173 et le montant estimé du marché « Rénovation d'un sol amortissant à l'école Parc Malou », les conditions étant fixées comme prévu par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 20.000 EUR (6 % TVAC) ;
- de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché ;
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publicité :
 - LESUCO SA, rue des Praules 11 à 5030 Gembloux,
 - ANCIAUX PHILIPPE, rue de la Goyette 15 à 1471 Loupoigne,
 - LIBRAPLAY SA, avenue de Jupille 19 à 4020 Liège,
 - PLAYGROUNDS SA, boulevard Louis Schmidt 119/B2 à 1040 Etterbeek ;
- d'approuver le crédit permettant cette dépense, inscrit au budget extraordinaire 2017 à l'article 72200/725-60/1920 et de financer cette dépense par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
#018/20.03.2017/A/0017#

9. Plaine de jeux Marcel Thiry – Phase II – Réaménagement – Mode de passation du marché – Dépense – Approbation.
Speelplein Marcel Thiry – Fase II – Herinrichting – Gunningswijze van de opdracht – Uitgave – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de réaliser les travaux de réaménagement de la plaine de jeux Marcel Thiry – Phase II ;

Vu la loi du 15/06/2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15/07/2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 2 § 1-3° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5 § 2 ;

Vu le cahier spécial des charges n°2017-1163 relatif au marché « Réaménagement de la plaine de jeux Marcel Thiry – Phase II » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 122.000 EUR (21 % TVAC) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire 2017, à l'article 76100/724-60 et sera financé au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2017 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier spécial des charges n°2017-1163 et le montant estimé du marché « Réaménagement de la plaine de jeux Marcel Thiry – Phase II », les conditions étant fixées au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 122.000 EUR TVAC ;
- de choisir la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché ;
- de compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 76100/721-60/1919 du budget extraordinaire 2017.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/20.03.2017/A/0018#

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig is om tot de herinrichting van het speelplein Marcel Thiry – fase II over te gaan;

Gelet op de wet van 15/06/2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15/07/2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 2 § 1-3°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5 § 2;

Gelet op het bestek met nr. 2017-1163 dat in het kader van de opdracht "Herinrichting van het speelplein Marcel Thiry – fase II" werd opgesteld;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 122.000 EUR incl. btw (21 %);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 76100/721-60 van de buitengewone begroting 2017 en zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2017;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2017-1163 en de raming voor de opdracht "Herinrichting van het speelplein Marcel Thiry – fase II": de lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en de raming bedraagt 122.000 EUR incl. btw (21 %);
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;
- het standaard publicatieformulier in te vullen en bekend te maken op nationaal niveau;
- de uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 76100/721-60/1919 van de buitengewone begroting 2017.

Deze uitgave zal gefinancierd worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/20.03.2017/A/0018#

10. Budget communal 2016 – Modification 53 – Approbation.
Gemeentebegroting 2016 – Wijziging 53 – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Vu le budget de l'exercice 2016, ainsi que les modifications n^{os} 1 et 3 qui ont été apportées au service ordinaire ;

Vu sa décision du 24/10/2016 portant modification de certains crédits budgétaires inscrits au service ordinaire à un même groupe fonctionnel et à un même groupe économique ;

Vu l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 20/10/2005 modifiant les articles 10, 14, 19, 21, 23 et 44 de l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Vu l'arrêté ministériel du 20/10/2005 modifiant l'arrêté ministériel du 30/10/1990 portant exécution de l'article 44 de l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant qu'il s'impose de modifier certains crédits budgétaires inscrits au service ordinaire à un même groupe fonctionnel et à un même groupe économique ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2017 ;

DECIDE que le budget ordinaire de l'exercice 2016 est modifié conformément aux indications annexées et le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant au tableau ci-après :

BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES MODIFICATION N°53			

Selon la présente délibération			

	Recettes 1	Dépenses 2	Soldes 3

PRECEDENTE MODIFICATION	107.293.541,13	106.847.037,84	446.503,29
AUGMENTATION DES CREDITS	-	2.692.207,67	- 2.692.207,67
DIMINUTION DES CREDITS	-	2.692.207,67	2.692.207,67

NOUVEAU RESULTAT	107.293.541,13	106.847.037,84	446.503,29

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/20.03.2017/A/0019#

DE RAAD,

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2016 alsook de wijzigingen nrs. 1 en 3 die werden aangebracht aan de gewone dienst;

Gelet op zijn beslissing van 24/10/2016 houdende wijziging van bepaalde kredieten van de gewone dienst, ingeschreven op een zelfde functionele groep en een zelfde economische groep;

Gelet op het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 20/10/2005 tot wijziging van de artikelen 10, 14, 19, 21, 23 en 44 van het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op het ministerieel besluit van 20/10/2005 tot wijziging van het ministerieel besluit van 30/10/1990 tot uitvoering van artikel 44 van het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat het nodig is bepaalde kredieten van de gewone dienst, ingeschreven op een zelfde functionele groep en een zelfde economische groep, te herzien;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2017;

BESLIST dat de gewone begroting van het dienstjaar 2016 wordt gewijzigd overeenkomstig de toelichtingen in bijlage en het nieuw resultaat van de begroting wordt vastgesteld zoals vermeld in de hiernavolgende tabel:

BALANS VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN WIJZIGING NR. 53			

Volgens deze beslissing			

	Ontvangsten 1	Uitgaven 2	Saldo 3

VOORGAANDE WIJZIGING	107.293.541,13	106.847.037,84	446.503,29
VERHOGING DER KREDIETEN	-	2.692.207,67	- 2.692.207,67
VERMINDERING DER KREDIETEN	-	2.692.207,67	2.692.207,67

NIEUW RESULTAAT	107.293.541,13	106.847.037,84	446.503,29

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/20.03.2017/A/0019#

11. Société Régionale du Crédit au Logement SA (SRCL) – Augmentation de capital – Refus de souscription – Approbation.
Gewestelijke Maatschappij voor Huisvestingskrediet nv (GMHK) – Kapitaalsverhoging – Weigering van intekening – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Considérant que la commune a souscrit en 1891 des actions de la Société Régionale du Crédit au Logement SA, en abrégé SRCL, dont le siège social est sis à 1040 Etterbeek, rue Belliard 30 ;

Considérant que le Conseil d'administration de ladite société a convoqué une assemblée générale extraordinaire le 15/02/2017 pour décider entre autres de porter le capital de 210.123 EUR à 3.706.623 EUR, par émission de 166.500 actions nouvelles (5 actions nouvelles pour une action ancienne) au prix unitaire de 21 EUR ;

Considérant que la raison de l'augmentation de capital est fondée sur une obligation légale (loi du 19/04/2014) pour les sociétés de crédit de disposer d'un minimum de 2.500.000 EUR de fonds

propres et d'anticiper une augmentation de ce seuil par la Région (cf. procès-verbal du Conseil d'administration du 26/01/2017) ;

Considérant que la commune dispose de 3.200 actions sur un total de 33.300 ;

Considérant que le prix d'émission des nouvelles actions est supérieur au montant du « pair comptable » (6,31 EUR par action) ex ante, à savoir le montant du « capital » (210.123 EUR), divisé par le nombre d'actions en circulation avant l'augmentation de capital (33.300) ;

Considérant que cette opération ne nécessite pas de rapport d'un réviseur pour justifier du prix ;

Considérant qu'il nous est proposé de souscrire à 16.000 nouvelles actions de la SRCL, pour un montant de 336.000 EUR ;

Considérant que l'assemblée générale extraordinaire a décidé devant notaire que les souscriptions devaient avoir lieu avant le 12/03/2017 (cf. acte notarié du 15/02/2017) ;

Considérant qu'il n'est matériellement pas possible de retarder cette date (cf. courrier du 07/03/2017 de la Société Régionale du Crédit au Logement) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2017 par laquelle un accord est marqué pour :

« - ne pas souscrire à l'augmentation de capital de la Société Régionale du Crédit au Logement SA afin de conserver les droits de la commune conformément à l'article 123-9° de la nouvelle loi communale, la décision devant être prise pour le 15/03/2017 au plus tard, et ce au motif que cet actif n'est pas stratégique pour la commune ;

- soumettre à la ratification du Conseil communal la décision de ne pas souscrire à l'augmentation de capital.» ;

Vu l'article 232 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de ratifier la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2017, prise à titre conservatoire en vertu de l'article 123-9° de la nouvelle loi communale, de ne pas souscrire à l'augmentation de capital de la Société Régionale du Crédit au Logement SA, en abrégé SRCL, dont le siège social est sis à 1040 Etterbeek, rue Belliard 30.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

#018/20.03.2017/A/0020#

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente in 1891 ingeschreven heeft op aandelen van de Gewestelijke Maatschappij voor Huisvestingskrediet nv, afgekort GMHK, waarvan de maatschappelijke zetel gelegen is te 1040 Etterbeek, Belliardstraat 30;

Overwegende dat de Raad van Bestuur van voormelde vennootschap op 15/02/2017 een buitengewone algemene vergadering bijeen heeft geroepen om o.a. te beslissen om een kapitaalsverhoging door te voeren van 210.123 EUR naar 3.706.623 EUR door 166.500 nieuwe aandelen uit te geven (5 nieuwe aandelen voor een oud aandeel) tegen de eenheidsprijs van 21 EUR;

Overwegende dat de reden van de kapitaalsverhoging gebaseerd is op een wettelijke verplichting (wet van 19/04/2014) voor kredietinstellingen om over minimaal 2.500.000 EUR eigen fondsen te beschikken en te anticiperen op een optrekking van dit bedrag door het Gewest (zie proces-verbaal van de Raad van Bestuur van 26/01/2017);

Overwegende dat de gemeente over 3.200 aandelen beschikt op een totaal van 33.300;

Overwegende dat de uitgifteprijs van de nieuwe aandelen hoger ligt dan de "fractiewaarde" (6,31 EUR per aandeel) ex ante, namelijk het bedrag van het "kapitaal" (210.123 EUR), gedeeld door het aantal aandelen in omloop voor de kapitaalsverhoging (33.300);

Overwegende dat er voor deze operatie geen verslag van een bedrijfsrevisor nodig is om de prijs te rechtvaardigen;

Overwegende dat er ons wordt voorgesteld om in te schrijven op 16.000 nieuwe aandelen van de GMHK, voor een bedrag van 336.000 EUR;

Overwegende dat de buitengewone algemene vergadering bij notaris beslist heeft dat de inschrijvingen voor 12/03/2017 (zie notariële akte van 15/02/2017) moesten gebeuren;

Overwegende dat het onmogelijk is om deze datum te verlaten (zie brief van 07/03/2017 van de Gewestelijke Maatschappij voor Huisvestingskrediet);

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2017 waarbij er een overeenkomst werd bereikt om:

“- niet in te schrijven op de kapitaalsverhoging van de Gewestelijke Maatschappij voor Huisvestingskrediet nv om zo de rechten van de gemeente te vrijwaren in overeenstemming met artikel 123-9° van de nieuwe gemeentewet aangezien de beslissing ten laatste op 15/03/2017 genomen moest worden, en dit met als argument dat deze activa niet strategisch zijn voor de gemeente;

- *de beslissing om niet op de kapitaalsverhoging in te schrijven ter bekrachtiging voor te leggen aan de Gemeenteraad.”*

Gelet op artikel 232 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- de beslissing te bekrachtigen van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2017 die te bewarende titel genomen werd op grond van artikel 123-9° van de nieuwe gemeentewet, om niet in te schrijven op de kapitaalsverhoging van de Gewestelijke Maatschappij voor Huisvestingskrediet nv, afgekort GMHK, met maatschappelijke zetel gelegen te 1040 Etterbeek; Belliardstraat 30.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/20.03.2017/A/0020#

12. Travaux de réfection de la voirie rue Vervloesem – Convention HYDROBRU / commune de Woluwe-Saint-Lambert – Approbation.
Wegenwerken Vervloesemstraat – Overeenkomst HYDROBRU / Gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique de réaménager complètement la rue Vervloesem, y compris son égout ;

Considérant qu'il s'agit d'une voirie qui appartient au réseau communal ;

Considérant qu'HYDROBRU a été chargée de la gestion du réseau d'égouttage ;

Vu la proposition d'HYDROBRU de procéder à un marché commun ;

Vu la convention entre HYDROBRU et la commune établie à cet effet ;

Considérant que cette convention détermine la prise en charge des coûts de ces travaux :

- le paiement de la pose de l'égout, en ce compris le démontage du revêtement, la fouille, le remblaiement de la tranchée et la pose de revêtements sur la surface de la tranchée, qui sera à charge d'HYDROBRU ;
- le paiement de la rénovation des revêtements de la voirie hors tranchée et des trottoirs qui sera à charge de la commune ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2017 ;

DECIDE d'approuver la convention ci-après relative au réaménagement complet de la rue Vervloesem et au remplacement de son égout :

CONVENTION

ENTRE :

HYDROBRU ayant son siège boulevard de l'Impératrice 17-19 à 1000 Bruxelles, représenté par Monsieur Jacques MARTROYE de JOLY, Président.

ET

la Commune de WOLUWE-SAINT-LAMBERT représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel agissent Monsieur le Bourgmestre Olivier MAINGAIN et Monsieur le Secrétaire communal Patrick LAMBERT, en vertu de la décision du Conseil communal du 20/03/2017.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

L'état fortement dégradé de la rue Vervloesem et de son égout nécessite leur réaménagement complet.

HYDROBRU effectue le remplacement de l'égout et la remise en état de la voirie avec des matériaux identiques et neufs.

Le coût de la pose de l'égout est pris en charge par HYDROBRU, en ce compris le démontage du revêtement, la fouille, le remblaiement de la tranchée et la pose de revêtements sur la surface de la tranchée.

La rénovation des revêtements de la voirie hors tranchée et des trottoirs est une charge communale.

Les parties contractantes conviennent que les travaux doivent être coordonnés et bénéficier d'une unité de commandement.

L'objet de la présente convention est de désigner HYDROBRU comme pouvoir adjudicateur unique qui interviendra en son nom et celui de la commune, tant pour attribuer que pour exécuter l'entreprise.

Article 2 : Maître de l'ouvrage

La Commune confie à HYDROBRU, qui accepte, la maîtrise de l'ouvrage de réaménagement de la voirie et des trottoirs. HYDROBRU dresse le cahier des charges et les plans nécessaires, met en adjudication et notifie à l'adjudicataire sa désignation et surveille l'exécution du chantier jusqu'à la réception provisoire.

L'article 19 de la loi sur les marchés publics étant d'application, le projet devra être soumis à l'approbation du Conseil communal.

Article 3 : Paiements

Hydrobru assume le paiement à l'entrepreneur.

En ce qui concerne les prestations à charge de la commune, Hydrobru adresse à la Commune les états d'avancement, les factures de l'entrepreneur et le décompte final.

Ce décompte final sera payable à Hydrobru dans les délais prévus au cahier général des charges.

Hydrobru portera des frais à hauteur de 15 % sur le montant du devis de l'entrepreneur pour la rénovation de la voirie. Ils comprennent la coordination du chantier, la surveillance du chantier, réception des travaux et la responsabilité d'Hydrobru en tant que maître d'œuvre.

Article 4 : Aide au maître d'ouvrage

Nonobstant la maîtrise de l'ouvrage confiée à HYDROBRU, la Commune prête son concours technique dans l'étude et la surveillance des travaux.

Article 5 : Fin des travaux et réceptions

Le procès-verbal de fin de travaux, ainsi que les procès-verbaux de réception provisoire et définitive sont contresignés par les représentants de la commune.

Article 6 : Détails de validité de la présente convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature. Les parties sont déliées de leurs obligations réciproques à dater du règlement à l'entrepreneur de la facture pour solde de tout compte, accompagnant le décompte final.

Woluwe-Saint-Lambert, le

Pour HYDROBRU

Le Président,

Jacques MARTROYE de JOLY

Pour la Commune de WOLUWE-SAINT-LAMBERT

Le Secrétaire communal,

Patrick LAMBERT

Le Bourgmestre

Olivier MAINGAIN

ANNEXE A LA CONVENTION

Les largeurs de fouilles à charge d'HYDROBRU se baseront sur la norme européenne NB-EN-1610 et le guide technique français Fascicule 70 :

Pour un diamètre nominal de tuyau de 600 mm et une profondeur comprise entre 3,13 m et 5,12 m, la fouille aura une largeur de 2,10 m.

Concernant la reconstruction de la voirie et des trottoirs, la partie à charge d'HYDROBRU sera étendue de 30 cm de part et d'autre de la fouille, c-à-d une largeur de 2,70 m.

En ce qui concerne cette reconstruction de voirie et de trottoirs, HYDROBRU se conformera aux prescriptions techniques à fournir par la commune.

Sur cette base, sera calculée la répartition des coûts entre HYDROBRU et la commune de Woluwe-Saint-Lambert.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
#018/20.03.2017/A/0021#

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig is om de Vervloesemstraat volledig opnieuw aan te leggen, met inbegrip van de riolering;

Overwegende dat deze weg deel uitmaakt van het gemeentelijk wegennet;

Overwegende dat HYDROBRU belast is met het beheer van het rioleringsnet;

Gelet op het voorstel van HYDROBRU om een gemeenschappelijke opdracht uit te schrijven;

Gelet op de overeenkomst tussen HYDROBRU en de gemeente die hiervoor werd opgesteld;

Overwegende dat deze overeenkomst de tenlasteneming van de kostprijs van deze werken vastlegt:

- de kosten voor de aanleg van de riolering worden gedragen door HYDROBRU, met inbegrip van het opbreken van de bestrating, de uitgraving, de aanvaarding van de sleuf en de aanleg van de bestrating boven de sleuf;
- de kosten voor de heraanleg van de rijweg en de voetpaden naast de sleuf vallen ten laste van de gemeente;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/03/2017;

BESLIST de onderstaande overeenkomst voor de volledige vernieuwing van de Vervloesemstraat en de vervanging van haar riolering goed te keuren:

OVEREENKOMST

TUSSEN:

HYDROBRU, waarvan de zetel gevestigd is in de Keizerinlaan 17-19 te 1000 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Jacques MARTROYE de JOLY, voorzitter,

EN

de gemeente SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in naam waarvan de heer Burgemeester Olivier MAINGAIN en de heer Gemeentesecretaris Patrick LAMBERT handelen, krachtens de beslissing van de Gemeenteraad van 20/03/2017.

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1: Doel van de overeenkomst

Omdat het wegdek van de Vervloesemstraat en het riool in die laan in zeer slechte staat zijn, is een grondige renovatie vereist.

HYDROBRU vervangt het riool en herstelt het wegdek met identieke en nieuwe materialen.

HYDROBRU neemt de kosten voor de aanleg van het riool op zich, met inbegrip van het opbreken van de bestrating, de uitgraving, de aanaarding van de sleuf en de aanleg van de bestrating boven de sleuf.

De renovatie van de bestrating naast de sleuf en van de trottoirs is ten laste van de gemeente.

De contracterende partijen komen overeen dat de werkzaamheden moeten worden gecoördineerd en moeten verlopen volgens het principe van eenheid van bevel.

Het doel van deze overeenkomst is HYDROBRU aan te stellen als enige aanbestedende overheid, die in zijn naam en in naam van de gemeente handelt, zowel om de aanneming te gunnen als om ze uit te voeren.

Artikel 2: Opdrachtgever

De gemeente stelt HYDROBRU, dat aanvaardt, aan als opdrachtgever voor de renovatie van de bestrating en de trottoirs. HYDROBRU maakt het bestek en de nodige plannen op, schrijft een aanbesteding uit, brengt de opdrachtnemer op de hoogte van zijn aanstelling en houdt toezicht op de werken tot aan de voorlopige oplevering.

Aangezien artikel 19 van de wet op de openbare aanbestedingen hier van toepassing is, moet het project ter goedkeuring worden voorgelegd aan de Gemeenteraad.

Artikel 3: Betalingen

HYDROBRU neemt de betaling van de aannemer voor zijn rekening.

Wat de prestaties ten laste van de gemeente betreft, bezorgt HYDROBRU de gemeente de vorderingsstaten, de facturen van de aannemer en de eindafrekening.

Deze eindafrekening is te betalen aan HYDROBRU binnen de termijnen waarin de algemene aannemingsvoorwaarden voorzien.

HYDROBRU zal het bedrag van het bestek van de aannemer voor de renovatie van het wegdek met 15 % verhogen. Dit percentage omvat de coördinatie van de werken, het toezicht op de werken, de oplevering van de werken en de verantwoordelijkheid van HYDROBRU als opdrachtgever.

Artikel 4: Hulp aan de opdrachtgever

Niettegenstaande het feit dat HYDROBRU als opdrachtgever optreedt, verleent de gemeente haar technische steun aan de studie van en het toezicht op de werkzaamheden.

Artikel 5: Einde van de werkzaamheden en oplevering

Het proces-verbaal van het einde van de werkzaamheden, alsook de processen-verbaal van voorlopige oplevering en van definitieve oplevering, worden medeondertekend door de vertegenwoordigers van de gemeente.

Artikel 6: Bijzonderheden aangaande de geldigheid van deze overeenkomst

Deze overeenkomst treedt in werking op de datum van haar ondertekening. De partijen worden ontheven van hun wederzijdse verplichtingen op de dag waarop de factuur van de aannemer, die samen met de eindafrekening wordt bezorgd, wordt betaald ter algehele vereffening.

Sint-Lambrechts-Woluwe,

Voor HYDROBRU

De Voorzitter,

Jacques MARTROYE de JOLY

Voor de Gemeente SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE

De Gemeentesecretaris,

Patrick LAMBERT

De Burgemeester,

Olivier MAINGAIN

BIJLAGE BIJ DE OVEREENKOMST

De breedte van de uitgravingen ten laste van HYDROBRU moet de Europese norm NBN-EN-1610 en de Franse technische gids "Fascicule 70" volgen.

Voor een nominale buisdiameter van 600 mm en een diepte tussen 3,13 en 5,15 meter moet de uitgraving 2,10 meter breed zijn.

Wat de heraanleg van het wegdek en het trottoir betreft, moet het gedeelte ten laste van HYDROBRU aan weerszijden van de uitgraving worden uitgebreid met 30 cm, d.w.z. dat het gedeelte ten laste van HYDROBRU 2,70 meter breed is.

Voor deze heraanleg van het wegdek en het trottoir zal HYDROBRU zich schikken naar de technische voorschriften van de gemeente.

Op basis hiervan zullen de kosten ten laste van HYDROBRU en de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe worden berekend.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

#018/20.03.2017/A/0021#

13. Programme de Coopération internationale communale – Partenariat entre Woluwe-Saint-Lambert et Bandalungwa – Programme 2017-2021 – Convention spécifique de partenariat entre ces 2 communes – Approbation.
Internationaal gemeentelijk Ontwikkelingssamenwerkingsprogramma – Partnerschap tussen Sint-Lambrechts-Woluwe en Bandalungwa – Programma 2017-2021 – Specifieke partnerschapovereenkomst tussen deze 2 gemeenten – Goedkeuring.

LE CONSEIL

Considérant que les communes de Woluwe-Saint-Lambert et de Bandalungwa ont acté leur volonté de coopérer activement en leur délibération du Conseil communal de Woluwe-Saint-Lambert et par décision du bourgmestre de Bandalungwa, datées respectivement du 21/03/2011 et du 17/05/2011 ;

Vu le protocole de collaboration qui lie la commune de Woluwe-Saint-Lambert et la commune de Bandalungwa depuis le 26/09/2016 ;

Vu la décision de la commune de Woluwe-Saint-Lambert et de la commune de Bandalungwa de participer à la phase 2017-2021 du Programme fédéral belge de Coopération internationale communale (CIC) dans le respect du cadre fixé par ce dernier et des conclusions de l'atelier de programmation qui s'est tenu à Kinshasa du 11 au 15/04/2016,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2017 ;

DECIDE d'approuver la convention spécifique de partenariat 2017-2021 entre la commune de Woluwe-Saint-Lambert et la commune de Bandalungwa en République démocratique du Congo, telle que reprise ci-dessous :

CONVENTION SPÉCIFIQUE DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-LAMBERT ET LA COMMUNE DE BANDALUNGWA

Considérant que les communes de Woluwe-Saint-Lambert et de Bandalungwa ont acté leur volonté de coopérer activement en leurs délibérations du Conseil communal (Woluwe-Saint-Lambert) et du bourgmestre (Bandalungwa), datées respectivement du 21/03/2011 et du 17/05/2011, qui font partie intégrante de la présente convention ;

Considérant que le protocole de collaboration 2017-2021 qui les lie depuis le 26/09/2016 fait partie de la présente convention ;

Vu leur décision de participer à la phase 2017-2021 du Programme fédéral belge de Coopération internationale communale (CIC) dans le respect du cadre fixé par ce dernier ;

ENTRE

D'une part, la commune de Woluwe-Saint-Lambert, ici représentée par son Collège échevinal, au nom duquel agissent M. Olivier MAINGAIN, bourgmestre, et M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal,

ET

D'autre part, la commune de Bandalungwa, ici représentée par M. Adrien LONGANGE MOKATO, bourgmestre,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Terminologie

La terminologie spécifique suivante sera utilisée :

- o *Programme pluriannuel commun (PPA) 2017-2021*, aussi dénommé *Programme* : plan stratégique global pour la période 2017-2021, dans le cas présent de renforcement des capacités des institutions locales des pays partenaires, introduit par l'Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW) et l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale - BRULOCALIS (AVCB) auprès de la Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD) et approuvé par celle-ci ;
- o *Programme par pays* : plan stratégique spécifique à un pays donné pour la période 2017-2021, qui fait partie intégrante du PPA et prévoit un Cadre logique unique pour le pays ;
- o *Conditions générales de participation* : document régissant les relations entre les communes belges et partenaires et l'UVCW/AVCB, et reprenant l'ensemble des règles et procédures applicables au sein du Programme, en ce compris l'éligibilité des dépenses.

Article 2 - Objet de la présente convention

1. Le présent document vise à détailler les obligations contractuelles entre la commune de Woluwe-Saint-Lambert et la commune de Bandalungwa concernant la mise en œuvre du Programme de Coopération internationale communale (CIC), cofinancé par la DGD et géré par l'UVCW, en partenariat avec l'AVCB. Les activités et dépenses couvertes par la présente convention sont liées au PPA 2017-2021, et plus spécifiquement au Programme pour la République démocratique du Congo.
2. La Théorie du Changement (ToC) et le Cadre logique pour le pays pour la période 2017-2021 sont le référent pour ce qui concerne l'objectif spécifique, les résultats, activités principales, indicateurs objectivement vérifiables (IOV), hypothèses et sources de vérification.
3. La ToC se décline au travers de plans opérationnels cohérents, qui fixent de manière très précise, pour chaque partenariat, les activités prévues pour la période considérée, ainsi que les budgets nécessaires à cet effet. Chaque partenaire contribue donc à la préparation des plans opérationnels au rythme et selon les modalités convenus avec l'UVCW/AVCB et, ultérieurement, à leur mise en œuvre. Après approbation, ces plans opérationnels seront considérés comme faisant partie intégrante de la présente convention.
4. Les annexes font partie intégrante de la présente convention.
5. Pour le volet qui concerne le partenariat, toute modification significative des plans opérationnels et/ou du budget qui leur correspond devra en outre faire l'objet d'une demande écrite auprès de l'UVCW/AVCB, tel que prévu dans les Conditions générales de participation. Cette demande, qui aura fait l'objet d'une concertation entre les communes partenaires, sera soumise à l'UVCW/AVCB par l'une d'entre elles, avec copie au partenaire. L'accord écrit de l'UVCW/AVCB fera office d'avenant à la présente convention.

Article 3 - Cadre d'intervention

Les communes partenaire et belge inscrivent leur intervention dans le respect :

- a. des lois du 19 mars 2013 et du 16 juin 2016 relatives à la Coopération belge au Développement ;
- b. des arrêtés royaux du 11 septembre 2016 concernant respectivement la coopération non gouvernementale, et le nombre des cadres stratégiques communs de la coopération non gouvernementale et leur couverture géographique ou thématique ;
- c. du PPA 2017-2021, en ce compris sa stratégie générale et son budget tel qu'accepté par la DGD ;
- d. des conditions générales de participation au Programme de CIC, des processus établis par l'UVCW/AVCB et des cahiers des charges des différentes parties prenantes au Programme ;
- e. du protocole de collaboration générale signé avec sa commune partenaire pour la période 2017-2021 ;
- f. de la convention signée entre la commune belge et l'UVCW/AVCB pour la période 2017-2021 ;
- g. de façon générale, de tout document stratégique ou normatif émis par la Coopération belge ;

- h. de façon générale, de toute nouvelle disposition légale ou réglementaire en matière de coopération au développement qui serait adoptée d'ici au 31 décembre 2021.

Article 4 - Conditions et obligations générales

1. La commune de Woluwe-Saint-Lambert et la commune de Bandalungwa s'engagent à mener les activités prévues dans les plans opérationnels conformément aux règles et procédures fixées par l'UVCW/AVCB et par la DGD, qui leur seront communiquées.
2. Au plus tard lors du démarrage de la phase 2017-2021 du Programme, les deux communes partenaires déterminent précisément :
 - o les rôles et responsabilités de chacun, dans le respect des cahiers des charges de base établis pour les différentes parties prenantes du Programme,
 - o les ressources humaines auxquelles elles auront recours,
 - o le processus de concertation entre elles.
3. Au plus tard lors du démarrage de la phase 2017-2021 du Programme, un Comité de pilotage est mis en place dans la commune belge et dans la commune partenaire, composé au moins du coordinateur, du mandataire local en charge du Programme, d'un agent des services techniques concernés, d'un responsable de l'administration (secrétaire / directeur général, chef de service, etc.) et d'un représentant de la société civile.
 Ses principales responsabilités consistent à déterminer les grandes orientations stratégiques et budgétaires, à décider des éventuelles réorientations majeures qui devraient être opérées, ainsi qu'à assurer une supervision des opérations (y compris les processus de passation des marchés publics chaque fois que le calendrier le permet) et à valider les rapports avant soumission au Conseil communal et/ou à l'UVCW/AVCB.
 Il se réunit régulièrement, aux moments-clés du calendrier de mise en œuvre, et se concerta avec le Comité de pilotage de la commune partenaire, pour une réelle articulation cohérente entre les travaux des deux Comités, à trois niveaux :
 - o choix des dates de réunion,
 - o contribution mutuelle à la définition des ordres du jour,
 - o information mutuelle des conclusions (couchées sous forme de compte rendu) des rencontres.

Les PV des réunions du Comité de pilotage sont également mis à disposition du Conseil communal, du partenaire, de l'UVCW/AVCB et plus généralement de tous les intéressés. Sa composition et ses attributions précises figurent en annexe II.

Article 5 - Durée

La présente convention prend effet le 20/03/2017. Elle prendra fin à la clôture du Programme, soit en principe le 31 décembre 2021 (sauf décision contraire du bailleur), après approbation du rapport final par l'UVCW/AVCB, le réviseur désigné pour le Programme et les services compétents de la DGD. Chaque partie peut y mettre fin par l'envoi d'une notification officielle, conformément à l'article 10 de la présente convention.

Article 6 - Financement et gestion

1. Le partenariat rend compte à l'UVCW/AVCB de la gestion administrative et financière globale des plans opérationnels pour les volets qui le concerne, et en assume la responsabilité par rapport aux associations.
2. L'UVCW/AVCB effectue les paiements du subside sur le compte de la commune belge de Woluwe-Saint-Lambert, qui prend ensuite les engagements financiers suivants par rapport à son partenaire :
 - Les dépenses encourues en Belgique pour le Programme (billets d'avion, per diem, visas...) sont financées soit directement via un compte de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, soit via le compte de Wolu-International (ASBL communale qui perçoit un subside communal pour gérer le Programme CIC).
 - Les dépenses encourues pour le Programme en République démocratique du Congo sont financées comme ceci :

- Si le prestataire de biens ou de services dispose d'un compte bancaire, pour les dépenses à payer entre les missions : paiement par virement international depuis le compte de Wolu-International ;
 - Si le prestataire ne dispose pas de compte bancaire, pour les dépenses à payer entre les missions : remboursement aux intervenants congolais du partenariat (autorités communales de Bandalungwa et partenaires tiers clairement désignés pour la gestion de certains projets) via Western Union ;
 - Si des dépenses sont faites lors des missions à Bandalungwa d'agents de Woluwe-Saint-Lambert : paiement en liquide aux prestataires de biens et services par les agents en mission via retrait sur le compte de Wolu-International préalable à la mission, contre réception de la facture acquittée. Toutefois, si le paiement peut être fait par virement, cette solution pourra être privilégiée, pour des raisons de sécurité, par les agents de Woluwe-Saint-Lambert.
- Si d'autres modes de gestion apparaissent en cours de programmation, ils seront étudiés avec le partenaire et, le cas échéant, feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

Ce compte est géré par M. Jean VANDEVEN, receveur communal de la commune de Woluwe-Saint-Lambert.

Elle n'honorera toutefois ces engagements que dans le cas où elle obtient l'accord de financement par l'UVCW/AVCB. Si tel est le cas, la commune belge informe immédiatement son partenaire de cet accord. Egalement, dès lors que toutes les conditions sur lesquelles les deux communes se sont accordées en matière de libération des fonds vers la commune partenaire sont remplies, la commune belge exécute les paiements avec la plus grande diligence.

3. Les communes partenaires étudieront, dans toute la mesure offerte par les législations nationales, la possibilité pratique d'ouvrir une ligne budgétaire spécifique au nom du Programme sur le compte de la commune de Bandalungwa, par laquelle transiteraient certaines dépenses et recettes liées à ce dernier. Si elle était amenée à devoir ouvrir un compte bancaire spécifique au nom du Programme, certaines dépenses et recettes liées au Programme transiteraient le cas échéant par celui-ci.

Dans tous les cas de figure, dans le respect des législations nationales en la matière, les dépenses et recettes liées au Programme seraient soumises aux mêmes règles et procédures que l'ensemble des recettes et dépenses de la commune et au droit de regard du Conseil communal.

Le cas échéant, un avenant à la convention sera réalisé précisant les informations bancaires indispensables (numéro du compte, mode de gestion du compte (noms des personnes habilitées à autoriser les dépenses et/ou à effectuer les paiements, etc.).

4. Les deux communes s'engagent à respecter l'ensemble des règles et procédures d'application au sein du Programme, en ce compris les dispositions administratives et financières et les règles d'éligibilité des dépenses telles que stipulées dans les conditions générales de participation, qui font partie intégrante de la présente convention.
5. La commune de Bandalungwa tiendra à jour et laissera disponible en permanence pour consultation par la commune de Woluwe-Saint-Lambert, l'UVCW/AVCB et la DGD, un inventaire des équipements et matériel acquis dans le cadre du Programme, en ce compris une indication sur leur localisation. La commune de Bandalungwa en assumera la responsabilité, notamment en termes de sécurisation et d'entretien. Si ces équipements et matériel ne devaient pas être gérés en bon père de famille, la commune de Woluwe-Saint-Lambert et/ou l'UVCW/AVCB et/ou la DGD se réservent le droit d'en demander la restitution ou le remboursement d'un montant équivalent à la commune de Bandalungwa.
6. Tous les biens et équipements achetés dans le cadre du Programme à destination de la commune de Bandalungwa seront propriété du Programme dans un premier temps. Ils deviendront pleine propriété de la commune de Bandalungwa à la clôture du Programme (cf. article 5).

Article 7 - Rapports et documents

1. Les communes partenaires prennent connaissance de tous les documents du Programme mis à disposition du partenariat par l'UVCW/AVCB.

2. La commune de Woluwe-Saint-Lambert convient avec la commune de Bandalungwa de la façon dont elles s'organisent entre elles pour l'échange et la mise à disposition d'informations (y compris financières), sur base des consignes données par l'UVCW/AVCB.
3. Le partenariat soumettra à l'UVCW/AVCB, dans les délais et selon les modalités fixés, les informations requises, financières et relatives à la mise en œuvre, ainsi que copie de toutes les pièces justificatives liées aux dépenses encourues dans le cadre du/des plan(s) opérationnel(s) approuvé(s). Ce rapportage sera effectué selon les modalités communiquées par l'UVCW/AVCB, et de façon concertée entre les deux communes partenaires.
4. Les documents administratifs, techniques et financiers liés au Programme, en ce compris les pièces comptables originales des deux communes partenaires, seront tenus à la disposition de l'UVCW/AVCB et de la DGD pendant une durée de quatre ans après la date de clôture du Programme. Ces documents doivent pouvoir être transmis sur demande de l'UVCW/AVCB ou de la DGD.

Article 8 - Evaluation externe et audit

Une évaluation ou un audit peuvent être menés à tout moment du cycle du Programme, et jusqu'à cinq ans après la clôture de ce dernier. Ils sont menés par la DGD, par l'UVCW/AVCB ou par un tiers indépendant mandaté par ces derniers. Il sera du devoir des deux communes partenaires de participer à cette évaluation/audit et de rendre disponibles tous les documents et informations nécessaires pour ce travail.

Article 9 - Modification de la convention

La présente convention et ses annexes peuvent être modifiées sous réserve de l'accord des deux parties et de l'UVCW/AVCB. Les modifications feront alors l'objet d'un avenant annexé à la convention initiale. Tout avenant à la présente convention requiert une trace écrite et signée prouvant l'accord mutuel des deux parties.

Article 10 - Résiliation

1. Le préavis d'interruption de la convention est de six mois à dater de la réception de la notification écrite signée par les autorités de la commune qui souhaite y mettre un terme. Les deux parties s'engagent à assurer jusqu'à ce terme la conduite des actions en cours dans la limite de leurs responsabilités et obligations.
2. La présente convention devient immédiatement obsolète en cas de cessation ou de retrait du soutien de la DGD. Le cas échéant, une solution négociée sera proposée à la DGD pour pouvoir honorer les engagements de dépenses en République démocratique du Congo, comme en Belgique, effectuées avant la date de notification de cessation du financement. En particulier, la cessation du soutien de la DGD sera exigée par l'UVCW/AVCB en cas de fraude ou tentative de fraude, de participation active ou passive à des faits de corruption et/ou de dysfonctionnements graves dans la relation partenariale.

Article 11 - Résolution de litiges et arbitrages

En cas de divergence de vue des deux communes partenaires sur l'un ou l'autre point lié à la mise en œuvre ou à la gestion du Programme, ou en cas de conflit résultant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, une solution à l'amiable sera recherchée à travers l'UVCW/AVCB.

Si toutefois un accord ne peut être trouvé ainsi, il sera fait appel à l'arbitrage de la DGD.

Chaque partenaire date et signe ce document en deux exemplaires et reconnaît avoir reçu le sien.

Pour la commune de
Woluwe-Saint-Lambert

Pour la commune de
Bandalungwa

Olivier MAINGAIN Patrick LAMBERT
Bourgmestre Secrétaire communal

Adrien LONGANGE MOKATO
Bourgmestre

Fait à Woluwe-Saint-Lambert, le /03/2017

Fait à Bandalungwa, le /03/2017

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
#018/20.03.2017/A/0022#

14. Programme de Coopération internationale communale – Partenariat entre Woluwe-Saint-Lambert et Bandalungwa – Programme 2017-2021 – Convention spécifique de partenariat entre la commune de Woluwe-Saint-Lambert et l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale (BRULOCALIS) – Approbation.
Internationaal gemeentelijk Ontwikkelingssamenwerkingsprogramma – Partnerschap tussen Sint-Lambrechts-Woluwe en Bandalungwa – Programma 2017-2021 – Specifieke partnerschapovereenkomst tussen de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en de Vereniging van de stad en de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BRULOCALIS) – Goedkeuring.

LE CONSEIL,

Considérant que la commune de Woluwe-Saint-Lambert a acté sa volonté de participer à la phase 2017-2021 du Programme de Coopération internationale communale (CIC) en sa délibération du Conseil communal du 19/09/2016 ;

Considérant que l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale (BRULOCALIS) en est le gestionnaire général mandaté pour ce faire par la Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD) et, de ce fait, responsable vis-à-vis d'elle au même titre que la commune belge de Woluwe-Saint-Lambert et sa commune partenaire ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/03/2017 ;

DECIDE d'approuver la convention spécifique de partenariat entre la commune de Woluwe-Saint-Lambert et l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale relative au programme de coopération internationale communale pour la période 2017-2021, telle que reprise ci-dessous :

CONVENTION SPÉCIFIQUE DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE BELGE DE WOLUWE-SAINT-LAMBERT ET L'ASSOCIATION DE LA VILLE ET DES COMMUNES DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE (BRULOCALIS)

Considérant que la commune belge de Woluwe-Saint-Lambert a acté sa volonté de participer à la phase 2017-2021 du Programme de Coopération internationale communale (CIC) en sa délibération du Conseil communal du 19/09/2016 ;

Considérant que l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale (AVCB-BRULOCALIS) en est le gestionnaire général mandaté pour ce faire par la Direction générale

Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD) et, de ce fait, responsable vis-à-vis d'elle au même titre que la commune belge de Woluwe-Saint-Lambert et sa commune partenaire ;

ENTRE

D'une part, la commune de Woluwe-Saint-Lambert, ici représentée par son Collège des bourgmestre et échevins, au nom duquel agissent M. Olivier MAINGAIN, bourgmestre, et M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal, et ci-après dénommée « la commune belge »,

ET

D'autre part, l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale (AVCB-BRULOCALIS), ici représentée par sa directrice, Mme Corinne FRANÇOIS,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Terminologie

La terminologie spécifique suivante sera utilisée :

- a. *Programme pluriannuel commun (PPA) 2017-2021*, aussi dénommé *Programme* : plan stratégique global pour la période 2017-2021, dans le cas présent de renforcement des capacités des institutions locales des pays partenaires, introduit par l'Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW) et l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale (AVCB-BRULOCALIS) auprès de la Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD) et approuvé par celle-ci ;
- b. *Programme par pays* : plan stratégique spécifique à un pays donné pour la période 2017-2021, qui fait partie intégrante du PPA et prévoit un Cadre logique unique pour le pays ;
- c. *Conditions générales de participation* : document régissant les relations entre les communes belges et partenaires et l'AVCB-BRULOCALIS, et reprenant l'ensemble des règles et procédures applicables au sein du Programme, en ce compris l'éligibilité des dépenses.

Article 2 - Objet de la présente convention

- a. Le présent document vise à détailler les obligations conventionnelles entre la commune belge et l'AVCB-BRULOCALIS concernant la mise en œuvre du Programme de Coopération internationale communale (CIC), géré par celle-ci, en partenariat avec l'UVCW, et financé par la DGD. Les activités et dépenses couvertes par la présente convention sont liées au PPA 2017-2021, et plus spécifiquement au Programme pour la République démocratique du Congo.
- b. La Théorie du Changement (ToC) et le Cadre logique pour le pays pour la période 2017-2021 sont les référents pour ce qui concerne l'objectif spécifique, les résultats, activités principales, indicateurs objectivement vérifiables (IOV), hypothèses et sources de vérification.
- c. La ToC se décline au travers de plans opérationnels cohérents, qui fixent de manière très précise, pour chaque partenariat, les activités prévues pour la période considérée, ainsi que les budgets nécessaires à cet effet. Chaque partenaire contribue donc à la préparation et, ultérieurement, à la mise en œuvre des plans opérationnels, au rythme et selon les modalités convenus avec l'AVCB-BRULOCALIS. Après approbation, ces plans opérationnels seront considérés comme faisant partie intégrante de la présente convention.
- d. Pour le volet qui concerne le partenariat, toute modification significative des plans opérationnels et/ou du budget qui leur correspond devra en outre faire l'objet d'une demande écrite auprès de l'AVCB-BRULOCALIS, tel que prévu dans les conditions générales de participation. Cette demande ne pourra être considérée comme acceptée que moyennant un accord écrit de l'AVCB-BRULOCALIS.

Article 3 - Cadre d'intervention

- La commune belge et l'AVCB-BRULOCALIS inscrivent leur intervention dans le respect :
- a. des lois du 19 mars 2013 et du 16 juin 2016 relative à la Coopération belge au Développement ;
 - b. des arrêtés royaux du 11 septembre 2016 concernant respectivement la coopération non gouvernementale, et le nombre des cadres stratégiques communs de la coopération non gouvernementale et leur couverture géographique ou thématique ;
 - c. du PPA 2017-2021, en ce compris sa stratégie générale et son budget tel qu'accepté par la DGD ;
 - d. des conditions générales de participation au Programme de CIC, des processus établis par l'AVCB-BRULOCALIS et des cahiers des charges des différentes parties prenantes au Programme ;
 - e. du protocole de collaboration générale signé avec sa commune partenaire pour la période 2017-2021 ;
 - f. de la convention spécifique de partenariat signée avec sa commune partenaire pour la période 2017-2021 ;
 - g. de façon générale, de tout document stratégique ou normatif émis par la Coopération belge ;
 - h. de façon générale, de toute nouvelle disposition légale ou réglementaire en matière de coopération au développement qui serait adoptée d'ici au 31 décembre 2021.

Article 4 - Conditions et obligations générales

- a. La commune belge et l'AVCB-BRULOCALIS poursuivent les mêmes objectifs général et spécifiques, tels que décrits dans le Programme pluriannuel (PPA) 2017-2021 et s'engagent à mobiliser tous les moyens nécessaires pour une mise en œuvre optimale de ce dernier.
- b. La commune belge participe aux formations organisées par l'AVCB-BRULOCALIS auxquelles elle serait conviée, ainsi que, dans toute la mesure du possible, à toutes les réunions de la plateforme belge.
- c. La commune belge s'engage à mener les activités prévues dans les plans opérationnels conformément aux règles et procédures fixées par l'AVCB-BRULOCALIS et par la DGD, qui lui seront communiquées, et à mettre tout en œuvre pour qu'il en soit de même de la part de sa commune partenaire.
- d. Au plus tard lors du démarrage de la phase 2017-2021 du Programme, la commune belge détermine précisément et communique à l'AVCB-BRULOCALIS :
 1. la délibération du Conseil communal belge de participer à la phase 2017-2021 du Programme de CIC ;
 2. la délibération du Conseil communal de la commune partenaire de participer à la phase 2017-2021 du Programme de CIC ;
 3. la copie du protocole de collaboration générale signé par la commune belge et sa commune partenaire pour la période 2017-2021 ;
 4. la copie de la convention spécifique de partenariat signée par la commune belge et sa commune partenaire pour la période 2017-2021 (en ce compris ses annexes obligatoires) ;
 5. l'annexe aux conditions générales de participation pour la période 2017-2021 signée par la commune belge et sa commune partenaire ;
 6. la fiche signalétique du partenariat, identifiant les élus et coordinateurs responsables dans chacune des deux communes, ainsi que les experts éventuellement mis à disposition de l'action.
- e. De façon générale, la commune belge informe l'AVCB-BRULOCALIS de toute modification intervenant dans les informations précédemment communiquées. S'il s'agit d'une défection du coordinateur belge ou du mandataire belge, elle en assure le remplacement dans les plus brefs délais et communique à l'AVCB-BRULOCALIS le changement opéré ainsi que les coordonnées complètes de la personne nouvellement désignée.

Article 5 - Durée

- a. La présente convention prend effet le 20/03/2017. Elle prendra fin à la clôture du Programme, soit en principe le 31 décembre 2021 (sauf décision contraire du bailleur), après approbation du rapport final par l'AVCB-BRULOCALIS, le réviseur désigné pour le Programme et les services compétents de la DGD.
- b. Elle prend toutefois fin anticipativement si la commune notifie officiellement à l'AVCB-BRULOCALIS sa décision de se retirer du Programme de CIC avant terme (cf. article 7 infra). En ce cas, la convention prendra fin après approbation du rapport annuel pour l'année en cours par l'AVCB-BRULOCALIS, le réviseur désigné pour le Programme et les services compétents de la DGD.

Article 6 - Financement et gestion

- a. L'AVCB-BRULOCALIS effectue les paiements du subside sur le compte bancaire de la commune belge. Celle-ci dispose d'une ligne budgétaire spécifique au nom du Programme, par laquelle transiteront toutes les dépenses et recettes liées à ce dernier.
- b. Après approbation du premier plan opérationnel soumis par le partenariat, l'AVCB-BRULOCALIS effectue une première avance sur le compte de la commune belge, dès lors qu'elle est en possession des documents et informations visés à l'article 4.d ci-dessus et que la présente convention a été signée par les deux parties.
- c. De façon générale, l'AVCB-BRULOCALIS effectue les paiements au bénéfice de la commune belge avec diligence et dans les meilleurs délais, dès lors qu'elle a elle-même reçu les crédits nécessaires de la part de la DGD et que toutes les exigences de gestion relatives à ce paiement sont rencontrées.
- d. De façon générale, la commune belge fait le nécessaire pour répondre aux demandes de l'AVCB-BRULOCALIS dans les délais impartis, y compris en matière de rapportage, et met tout en œuvre pour qu'il en soit de même de la part de sa commune partenaire. Si elle en est empêchée et souhaite bénéficier d'un délai supplémentaire, elle en adresse la demande écrite à l'AVCB-BRULOCALIS au plus tôt et si possible avant l'échéance fixée.

Article 7 - Rapports et documents

- a. La commune belge prend connaissance de tous les documents du Programme mis à disposition du partenariat par l'AVCB-BRULOCALIS.
- b. La commune belge veille à ce que le partenariat soumette à l'AVCB-BRULOCALIS, dans les délais et selon les modalités fixés, les informations requises, financières et relatives à la mise en œuvre, ainsi que copie de toutes les pièces justificatives liées aux dépenses encourues dans le cadre du/des plan(s) opérationnels approuvés. Ce rapportage sera effectué selon les modalités communiquées par l'AVCB-BRULOCALIS et de façon concertée entre les deux communes partenaires.

Article 8 - Résiliation

- a. La présente convention peut être résiliée par la commune belge, dès lors que celle-ci renonce à sa participation au Programme de CIC, moyennant notification écrite signée par ses autorités représentatives. En ce cas, les deux parties conviennent d'un délai pour la finalisation des actions en cours et du budget nécessaire à cet effet. La convention prendra effectivement fin après approbation du rapport annuel pour l'année en cours par l'AVCB-BRULOCALIS, le réviseur désigné pour le Programme et les services compétents de la DGD.
- b. La présente convention peut être résiliée par l'AVCB-BRULOCALIS, moyennant notification écrite à la commune belge, dès lors que celle-ci contrevient gravement ou de façon répétitive aux conditions générales de participation ou que de graves dysfonctionnements sont constatés au sein

du partenariat, exposant potentiellement l'AVCB-BRULOCALIS à une appréciation négative de la Coopération belge.

- c. La présente convention est résiliée de plein droit en cas de cessation ou de retrait du soutien de la DGD. Le cas échéant, l'AVCB-BRULOCALIS proposera une solution négociée à la DGD pour pouvoir honorer les engagements de dépenses en République démocratique du Congo, comme en Belgique, effectués avant la date de notification de cessation du financement.

Article 9 - Résolution de litiges et arbitrages

En cas de divergence de vue des parties sur l'un ou l'autre point lié à la mise en œuvre ou à la gestion du Programme, ou en cas de conflit résultant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, une solution à l'amiable sera recherchée. A cet effet, l'AVCB-BRULOCALIS adressera un courriel à la commune belge avec ses demandes et/ou propositions, suivi le cas échéant, si une solution n'a pu être trouvée par ce biais, d'un courrier officiel aux autorités de la commune. Si toutefois un accord ne peut être trouvé ainsi, il sera fait appel à l'arbitrage de la DGD.

Chaque partie date et signe ce document en deux exemplaires et reconnaît avoir reçu le sien.

Pour la commune de Woluwe-Saint-Lambert,

Pour l'AVCB-BRULOCALIS,

Olivier MAINGAIN
Bourgmestre

Patrick LAMBERT
Secrétaire communal

Corinne FRANÇOIS
Directrice

Fait à Woluwe-Saint-Lambert, le /03/2017

Fait à Bruxelles, le /03/2017

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.
#018/20.03.2017/A/0023#

Mme MOLENBERG et M. THAYER quittent la séance.
Mw. MOLENBERG en dhr. THAYER verlaten de vergaderzaal.

INTERPELLATIONS (Section 4 – art. 7 – sous-section 1) :

INTERPELLATIES (Afdeling 4 – art. 7 – onderafdeling 1):

15. Hoe staat het met het rampenplan in onze gemeente? (dhr. DE SMUL)
Où en est-on avec le plan catastrophe dans notre commune ? (M. DE SMUL)

Dhr. DE SMUL herinnert eraan dat hij de gewoonte heeft om eenmaal per jaar vragen te stellen over het rampenplan. Hij vraagt of er in de politiezone een goede samenwerking is met het Brussels Gewest, en dus tussen de 19 gemeenten. Hij vraagt bovendien of er geregeld oefeningen zijn waaraan de verschillende gemeenten deelnemen.

Dhr. MAINGAIN dankt dhr. DE SMUL voor het belang dat hij aan deze kwestie hecht. Hij herinnert eraan dat het nood- en interventieplan (ANIP) al een hele tijd geleden door de toezichhoudende overheid werd goedgekeurd, maar dat het om een dynamisch plan gaat dat evolueert dankzij het werk dat verzet wordt door de coördinator. Hij wijst erop dat als gevolg van de 6e staatshervorming verschillende overheden deelnemen aan het risicobeleid in het Brussels Gewest. Hij voegt eraan toe dat de nieuwe korpschef van de politiezone Montgomery, dhr. Michaël JONNIAUX, het goede initiatief had om zijn hele officierskader in het Maloukasteel bijeen te brengen opdat de 3 gemeentelijke coördinatoren van de zone hun de methodologie zouden kunnen uitleggen die in iedere gemeente

gevolgd wordt en om hen in staat te stellen om te beseffen wat een ANIP betekent in het geval van een terroristische aanval aangezien er in dergelijk geval op grotere schaal actie ondernomen moet worden. Hij kondigt aan dat de politiezone, onder voorbehoud van de beschikbaarheid van de 5 disciplines, een echte oefening in Sint-Lambrechts-Woluwe zal organiseren en dat deze operatie, indien mogelijk, nog voor de zomer zou kunnen plaatsvinden, wetende dat de aanwezigheid van de DBDMH onontbeerlijk is. Hij herinnert eraan dat er ongeveer 6 jaar geleden een oefening gehouden werd rond het opzetten van de commandopost en dat het belang van dergelijke oefeningen in het gezichtspunt van externe waarnemers zit. Wat de gemeentescholen betreft, legt hij uit dat er twee oefeningen per jaar georganiseerd worden in aanwezigheid van de ANIP-coördinator en de dienst Preventie van de gemeente, en dat dit in het algemeen tot tevredenheid van de coördinator gebeurt. Hij sluit niet uit dat er ook nog dergelijke oefeningen gehouden zullen worden in andere gebouwen die druk bezocht worden zoals het Shopping Center waar er geregeld alarmoefeningen gehouden worden, maar waar men niet tot evacuatie overgaat. Hij herinnert eraan dat de evacuatie van de Shopping die hij een aantal jaren geleden bevolen heeft naar aanleiding van een scheur in een FLUXYS-leiding (aangezien hij niet exact wist waar het gas ontsnapte), tot een wanorde in het verkeer rond de Shopping geleid heeft. Hij betreurt het feit dat we ook vandaag nog geen plan met alle bestaande leidingen hebben aangezien de oude leidingen mogelijke doorgeefluiken voor gas blijven. Hij wijst erop dat de meeste gasleidingen zich slechts een paar centimeter onder de stoep bevinden terwijl de FLUXYS-leidingen zich op een minimale diepte van 1m50 bevinden en constant gecontroleerd worden. Hij is bezorgd om plaatsen waar er geen geregelde sociale controle is terwijl een van de grootste bezorgdheden betreffende de terroristische aanvallen in Brussel net de controle over de FLUXYS-leidingen is.

#018/20.03.2017/A/0024#

M. DE SMUL rappelle qu'il a pris l'habitude, une fois par an, de poser des questions au sujet du plan catastrophe. Il demande s'il y a une bonne collaboration au sein de la zone de police, avec la Région bruxelloise et donc entre les 19 communes. Il demande en outre s'il y a régulièrement des exercices réunissant les différentes communes.

M. MAINGAIN remercie M. DE SMUL pour l'intérêt qu'il porte à cette question. Il rappelle que le plan d'urgence et d'intervention (PGUI) a été approuvé il y a bien longtemps par l'autorité de tutelle mais qu'il s'agit d'un plan dynamique qui évolue grâce au travail effectué par le coordinateur. Il signale que, suite à la 6^e réforme de l'Etat, plusieurs autorités sont appelées à participer à l'évaluation des risques en Région bruxelloise. Il ajoute que le nouveau chef de corps de la zone de police Montgomery, M. Michaël JONNIAUX, a pris l'heureuse initiative de réunir, au château Malou, tous ses cadres officiers pour permettre aux 3 coordinateurs communaux de la zone de leur expliquer la méthodologie suivie dans chaque commune et pour leur permettre de se rendre compte de ce que représente un PGUI en cas d'attaque terroriste car il y a là des dispositifs d'une autre ampleur à mettre en œuvre. Il annonce que, sous réserve de la disponibilité des 5 disciplines, un exercice réel sera organisé à Woluwe-Saint-Lambert, que la zone de police y travaille et que cette opération pourrait encore intervenir avant l'été si c'est possible, sachant que la présence du SIAMU est indispensable. Il rappelle qu'un exercice de mise en place du poste de commandement a été réalisé il y a ± 6 ans et que l'intérêt majeur d'exercices de ce type réside dans le point de vue d'observateurs extérieurs. En ce qui concerne les écoles communales, il explique que deux exercices d'évacuation par an y sont organisés, en présence du coordinateur PGUI et du service de prévention de la commune, et ce, globalement, à la satisfaction du coordinateur PGUI. Il n'exclut pas de réaliser des exercices de ce type dans d'autres bâtiments très fréquentés tels que le Shopping Center où des exercices de mise en alarme sont régulièrement organisés mais sans évacuation. Il rappelle que l'évacuation du Shopping qu'il avait ordonnée il y a quelques années suite à une rupture de canalisation FLUXYS (car il ne savait pas exactement où le gaz s'échappait) avait généré un désordre dans la circulation autour du Shopping. Il déplore le fait que l'on n'ait pas aujourd'hui de plan de toutes les canalisations existantes car les anciennes canalisations restent des vecteurs potentiels de transmission des gaz. Il précise que les canalisations courantes de gaz ne se trouvent qu'à quelques centimètres sous le pavé alors que les canalisations FLUXYS se situent à minimum 1 mètre 50 de profondeur et font l'objet d'une surveillance quotidienne par FLUXYS. Il s'inquiète de ce que certains endroits ne soient pas soumis à

un contrôle social régulier alors que l'une des plus grandes inquiétudes concernant les attaques terroristes à Bruxelles réside dans la prise de contrôle de canalisations FLUXYS.

#018/20.03.2017/A/0024#

Mme MOLENBERG et M. THAYER rentrent en séance.

Mw. MOLENBERG en dhr. THAYER komen de vergaderzaal terug binnen.

16. Eentalige Wolu info moet gewoon tweetalig zijn volgens de taalwetten. Deze 29.000 Wolu info zijn volledig onwettig in onze gemeente; een vorm van apartheid. (dhr. DE SMUL)
Wolu info unilingue doit normalement être bilingue selon les lois linguistiques. Ces 29.000 Wolu info sont totalement illégaux dans notre commune ; une forme d'apartheid. (M. DE SMUL)

Dhr. DE SMUL herinnert eraan dat hij het niet eens is met de eentalige Wolu info. Hij heeft voor de 7e keer een klacht ingediend bij de Vaste Commissie voor Taaltoezicht (VCT) en zijn klacht werd voor de 7e keer ontvankelijk verklaard. Hij leest de conclusie van de VCT voor: "(...) de communicatie die uitgaat van een schepen moet in het Nederlands en Frans worden opgesteld, ook al gaat het om een mededeling over een instelling waarvan de culturele activiteit slechts een enkele taalgroep aanbelangt. De VCT stelt vast dat de uitgave en niet-persoonsgebonden verspreiding van twee eentalige gemeentebladen (een Nederlandstalige versie en een Franstalige versie met verschillende inhoud), zoals bevestigd in de brief van de gemeente, houden een schending van artikel 18 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken in en van de constante jurisprudentie van de VCT betreffende de gemeentelijke informatiebladen.

Ze meent dus dat de klacht ontvankelijk en gegrond is." Dhr. DE SMUL leidt hieruit af dat het blad volgens de taalwetten tweetalig moet zijn. Hij vraagt om onmiddellijk de wet na te leven en het blad tweetalig te maken.

Dhr. MAINGAIN stelt vast dat dhr. DE SMUL constant is en dat het College dat ook zal zijn in zijn antwoord. Hij wijst erop dat de Nederlandstalige versie naar iets meer dan 1.600 families in Sint-Lambrechts-Woluwe gestuurd wordt en dat het altijd de twee dezelfde personen zijn die klacht neerleggen. Hij merkt op dat de anderen meestal tevreden zijn en dat hij zelfs dankbetuigingen krijgt van heel wat inwoners. Hij wijst erop dat de VCT niet geantwoord heeft op de meest recente argumenten van de gemeente, die hij voorleest:

"Wij hebben uw schrijven van 28 oktober 2016 goed ontvangen waarbij u ons het advies meedeelt dat door uw instantie werd bereikt in haar zitting van 21 oktober.

Het College van burgemeester en schepenen stelt vast dat uw advies de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken niet naleeft.

Inderdaad. In overeenstemming met de jurisprudentie van het Hof van Cassatie moet het gemeentebestuur namelijk bij voorrang artikel 19 toepassen van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik der talen in bestuurszaken.

Artikel 19 stelt het volgende: "Iedere plaatselijke dienst van Brussel-Hoofdstad gebruikt in zijn betrekkingen met een particulier de door deze gebruikte taal, voor zover die taal het Nederlands of het Frans is."

De gepersonaliseerde verdeling van het gemeentemagazine is dus een betrekking met een particulier in de zin van voormeld artikel 19.

Het regime van artikel 18 is aanvullend op dat van artikel 19.

Het gemeentebestuur heeft dus de plicht om zich tot een particuliere inwoner van de gemeente te richten in de taal waarin de betrokkene zich in zijn betrekkingen met het bestuur uit.

Uw standpunt waarbij het regime voorzien in artikel 19 een uitzondering zou zijn op het regime van artikel 18 vloeit eens te meer voort uit de Nederlandstalige doctrine, maar wordt niet gedeeld door de Franstalige doctrine waar de heer Frédéric Gosselin terecht naar verwijst in zijn werk "L'emploi des langues en matière administrative", Brussel, Kluwer 2003, p. 78, waarin hij stelt dat een gepersonaliseerde zending noodzakelijkerwijs een betrekking met een particulier behelst en hij in verband hiermee verwijst naar uw advies nummer 32239 van 10 mei 2001.

Hieruit volgt dat wanneer het gemeentebestuur de taal van de betrokkene kent, zij verplicht is om hem de documenten in deze taal te bezorgen (advies nummer 25133 B van 27 januari 1994 van uw commissie).

Het College van burgemeester en schepenen houdt eraan om de taalgroep waartoe een inwoner behoort nauwgezet te respecteren, ongeacht of hij Frans- of Nederlandstalig is, in functie van de taal van zijn inschrijving in het bevolkingsregister van onze gemeente.

Het College van burgemeester en schepenen waakt er zeer streng over dat de twee taalversies van het gemeentemagazine identiek zijn wat de berichten van algemeen belang betreft. Enkel de informatie betreffende een culturele activiteit voor een enkele taalgroep valt onder het regime dat voor de betrokken taalgroep moet worden toegepast, zoals voorzien in artikel 22 van de gecoördineerde wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken. Het komt aan het College toe om voor ieder geval te oordelen of er reden toe is om dit bepaald regime dat voorzien is in artikel 22, toe te passen.

Het college stelt vast dat er bij uw commissie geregeld zaken aanhangig gemaakt worden als gevolg van klachten van dezelfde personen die, als een vorm van pesterij, proberen om hun persoonlijke visie aan heel de bevolking van Sint-Lambrechts-Woluwe op te dringen. Het college is van plan om geen gevolg meer aan deze klachten te geven en houdt zich het recht voor om alle wettelijke middelen te gebruiken om de eer en de reputatie van het gemeentebestuur en zijn mandatarissen hoog te houden."

Hij wijst er bovendien op dat iedere versie van het gemeentemagazine een samenvatting bevat van de activiteiten van de andere gemeenschap. Hij bevestigt dat het nieuwe advies van de Commissie op geen enkele wijze antwoordt op de argumenten van de gemeente die juridisch gefundeerd zijn, met name op de jurisprudentie van het Hof van Cassatie en dat het College dus telkens dezelfde antwoorden zal geven aan zowel de VCT als aan dhr. DE SMUL.

#018/20.03.2017/A/0025#

M. DE SMUL rappelle qu'il n'est pas d'accord avec le Wolu info unilingue. Il a introduit pour la 7^e fois une plainte à la Commission permanente de contrôle linguistique (CPCL) et sa plainte a été déclarée recevable pour la 7^e fois. Il donne lecture de la conclusion émise par la CPCL : « (...) la communication émanant d'un échevin doit être formulée en néerlandais et en français, même s'il s'agit d'une communication traitant d'une institution dont l'activité culturelle n'intéresse qu'un seul groupe linguistique. La CPCL constate que l'édition et la diffusion non personnalisée de deux journaux communaux unilingues (une version en langue néerlandaise et une version en langue française avec un contenu différent), comme confirmé dans la lettre de la commune, impliquent une violation de l'article 18 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative et de la jurisprudence constante de la CPCL concernant les journaux d'information communaux. Elle estime donc la plainte recevable et fondée. » M. DE SMUL en déduit que le journal doit être bilingue selon les lois linguistiques. Il demande instamment de respecter la loi et de rendre le journal bilingue.

M. MAINGAIN constate que M. DE SMUL est constant et le Collège le sera tout autant dans sa réponse. Il précise que la version en néerlandais est envoyée à un peu plus de 1.600 familles à Woluwe-Saint-Lambert et que ce sont toujours les deux mêmes personnes qui déposent plainte. Il fait remarquer que les autres sont généralement satisfaits et qu'il reçoit même des remerciements de nombreux habitants. Il signale que la CPCL n'a pas apporté de réponse aux derniers arguments de la commune, dont il donne lecture :

« Par la présente, nous accusons réception de votre courrier du 28 octobre 2016 par lequel vous nous transmettez l'avis exprimé par votre instance réunie en sa séance du 21 octobre.

Le collègue des bourgmestres et échevins de Woluwe-Saint-Lambert constate que votre avis ne respecte pas la loi sur l'emploi des langues en matière administrative.

En effet, conformément à la jurisprudence de la Cour de cassation, l'administration communale est tenue de faire application de manière prioritaire de l'article 19 des lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative.

L'article 19 dispose que « Tout service local de Bruxelles-Capitale emploie, dans ses rapports avec un particulier, la langue que l'intéressé utilise quand celle-ci est le français ou le néerlandais ».

La distribution personnalisée du journal communal est donc un rapport avec un particulier au sens dudit article 19.

Le régime de l'article 18 est supplétif de celui prévu à l'article 19.

L'administration communale a dès lors l'obligation de s'adresser à un administré (particulier) dans la langue que l'intéressé utilise dans ses rapports avec elle.

Votre point de vue selon lequel le régime prévu à l'article 19 serait une exception au régime de l'article 18 résulte, une fois de plus, de la doctrine néerlandophone mais n'est nullement partagé par la doctrine francophone, dont Monsieur Frédéric Gosselin fait utilement référence dans son ouvrage « L'emploi des langues en matière administrative », Bruxelles, Kluwer 2003, p. 78, qui relève qu'un envoi personnalisé constitue nécessairement un rapport avec un particulier et fait référence à ce propos à votre avis numéro 32239 du 10 mai 2001.

Il en résulte que lorsque l'administration communale connaît la langue de l'intéressé, elle a l'obligation de lui adresser les documents dans cette langue (avis numéro 25133 B du 27 janvier 1994 de votre commission).

Le collège des bourgmestre et échevins entend respecter scrupuleusement l'appartenance linguistique de chaque administré, qu'il soit francophone ou néerlandophone, en fonction de la langue de son inscription au registre de la population de notre commune.

Le collège des bourgmestre et échevins est attentif à ce que le contenu des deux versions linguistiques du journal communal soient identiques pour tous les messages à portée générale.

Seules les informations relatives à une activité culturelle ne concernant qu'un seul groupe linguistique tombe sous le régime applicable au groupe linguistique en cause ainsi que le prévoit l'article 22 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative. Il revient au collège d'apprécier dans chaque cas s'il y a lieu de faire application de ce régime particulier prévu à l'article 22.

Le collège constate que votre commission est saisie régulièrement à la suite de plaintes émanant des mêmes personnes, qui, par une forme de harcèlement, cherchent à imposer leur point de vue personnel à l'ensemble de la population de Woluwe-Saint-Lambert. Le collège n'entend plus donner suite à ces plaintes et se réserve le droit d'entamer toute action judiciaire afin de préserver l'honorabilité et la réputation de l'administration communale et de ses mandataires. »

Il signale en outre que chaque version du journal communal reprend un résumé des activités de l'autre communauté. Il confirme que le nouvel avis de la Commission ne répond nullement à l'argumentation de la commune, fondée juridiquement, notamment sur la jurisprudence de la Cour de cassation et que le Collège réservera donc toujours les mêmes réponses tant à la CPCL qu'à M. DE SMUL.

#018/20.03.2017/A/0025#

17. Quel est le nombre de donneurs d'organes inscrits dans notre commune ? (Mme BETTE)
Hoeveel orgaandonoren zijn er in onze gemeente ingeschreven? (mw. BETTE)

Mme BETTE attire l'attention sur l'importance du don d'organes, acte d'altruisme qui permet de sauver des vies. Elle constate que la demande est bien plus importante que l'offre. Elle rappelle que toute personne ne s'y étant pas opposée de son vivant est présumée d'accord. Elle signale qu'il est possible de mettre un petit mot dans son portefeuille mais que cela n'a pas de valeur légale et qu'un proche peut quand même s'opposer au don, ce qui n'est pas le cas si une déclaration expresse a été faite à la commune. Elle fait remarquer que cela permet en outre d'épargner à ses proches le dilemme d'une décision difficile à prendre. Elle signale que l'on peut aussi exprimer son désaccord à la commune. Elle précise qu'il y a une forte hausse du nombre de dons d'organe (cinq fois plus en 12 ans) et que la plus forte demande concerne le rein. Elle annonce qu'une nouvelle campagne de sensibilisation aura lieu du 3 au 20 mai 2017 en Wallonie et à Bruxelles. Elle se réjouit par ailleurs de l'action menée par le fédéral, sous forme ludique, auprès des enfants car ceux-ci sont de véritables ambassadeurs auprès des parents. Elle espère que la campagne à venir sera relayée dans le prochain Wolu info. Elle demande à combien s'élève le nombre de personnes inscrites dans la commune en vue d'un don d'organes.

Mme DESTRÉE-LAURENT répond qu'une fois par an, un article est publié dans le Wolu info pour sensibiliser au don d'organes. Elle ajoute que la commune participe à la Journée du don d'organes organisée par l'UCL. Elle s'est par ailleurs intéressée au Federal Truck qui s'adresse aux élèves du primaire et du secondaire mais elle attend une réponse. Elle précise qu'à ce jour, 1.526 habitants de la commune (sur une population totale de 55.196 habitants) ont une mention au Registre National

concernant soit leur consentement express, soit leur refus par rapport au don d'organes, qu'en 2015, 93 habitants sont venus faire une déclaration aux guichets du service Population et qu'en 2016, ce fut le cas pour 89 habitants.

Mme BETTE demande quelle est la proportion de refus et d'acceptations.

Mme DESTRÉE-LAURENT ne peut pas répondre à cette question car cela représenterait un travail de bénédictin d'aller consulter chaque mention et d'en effectuer le comptage.

#018/20.03.2017/A/0026#

Mw. BETTE wijst op het belang van orgaandonatie, een altruïstische daad die levens kan redden. Ze stelt vast dat de vraag groter is dan het aanbod. Ze herinnert eraan dat wie er zich tijdens zijn leven niet tegen verzet is, geacht is het ermee eens te zijn. Ze wijst erop dat men een briefje in zijn portefeuille kan steken, maar dat dit geen enkele legale waarde heeft en dat een nabestaande toch bezwaar kan hebben tegen de orgaandonatie, wat niet het geval is wanneer men bij de gemeente een uitdrukkelijke verklaring heeft afgelegd. Dit zou de nabestaanden ontslaan van een moeilijke beslissing. Ze wijst erop dat men zich bij de gemeente ook tegen donatie kan uitspreken. Ze merkt op dat het aantal donoren sterk stijgt (maal 5 in 12 jaar) en dat de grootste vraag die naar nieren is. In Wallonië en Brussel zal er van 3 t/m 20 mei 2017 een nieuwe sensibiliseringscampagne lopen. Ze is ook blij met de ludieke federale campagne die voor kinderen bestemd is aangezien kinderen de beste ambassadeurs zijn bij hun ouders. Ze hoopt dat deze campagne ook in de Wolu info vermeld zal worden. Ze vraagt hoeveel mensen in de gemeente ingeschreven zijn met het oog op een orgaandonatie.

Mw. DESTREE-LAURENT antwoordt dat er eenmaal per jaar een artikel in de Wolu info gepubliceerd wordt om de lezers rond orgaandonatie te sensibiliseren. Ze voegt eraan toe dat de gemeente meedoet aan de Dag van de Orgaandonatie die door de UCL georganiseerd wordt. Ze is ook geïnteresseerd in de Federal Truck die zich tot de leerlingen van het lager en het middelbaar onderwijs richt, maar ze wacht nog op een antwoord. Ze preciseert dat er tot op heden 1.526 inwoners van de gemeente (op een totale bevolking van 55.196 inwoners) bij het rijksregister een verklaring hebben neergelegd ofwel voor, ofwel tegen orgaandonatie. In 2015 hebben 93 inwoners een verklaring neergelegd bij de loketten van de dienst Bevolking en in 2016 nog eens 89 inwoners.

Mw. BETTE vraagt wat de verhouding is tussen voor- en tegenstanders.

Mw. DESTREE-LAURENT kan hierop geen antwoord geven aangezien het een monnikenwerk zou zijn om alle verklaringen uit te pluizen en de telling ervan te organiseren.

#018/20.03.2017/A/0026#

Mme DEVALKENEER quitte la séance.

Mw. DEVALKENEER verlaat de vergaderzaal.

18. Travaux d'élagage des arbres de l'avenue Marie-José durant le mois de janvier. (M. DELOOZ)
Snoeiwerken aan de bomen van de Marie-Josélaan tijdens de maand januari. (dhr. DELOOZ)

M. DELOOZ précise que le sujet remonte à quelque temps, son interpellation étant initialement prévue pour le mois de février. Il a pu constater, comme de nombreux habitants, les travaux d'élagage des arbres de l'avenue Marie-José réalisés durant le mois de janvier. S'il ne conteste pas la nécessité de procéder périodiquement à des travaux de ce type sur les arbres bordant les diverses voiries de la commune, il s'interroge cependant sur l'ampleur des élagages pratiqués. Il constate en effet, concernant l'avenue précitée, qu'à l'issue de ces travaux, il ne reste pour ainsi dire plus que des troncs. Il demande s'il est obligatoire de recourir à de telles tailles pour maintenir la bonne santé des

arbres en question et s'il n'aurait pas été possible de recourir à un élagage moins sévère permettant de maintenir le caractère esthétique d'une des plus belles avenues de la commune.

En l'absence de M. MATGEN, M. MAINGAIN répond sur la base d'une note explicative émanant du service des jardins publics. Il précise qu'il y a environ 6.000 arbres en voirie à Woluwe-Saint-Lambert et qu'on en plante régulièrement, notamment quand on refait de alignements. Il explique que chacun de ces arbres est identifié par une plaquette métallique avec un numéro, ce qui permet, à l'aide d'un logiciel informatique, d'assurer un suivi phytosanitaire et de planifier les travaux de taille dont la fréquence dépend de plusieurs critères :

- 1) La largeur de la rue et le dégagement des couronnes d'arbres par rapport aux maisons et à la circulation automobile : pour les rues étroites, on parle d'arbres de troisième grandeur, donc de petit gabarit, dont la taille annuelle est indispensable pour libérer le passage sur les trottoirs et radicale car la repousse est toujours vigoureuse ; les arbres de deuxième grandeur et de première grandeur, pouvant prendre plus d'ampleur et être élagués moins souvent, sont réservés aux voiries dont les trottoirs font plus d'1 mètre 50 ou dont les maisons disposent d'un jardinet en zone de recul. Il faut noter néanmoins que l'essence d'arbre n'a pas toujours été choisie en fonction de la largeur de la voirie.
- 2) L'espèce de l'arbre : certains arbres ont une croissance moindre que d'autres et nécessitent donc moins d'élagage.
- 3) La présence de maladie ou de parasite qui entraîne la nécessité d'une taille sanitaire et parfois même d'un abattage : par exemple, les marronniers de l'avenue Dumont.
- 4) La taille de formation éventuellement apportée au sujet au cours de décennies de manière à apporter une esthétique spécifique : par exemple, les platanes taillés en rideau place du Tomberg, les métaséquoias de l'avenue des Vaillants taillés en colonne, les érables de l'avenue Marie-José taillés en tête de chat (NB : dans une partie de l'avenue, ce ne sont pas des érables mais des cerisiers du Japon). Cette taille en tête de chat doit être refaite d'année en année sous peine de nuire à la qualité de l'arbre.

Il précise que la plupart des arbres d'alignement sont élagués par les jardiniers et élagueurs communaux mais que la taille des grands arbres nécessite quant à elle un outillage spécifique et est dès lors confiée à des entrepreneurs privés spécialisés. Il ajoute que le service Nature étudie à chaque réfection de voirie la replantation d'arbres mieux adaptés aux contraintes urbaines, dont le gabarit et la forme ne nécessitent pas ou peu d'élagage et qui sont plus résistants aux maladies, notamment des variétés nouvelles créées par des pépiniéristes qui offrent aujourd'hui un choix plus important que par le passé. Il fait remarquer que la plantation de cerisiers du Japon ou de robiniers boules n'est heureusement plus la panacée.

#018/20.03.2017/A/0027#

Dhr. DELOOZ wijst erop dat het onderwerp al wat ouder is aangezien zijn interpellatie eigenlijk voor februari voorzien was. Hij heeft, net zoals heel wat inwoners, kunnen vaststellen dat de bomen in de Marie-Josélaan tijdens de maand januari gesnoeid werden. Hij ontkent niet dat dergelijke werken geregeld uitgevoerd moeten worden op de bomen die langs de straten van de gemeente staan, maar hij heeft toch vragen over de omvang van de snoeiwerken. Hij merkt inderdaad op dat wat de voormelde laan betreft, er na deze werken praktisch enkel nog stammen overblijven. Hij vraagt of het echt nodig is om zo grondig te snoeien om deze bomen gezond te houden en of men niet wat minder grondig had kunnen snoeien om het esthetische karakter van een van de mooiste lanen van de gemeente te vrijwaren.

In afwezigheid van dhr. MATGEN antwoordt dhr. MAINGAIN op basis van een nota met uitleg van de dienst Openbaar Groen. Hij wijst erop dat er ongeveer 6000 laanbomen in Sint-Lambrechts-Woluwe zijn en dat men er geregeld nieuwe plant wanneer men de rooilijnen opnieuw aanlegt. Ieder van deze bomen wordt geïdentificeerd aan de hand van een metalen plaatje met een nummer. Hiermee kan men, via een softwareprogramma, de gezondheid van de boom opvolgen en de snoeiwerken inplannen. Deze hangen af van verschillende criteria:

- 1) De breedte van de straat en de ontplooiing van de kroon in verhouding tot de huizen en het autoverkeer: voor smalle straten praat men over bomen van derde graad, dus met een klein volume, die men jaarlijks absoluut radicaal moet snoeien om de doorgang op de voetpaden te

vrijwaren omdat ze altijd snel bijgroeien; de bomen van tweede en eerste graad mogen groter worden en moeten minder vaak gesnoeid worden, deze zijn voorbehouden aan straten waar de voetpaden breder zijn dan 1 meter 50 of waar de huizen over een voortuin in de achteruitbouwzone beschikken. Toch moet er opgemerkt worden dat het soort boom niet altijd gekozen werd in functie van de breedte van de weg.

- 2) Het soort boom: sommige bomen groeien minder hard dan andere en moeten dus minder vaak gesnoeid worden.
- 3) De aanwezigheid van een ziekte of een parasiet die een medische snoeibeurt en soms zelfs een volledige kapbeurt vereist: bijvoorbeeld de kastanjabomen in de Dumontlaan.
- 4) Vormsnoeiwerk dat soms over tientallen jaren uitgevoerd werd om tot een bepaald esthetisch resultaat te komen: bijvoorbeeld de platanen die op het Tombergplein in leivorm gesnoeid zijn, de watercypressen van de Dapperenlaan die in kolom gesnoeid zijn, de esdoorns van de Marie-Josélaan die in "kattenkop" ("tête de chat") gesnoeid zijn (N.B.: in een deel van de laan zijn het geen esdoorns maar Japanse Kerselaars). Het "kattenkop"-snoeiwerk moet ieder jaar opnieuw uitgevoerd worden, anders lijdt de kwaliteit van de boom eronder.

Hij wijst erop dat de meeste rooibomen door de gemeentelijke tuinmannen en snoeiers gesnoeid worden, maar dat men voor de grote bomen specifiek materiaal nodig heeft en dat dit werk dan ook wordt uitbesteed aan gespecialiseerde privébedrijven. Hij voegt eraan toe dat de dienst Natuur bij iedere heraanleg van een straat bestudeert welke soort bomen er het beste aan de stedelijke omgeving zijn aangepast en waarvan het volume of de vorm geen of weinig snoeiwerk vereisen, welke het beste bestand zijn tegen ziektes, meer bepaald nieuwe soorten die door de boomkwekerijen gekweekt worden en waarvan er heden ten dage een groter aanbod bestaat dan vroeger. Hij merkt op dat de aanplanting van Japanse Kerselaars of bolrobinia's gelukkig niet meer het enige wondermiddel is.

#018/20.03.2017/A/0027#

19. Festivités communales – Point de la situation. (M. SCHUERMANS)
Gemeentelijke festiviteiten – Stand van zaken. (dhr. SCHUERMANS)

Ce point est retiré en vertu de l'article 7 § 1 alinéa 1 du règlement d'ordre intérieur (absence du conseiller).

Dit punt wordt ingetrokken krachtens artikel 7 § 1 lid 1 van het huishoudelijk reglement (afwezigheid van het raadslid).

#018/20.03.2017/A/0028#

20. Stationnement et sens de la circulation rue Solleveld. (M. SCHUERMANS)
Parkeren en rijrichting in de Solleveldstraat. (dhr. SCHUERMANS)

Ce point est retiré en vertu de l'article 7 § 1 alinéa 1 du règlement d'ordre intérieur (absence du conseiller).

Dit punt wordt ingetrokken krachtens artikel 7 § 1 lid 1 van het huishoudelijk reglement (afwezigheid van het raadslid).

#018/20.03.2017/A/0029#

21. Etat du parking Poséidon et derrière les bulles à verre avenue des Vaillants. (M. SCHUERMANS)
Staat van de parkeerplaats aan de Poseidon en achter de glasbollen in de Dapperenlaan.
(dhr. SCHUERMANS)

Ce point est retiré en vertu de l'article 7 § 1 alinéa 1 du règlement d'ordre intérieur (absence du conseiller).

Dit punt wordt ingetrokken krachtens artikel 7 § 1 lid 1 van het huishoudelijk reglement (afwezigheid van het raadslid).

#018/20.03.2017/A/0030#

M. MATGEN entre en séance tandis que Mme DEVALKENEER y rentre.
Dhr. MATGEN komt de vergaderzaal binnen terwijl mw. DEVALKENEER terug binnenkomt.

22. Réaménagement du boulevard de la Woluwe et la prolongation de la ligne de tram 94 – Etat de la question. (Mme CARON)
Heraanleg van de Woluwelaan en verlenging van de tramlijn 94 – Stand van zaken. (mw. CARON)

Mme CARON fait remarquer qu'il est difficile actuellement de circuler sur le boulevard de la Woluwe, même à vélo et interpelle le Collège en ces termes concernant les travaux de réaménagement : « Fin janvier 2017, une réunion d'information sur le réaménagement du boulevard de la Woluwe et la prolongation de la ligne de tram 94 a eu lieu afin, notamment, de « faire toute la transparence et informer des détails sur le permis modificatif et le planning adapté des travaux », suite à l'annulation par le Conseil d'Etat d'une partie du permis d'urbanisme concernant le prolongement de la ligne de tram 94. L'annulation partielle entraîne l'arrêt des travaux dans la zone entre la rue Voot et Roodebeek jusqu'à l'obtention d'un nouveau permis. Il semblerait que les travaux entre l'avenue de Tervuren et la rue Voot ainsi que le chantier du bassin d'orage se poursuivraient et ne seraient pas concernés par la décision du Conseil d'Etat. Afin de répondre aux remarques du Conseil d'Etat sur la sécurité des abords de l'arrêt Debecker, Bruxelles Mobilité demande un permis d'urbanisme modificatif. Une enquête publique a été organisée sur cette question du 18 janvier au 16 février 2017. Quels sont les enseignements retirés de cette enquête publique ? Quel est l'impact de cette annulation partielle du permis d'urbanisme sur l'avancement des travaux ? Les travaux sembleraient être à l'arrêt sur le tronçon du boulevard de la Woluwe comprenant la rue Voot et l'avenue Vandervelde. Qu'en est-il actuellement ? Qu'en est-il de la nouvelle commission de concertation qui s'est tenue le 3 mars 2017 ? L'obtention du nouveau permis d'urbanisme ne saurait trop tarder... et donc cela signifierait une nouvelle campagne d'affichage et la reprise des travaux 30 jours après l'obtention du nouveau permis d'urbanisme relatif à ce tronçon. Qu'en est-il de l'impact sur le phasage des travaux ? L'échéance de 2018 sera-t-elle respectée ? Des réunions régulières seront-elles organisées tout au long du chantier afin de tenir informés les riverains, les commerçants et les établissements scolaires des étapes successives du chantier ? Des contacts et réunions régulières avec les grands magasins concernant les livraisons et accès seront-ils également organisés ? Qu'en est-il de l'information sur cet important chantier ? Le public est-il suffisamment informé ? »

M. JAQUEMYNS répond qu'il y a effectivement eu une sanction d'annulation de la moitié du permis d'urbanisme, ce qui a pour conséquence que tous les travaux au-delà de la rue Voot sont mis à l'arrêt. Il précise que les travaux qui sont encore en cours sur ce tronçon sont des travaux non soumis à permis, réalisés par des opérateurs de service public. Il explique que l'idée de la Région est d'avancer le plus possible dans le premier tronçon pour pouvoir ensuite concentrer un maximum de forces vives sur le deuxième tronçon quand le permis sera délivré. Il ne sait pas dire quand les travaux reprendront ni quand ils seront terminés car il ne sait pas quand le permis sera délivré. Il fait remarquer que les mesures de publicité du CoBAT devront être respectées. Il signale que le compte-rendu de la commission de concertation du 3 mars, présidée par la Région, est disponible sur le site internet communal. Quant à savoir si l'échéance de 2018 pourra être respectée, il confirme que la Région n'est pas en état actuellement de répondre à cette question car tout dépendra du délai d'obtention du permis d'urbanisme. En ce qui concerne l'information aux riverains, il rappelle qu'au début du chantier, le ministre SMET s'était engagé à réunir les habitants 2 fois par an. Il ajoute que le Wolu info sera abreuvé des différents éléments d'information lorsque les plannings seront connus et que le site internet communal renvoie au site de Bruxelles Mobilité <http://www.tram94.brussels/> qui donne régulièrement des informations concernant le phasage des travaux. Il signale par ailleurs qu'un comité d'accompagnement (réunissant les communes de Woluwe-Saint-Lambert et de Woluwe-Saint-Pierre, le directeur de ROB, le Shopping, un comité de riverains...) a pour objectif de traiter d'une série d'éléments liés à l'accessibilité et avait une réunion prévue dans le courant du mois de mars qui a été postposée suite à l'annulation du permis d'urbanisme. Il ajoute encore qu'une réunion de chantier a lieu chaque semaine avec un représentant de la commune et un représentant de la zone de police.

Mme CARON pose encore 3 questions :

- 1) Qu'en est-il de l'accès à l'avenue J.F. Debecker ?
- 2) Les commerçants de la place Saint-Lambert se plaignent de perdre \pm 1/3 de leur chiffre d'affaire.
- 3) Qu'en est-il de la sécurité des cyclistes et des piétons ?

A la troisième question, M. JAQUEMYNS répond qu'une réunion de chantier se tient toutes les semaines et traite de ces aspects-là. Il fait remarquer que, pour les cyclistes, il y a la promenade verte du côté de la rivière. Il s'engage à attirer à nouveau l'attention de la Région sur cet aspect des choses. A la première question concernant l'avenue J.F. Debecker, il répond que la commune a pour exigence de garder le double accès à cette voirie. Quant au deuxième point, il fait remarquer que l'attention est toujours attirée sur l'accessibilité des commerces et que des panneaux « COMMERCES ACCESSIBLES » ont été ajoutés tant au niveau de l'église que du boulevard de la Woluwe (celui qui est peu visible car il se trouve à proximité d'un baraquement de chantier est surnuméraire par rapport aux deux autres).

M. VAN DER AUWERA a pris connaissance du PV de la commission de concertation et défie quiconque de comprendre ce qui est dit dans ce texte qui représente, selon lui, un travail inabouti. Il constate que des citoyens, n'ayant plus confiance, n'ont plus d'autre solution que d'introduire un recours au Conseil d'Etat. Il déplore un défaut d'information pour le citoyen qui ne sait pas ce qui est décidé et va être réalisé.

M. MAINGAIN fait remarquer que la procédure n'est pas de la compétence de la commune mais de la Région. Il attire l'attention sur le fait que les exigences de la commune reprennent les préoccupations des citoyens, c'est pourquoi la commune a exigé le maintien de l'accès à l'avenue J.F. Debecker depuis le boulevard de la Woluwe car la fermeture de cet accès signifierait la fermeture d'un établissement HORECA et un détour important pour les usagers. Il signale que le recours émane d'une seule personne et porte sur le fait que la Région a mordu de 60 cm sur une zone Natura 2000, préoccupation qui sera rencontrée par un aménagement spécifique pour assurer la protection de la zone Natura 2000. Il explique que la procédure s'est faite en néerlandais et que la chambre néerlandophone du Conseil d'Etat a une jurisprudence différente de la chambre francophone mais que la Région s'est inclinée et a relancé la procédure. Il invite ceux qui seraient encore tentés d'introduire un recours à penser aux conséquences en termes financiers pour la collectivité et en termes d'impact sur la mobilité. Il se demande si un petit empiètement sur une zone Natura 2000 justifie le jusqu'aboutisme juridictionnel. Il annonce qu'en ce qui concerne la sécurisation de la traversée piétonne, la Région propose également une solution technique. Il ajoute que des personnes veulent absolument maintenir un demi-tour pour pouvoir revenir devant le Shopping sans aller jusqu'au carrefour Vandervelde, ce qui implique la condamnation de l'entrée de l'avenue J.F. Debecker car c'est incompatible avec la pose des rails.

M. VAN DER AUWERA précise qu'il ne se fait pas l'écho des revendications de ces personnes mais qu'il regrette le caractère illisible des textes mis à disposition des citoyens.

M. LEMAIRE demande ce que l'on peut faire si l'entêtement demeure dans le chef des plaignants.

M. MAINGAIN répond que, pour parer à tout risque de recours, les différentes instances rendent des avis très techniques, très détaillés et la Région va tenter d'anticiper et motiver son permis pour éviter de laisser la moindre chance à une procédure ultérieure. Il fait remarquer que l'on ne peut pas concilier le point de vue du plaignant concernant l'avenue J.F. Debecker avec l'avis de la commune.

M. LEMAIRE demande si tout cela a une influence sur les travaux de la place Saint-Lambert.

M. MAINGAIN répond que le chantier de la place Saint-Lambert se déroule normalement et que la bonne gestion du chantier a permis de maintenir un accès à la place pour les clients.

M. LEMAIRE a cru comprendre que Wolu-Inter-Quartiers avait plutôt pris position dans le sens du requérant.

M. IDE confirme cela, tout en précisant que le point de vue n'est pas unanime, même au sein de Wolu-Inter-Quartiers.

M. MAINGAIN se dit prêt à relancer le dialogue avec Wolu-Inter-Quartiers.
#018/20.03.2017/A/0031#

Mw. CARON merkt op dat het moeilijk rijden is in het Woluwedal (zelfs met de fiets) en ze interpelleert het College als volgt over de werken:
"Eind januari 2017 werd er een informatievergadering gehouden over de heraanleg van het Woluwedal en de verlenging van tramlijn 94 om "volledige transparantie te schenken en alle details te geven over de wijzigingsvergunning en de aangepaste planning van de werken" als gevolg van de vernietiging door de Raad van State van een deel van de stedenbouwkundige vergunning betreffende de verlenging van tramlijn 94. De gedeeltelijke vernietiging heeft als gevolg dat de werken in de zone tussen de Vootstraat en Roodebeek tot aan de toekenning van een nieuwe vergunning stilliggen. Het schijnt dat de werken tussen de Tervurenlaan en de Vootstraat en de bouwplaats voor het stormbekken wel doorgaan en niet getroffen worden door de beslissing van de Raad van State. Om tegemoet te komen aan de opmerkingen van de Raad van State betreffende de veiligheid rond de halte Debecker heeft Brussel Mobiliteit een stedenbouwkundige wijzigingsvergunning aangevraagd. Er werd hierover van 18 januari t/m 16 februari 2017 een openbare enquête georganiseerd. Welke lessen heeft men uit deze enquête getrokken? Wat is de impact van deze gedeeltelijke vernietiging van de stedenbouwkundige vergunning op het verloop der werken? De werken lijken stil te liggen in het stuk van het Woluwedal met de Vootstraat en de Vanderveldelaan. Wat is de toestand nu? Wat met de nieuwe overlegcommissie die op 3 maart 2017 bijeen is gekomen? De nieuwe stedenbouwkundige vergunning zal vast niet lang op zich laten wachten... Dit betekent dus een nieuwe aanplakking en de hervatting van de werken 30 dagen na het verkrijgen van de nieuwe stedenbouwkundige vergunning voor dit stuk. Wat is de impact ervan op de fases van de werken? Zal de deadline van 2018 gehaald worden? Zullen er tijdens de hele duur van de werken geregeld vergaderingen georganiseerd worden om de omwonenden, handelaars en onderwijsinstellingen op de hoogte te houden van de opeenvolgende stappen van de bouwplaats? Zullen er ook geregeld contactmomenten en vergaderingen met de grote winkels georganiseerd worden betreffende leveringen en toegang? Hoe zit het met de informatie over deze belangrijke werken? Wordt het publiek genoeg geïnformeerd?"

Dhr. JAQUEMYS antwoordt dat er inderdaad een vernietigingssanctie is voor de helft van de stedenbouwkundige vergunning. Dit betekent dat alle werken voorbij de Vootstraat stilgelegd werden. Hij wijst erop dat de werken die nog in dit stuk uitgevoerd worden, werken zijn waarvoor er geen vergunning nodig is, uitgevoerd door exploitanten van openbare diensten. Hij legt uit dat het Gewest zoveel mogelijk wil opschieten in het eerste stuk om vervolgens zoveel mogelijk capaciteit in het tweede stuk te kunnen concentreren wanneer de vergunning wordt toegekend. Hij kan niet zeggen wanneer de werken zullen hervatten, noch wanneer ze zullen eindigen aangezien hij niet weet wanneer de vergunning afgeleverd zal worden. Hij merkt op dat men de maatregelen van openbaarmaking van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening zal moeten naleven. Hij wijst erop dat het verslag van de overlegcommissie van 3 maart die door het Gewest werd voorgezeten, beschikbaar is op de website van de gemeente. Wat het naleven van de deadline van 2018 betreft, bevestigt hij dat het Gewest hier momenteel niet op kan antwoorden aangezien alles afhangt van wanneer men de stedenbouwkundige vergunning krijgt. Wat de informatie aan de omwonenden betreft, herinnert hij eraan dat minister SMET zich aan het begin de werken ertoe verbonden had om de inwoners tweemaal per jaar bijeen te roepen. Hij voegt eraan toe dat de Wolu info de informatie zal overnemen zodra de planning gekend is en dat de website van de gemeente naar de website van Brussel Mobiliteit verwijst (<http://www.tram94.brussels/>) die geregeld informatie verschaft over de fases van de werken. Hij wijst er bovendien op dat een begeleidingscomité (waarin de gemeenten Sint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe, de directeur van ROB, de Shopping, een comité van omwonenden... zetelen) een reeks onderwerpen wil behandelen in verband met toegankelijkheid en dat er in de loop van de maand maart vergadering voorzien was, maar dat die werd uitgesteld na vernietiging van de stedenbouwkundige vergunning. Bovendien is er ook iedere week een werfvergadering met een vertegenwoordiger van de gemeente en een van de politiezone.

Mw. CARON stelt nog 3 vragen:

- 1) Hoe zit het met de toegang tot de J.F. Debeckerlaan?
- 2) De handelaars van het Sint-Lambertusplein klagen dat ze \pm 1/3 van hun omzet verliezen.
- 3) Hoe zit het met de veiligheid van de fietsers en voetgangers?

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt op de derde vraag dat er iedere week een werfvergadering is waarop al deze aspecten besproken worden. Hij merkt op dat er voor de fietsers aan de kant van de rivier de Groene Wandeling is. Hij verbindt zich ertoe het Gewest nog eens op het belang van deze zaken te wijzen. Op de eerste vraag betreffende de J.F. Deckerlaan, antwoordt hij dat de gemeente eist dat de dubbele toegang tot deze weg behouden blijft. Wat het tweede punt betreft, merkt hij op dat men steeds wijst op de toegankelijkheid van de handelszaken en dat er borden met "HANDELSZAKEN BEREIKBAAR" zowel op het niveau van de kerk als van het Woluwedal werden geplaatst (het bord dat naast een werfbarak staat en dus minder goed zichtbaar is, is in overtal t.o.v. de andere twee).

Dhr. VAN DER AUWERA heeft kennis genomen van het PV van de overlegcommissie en daagt iedereen uit om te begrijpen wat er in de tekst gezegd wordt die, volgens hem, een onafgewerkt werk vertegenwoordigt. Hij stelt vast dat burgers die er geen vertrouwen meer in hebben, niets anders rest dan bij de Raad van State in beroep te gaan. Hij betreurt het gebrek aan informatie voor de burger die niet weet wat er beslist is en wat er gerealiseerd zal worden.

Dhr. MAINGAIN merkt op dat de procedure niet onder de bevoegdheid van de gemeente valt, maar onder die van het Gewest. Hij wijst erop dat de eisen van de gemeente net de bezorgdheden van de inwoners vertegenwoordigen, vandaar dat de gemeente geëist heeft dat de J.F. Debeckerlaan toegankelijk blijft via het Woluwedal aangezien de sluiting van deze toegang de sluiting van een HORECA-zaak zou betekenen en een gevoelige omleiding voor de gebruikers van de straat. Hij wijst erop dat het beroep door slechts een enkele persoon ingesteld werd en gaat over het feit dat het Gewest 60 cm heeft afgeknabbeld van een Natura 2000-zone. Hiervoor zal men een specifieke inrichting uitwerken om de Natura 2000-zone te beschermen. Hij legt uit dat de procedure in het Nederlands gebeurd is en dat de Nederlandstalige kamer van de Raad van State een andere jurisprudentie heeft dan de Franstalige kamer, maar dat het Gewest heeft toegegeven en de procedure opnieuw heeft opgestart. Hij nodigt degenen die nog geneigd zouden zijn om in beroep te gaan uit om aan de financiële gevolgen voor de gemeenschap en aan de impact op de mobiliteit te denken. Hij vraagt zich af of een kleine inbreuk op een Natura 2000-zone een dergelijk juridisch fanatisme rechtvaardigt. Hij meldt dat wat de beveiliging van het zebepad betreft, het Gewest ook een technische oplossing voorstelt. Hij voegt eraan toe dat sommige mensen absoluut rechtsomkeert willen kunnen maken om terug voor de Shopping te komen zonder tot aan het kruispunt Vandervelde te moeten rijden, iets wat de toegang tot J.F. Debeckerlaan veroordeelt omdat dit niet compatibel is met de aanleg van tramrails.

Dhr. VAN DER AUWERA preciseert dat hij de verzuchtingen van deze mensen niet wil promoten, maar dat hij het onleesbare karakter van de teksten voor de burger betreurt.

Dhr. LEMAIRE vraagt wat men kan doen als de eisers voet bij stuk blijven houden.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat om het risico op een beroep te vermijden, de verschillende instanties zeer technische en erg gedetailleerde adviezen verstrekken en dat het Gewest probeert te anticiperen en zijn vergunning zorgvuldig motiveert om zo weinig mogelijk kansen op een verdere procedure te creëren. Hij merkt op dat men het standpunt van de eiser betreffende de J.F. Debeckerlaan niet met dat van de gemeente kan verzoenen.

Dhr. LEMAIRE vraagt of dit alles een invloed zal hebben op de werken aan het Sint-Lambertusplein.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat de werken aan het Sint-Lambertusplein normaal verlopen en dat men dankzij een goed beheer van de werken de toegang tot het plein voor de klanten heeft kunnen behouden.

Dhr. LEMAIRE dacht begrepen te hebben dat Wolu-Interwijken eerder het standpunt van de eiser volgde.

Dhr. IDE bevestigt dit, maar licht toe dat dit standpunt niet unaniem gevolgd wordt, zelfs niet binnen Wolu-Interwijken.

Dhr. MAINGAIN is bereid om opnieuw in dialoog te gaan met Wolu-Interwijken.

#018/20.03.2017/A/0031#

M. de MAERE d'AERTRYCKE quitte la séance.

Dhr. de MAERE d'AERTRYCKE verlaat de vergaderzaal.

23. Avenue Georges Henri – Organisation de fêtes et d'activités. (Mme CARON)
Georges Henrilaan – Organisatie van festiviteiten en activiteiten. (mw. CARON)

Mme CARON rappelle qu'il y avait habituellement avenue Georges Henri trois grands rendez-vous pour les commerçants et les habitants :

- La Cavalcade du Chien Noir, en mars. Celle-ci a été supprimée. Elle faisait partie du folklore de la commune depuis 1989. En effet, la première cavalcade a été organisée cette année-là, année de naissance de Georges et Henri, les deux célèbres géants de Woluwe-Saint-Lambert, bientôt rejoints par Marie. Dès cette édition initiale, le Chien Noir s'est imposé, en référence à une très ancienne légende, comme la figure emblématique de ce cortège carnavalesque haut en couleur.
- La braderie dans l'avenue Georges Henri, en septembre. Elle existe toujours.
- La fête de l'avenue Georges Henri, qui avait lieu en juin et qui serait proposée d'être organisée le 20 mai prochain, sans savoir si cela convient vraiment aux commerçants...

Elle ajoute qu'une réunion a eu lieu, fin février 2017, entre le comité des commerçants de l'avenue Georges Henri et les responsables de la commune concernant, entre autres, les fêtes de l'avenue Georges Henri et que les commerçants y étaient venus avec des idées pour relancer cette avenue au niveau des fêtes et activités, idées qui auraient, semble-t-il, toutes été rejetées. Elle a entendu par ailleurs que certaines propositions auraient été programmées, puis supprimées et qu'alors que plusieurs fêtes (entre autres, celle du mois de juin) se faisaient à l'initiative des commerçants, maintenant tout serait recentré au niveau de la commune. Elle demande ce qu'il en est exactement, suite à cette réunion de février 2017. Elle fait remarquer que les commerçants et les habitants souhaiteraient être mieux tenus au courant des activités et fêtes organisées au sein de cette artère commerçante et que leurs idées soient mieux prises en compte pour l'organisation de celles-ci. Elle transmet notamment le mécontentement des commerçants par rapport au fait qu'ils ne savent pas encore si l'avenue sera fermée le samedi de week-end du 20 mai et leur crainte de ne pas avoir les mêmes retombées économiques.

M. MAINGAIN répond qu'il y a eu une réunion avec une vingtaine de commerçants présents et que les avis étaient partagés. Il attire l'attention sur le fait que la première préoccupation, en termes d'événements, est la sécurité et que nous sommes en niveau 3 d'alerte terroriste. Il évoque un cas où, l'UCL ayant contacté la commune tardivement pour un événement, il a exigé le déplacement de la manifestation car il est responsable pénalement en matière de sécurité. Il rappelle qu'il y avait traditionnellement trois événements avenue Georges Henri, à savoir la Cavalcade, la braderie et la brocante, et que la fête de l'avenue Georges Henri est venue en 2016 en remplacement de la Cavalcade. Il explique que l'association des commerçants de l'avenue Georges Henri n'a plus la capacité d'organiser cet événement car elle ne représente plus que 20 à 30 commerces sur les 180 de l'avenue. Il signale que le plus grand danger est celui de l'intrusion d'un camion ou d'une voiture bélier dans une manifestation. Il ajoute que la Cavalcade ne peut être envisagée tant que nous sommes en niveau 3 d'alerte terroriste. Sur toute la longueur de l'itinéraire du cortège, il y aurait près de 20 points de contrôle à mettre en place avec 2 surveillants de sociétés de gardiennage privées agréées qui assureraient la fouille à chaque entrée, doublés de 3 policiers au minimum, dont un avec de l'armement lourd (mitrailleuse), ce qui représenterait un total de 40 gardiens à payer + 60 policiers.

C'est un dispositif trop lourd financièrement. Il insiste sur le fait que l'association des commerçants ne peut évidemment pas assumer cela. Il annonce que la commune prévoira des gardiens de la paix mais qu'ils ne peuvent pas fouiller et qu'il y aura un dispositif de police en profondeur autour du périmètre de l'activité. Il fait remarquer que la question de savoir qui assume la charge des heures supplémentaires de la police est toujours en discussion au Collège de police et que chaque commune a dû rentrer la liste des événements prévisibles pour prévoir les effectifs nécessaires. Il ajoute que la police impose la mise en place d'obstacles physiques et que tout cela a un coût. Il en conclut que l'association des commerçants ne peut plus financer la Cavalcade et que la commune va donc prendre le relais pour organiser un autre événement étant donné que la Cavalcade ne mettait pas vraiment les commerçants en valeur car elle avait lieu le dimanche quand beaucoup de commerces sont fermés et on y faisait venir des ambulants qui leur faisaient concurrence (ce qui est une des causes de la désaffection d'une partie des commerçants de l'association des commerçants). Il précise que l'on reprend le même dispositif qu'en juin 2016 car cela a été un beau succès populaire. Il signale en outre que le service des classes moyennes a pris contact avec les commerçants et a obtenu 75 % de réponses parmi lesquelles une majorité (59 %) se dégage en faveur de la fermeture de l'avenue Georges Henri le samedi après-midi. Il explique le choix du week-end des 20 et 21 mai par le fait que les habitants ont demandé d'avancer la date car il y avait déjà beaucoup d'activités prévues au mois de juin, en période d'examen. Il affirme qu'il ne dérogera en aucun cas aux exigences de la police qui voulait au départ limiter l'événement au tronçon Meudon-Degrooff mais a finalement accepté de l'étendre à toute l'avenue face à ses arguments invoquant un déséquilibre pour les commerçants.

Mme NAHUM confirme qu'il n'y a plus que 20 membres dans l'association des commerçants contre 120 par le passé. Elle annonce que, le samedi, l'artère sera ouverte jusqu'à 13h, suite à l'enquête qui a été réalisée, et que l'après-midi, à partir de 14h, la rue sera fermée pour permettre la découverte des commerces de proximité et l'organisation d'un parcours de bouche et d'animations musicales. Elle ajoute qu'à partir de 19h, un grand repas citoyen aura lieu sous tente au square de Meudon, avec inscription obligatoire (seul le paiement valant inscription) et qu'ensuite, un cortège partira de la tente jusqu'au parc Georges Henri où sera organisé un spectacle féérique, suivi d'un bal, de 22h à 22h30. Elle prévoit que, le dimanche, il y aura moins de commerces ouverts car ils rechignent à payer du personnel. Elle précise que l'artère sera fermée jusqu'à 19h et que la foire horticole qui avait lieu place Saint-Lambert aura lieu au square de Meudon et peut-être au début de l'avenue Georges Henri s'il n'y a pas assez de place sur le square. Elle signale qu'il y aura également des artisans (qui devront payer un droit d'inscription qui leur sera remboursé par la suite s'ils sont effectivement venus) mais que ceux-ci ne seront pas installés devant les commerces ouverts et que différents petits orchestres assureront l'animation musicale tout au long de la journée.

M. FRANKIGNOUL fait remarquer que le Chien Noir n'est pas une très ancienne légende, l'idée (« zwarte hond ») ayant été trouvée dans un ouvrage datant du début du 20^e siècle lors d'une réunion en 1988.

Mme CARON signale que certains commerçants se plaignent de ne pas avoir reçu de questionnaire. Elle demande s'il est possible d'avoir une copie de cette étude. Elle demande par ailleurs si, en raison du niveau 3 d'alerte terroriste, il faut tout supprimer, notamment le marché de Noël qui a bien eu lieu et où elle n'a pas été fouillée. Elle fait remarquer que Schaerbeek organise encore des activités avec des chars. Elle transmet quelques réflexions formulées par les commerçants :

- par rapport aux activités du samedi au square de Meudon, certains ont l'impression que l'on privilégie une partie de l'avenue Georges Henri ;
- certains commerçants voudraient garder la même date une fois pour toutes chaque année ;
- certains préfèrent que ce soit le samedi car ils sont habituellement ouverts et cela ne génère pas de frais de personnel en plus ;
- ils demandent de préciser la fermeture de l'avenue Georges Henri pour le samedi ;
- ils se demandent quel type d'artisans seront présents ;
- ils ont l'impression que la Cavalcade était organisée auparavant grâce à un budget de la commune qu'ils ne reçoivent plus actuellement.

M. MAINGAIN répond que le service des classes moyennes a remis l'avis chez tous les commerçants en personne. Il fait remarquer qu'un certain nombre d'entre eux ne veulent plus s'adresser à

l'association des commerçants et que celle-ci affirme ne plus être en mesure de compléter le budget offert par la commune, c'est pourquoi la commune reprend la main. Il rappelle que la Cavalcade n'était organisée que le dimanche et ne concernait donc pas tous les commerçants alors que l'objectif est de mettre à l'honneur l'ensemble des commerçants. Il précise que, le samedi, il n'y aura pas d'ambulants dans l'avenue Georges Henri. En ce qui concerne la sécurité, il explique que l'évaluation est faite pour chaque événement avec la police en fonction de la menace et que la police interroge régulièrement les services de l'OCAM. Il signale qu'il y a la hantise en cette période de fin mars de connaître un attentat. Il n'exclut pas que l'on réorganise la Cavalcade un jour mais il refuse d'organiser cela fin mars, un an après les attentats qui ont eu lieu à Bruxelles, cette période demeurant critique pour plusieurs années. Il envisagera de réorganiser la Cavalcade le jour où on reviendra au niveau 1 d'alerte terroriste. Il attire l'attention sur le fait que l'on n'a pas les mêmes effectifs dans la zone de police Montgomery que dans celle de Bruxelles-Nord.

#018/20.03.2017/A/0032#

Mw. CARON herinnert eraan dat er gewoonlijk drie grote gelegenheden waren voor de klanten en handelaars in de Georges Henrilaan:

- De Stoet van de Lodder in maart. Die werd afgeschaft. Nochtans maakte de stoet sinds 1989 deel uit van de folklore van de gemeente. De eerste stoet werd inderdaad in dat jaar georganiseerd, het jaar waarin Georges en Henri boven het doopvont gehouden werden. Georges en Henri, de bekende reuzen van Sint-Lambrechts-Woluwe die binnenkort vergezeld zullen worden door Marie. Vanaf deze eerste uitgave heeft de Lodder, in een verwijzing naar een zeer oude legende, zich opgeworpen als het boegbeeld van een erg kleurrijke carnavalsstoet.
- De braderie van de Georges Henrilaan in september. Deze bestaat nog steeds.
- Het feest van de Georges Henrilaan dat in juni plaatsvond en dat men nu op 20 mei wil houden, zonder te polsen of het de handelaars echt uitkomt...

Ze voegt eraan toe dat er eind februari 2017 een vergadering plaatsvond tussen het comité van de handelaren van de Georges Henrilaan en de verantwoordelijken van de gemeente voor, onder andere, de feesten van de Georges Henrilaan. De handelaars waren naar deze vergadering getrokken met nieuwe ideeën om de feesten en activiteiten in de laan weer naar een hoger niveau te tillen. Blijkbaar werden al deze ideeën verworpen. Ze heeft bovendien gehoord dat bepaalde voorstellen geprogrammeerd werden en daarna weer afgeschaft. En daar waar verschillende feesten (o.a. dat van de maand juni) uitgingen van de handelaars, wordt nu alles weer door de gemeente beheerd. Ze vraagt, naar aanleiding van die vergadering van februari 2017, hoe het nu eigenlijk juist zit. Ze merkt op dat de handelaars en inwoners graag beter op de hoogte gehouden willen worden van de activiteiten en feesten die in deze commerciële as worden georganiseerd en dat men meer rekening zou houden met hun ideeën wanneer er iets georganiseerd wordt. De handelaars zijn met name boos omdat ze nog altijd niet weten of de laan op zaterdag 20 mei zal worden afgesloten en ze zijn bang winstderving die dag.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat er tijdens de vergadering ongeveer twintig handelaars aanwezig waren en dat de meningen verdeeld waren. Hij wijst erop dat de eerste bekommernis bij de organisatie van evenementen de veiligheid is. We bevinden ons immers nog altijd op dreigingsniveau 3. Hij haalt een voorbeeld aan waarbij de UCL de gemeente laat op de hoogte had gebracht van een evenement en waarbij hij geëist heeft dat de manifestatie verplaatst werd aangezien hij strafrechtelijk verantwoordelijk is wat veiligheid betreft. Hij herinnert eraan dat er in de Georges Henrilaan traditioneel drie evenementen werden georganiseerd, namelijk de Stoet, de braderie en de rommelmarkt. Het feest van de Georges Henrilaan is er in 2016 bijgekomen om de stoet te vervangen. Hij legt uit dat de handelarenvereniging van de Georges Henrilaan dit evenement niet meer kan organiseren aangezien ze nog slechts 20 à 30 handelszaken van de 180 in de laan vertegenwoordigt. Het grootste gevaar voor een evenement is dat er een vrachtwagen of auto bewust op de mensen zou inrijden. Hij voegt eraan toe dat de Stoet niet overwogen kan worden zolang we nog op dreigingsniveau 3 zitten. Over de hele lengte van de route van de stoet, zou men bijna 20 controleposten moeten neerzetten met 2 mensen van privébeveiligingsdiensten om de mensen te fouilleren, bijgestaan door minstens 3 politieagenten, waarvan 1 met zware wapenrusting (machinepistool). Dit zou dus neerkomen op 40 betaalde bewakers + 60 agenten. Dat is financieel te zwaar. Hij benadrukt dat de handelarenvereniging dit natuurlijk ook niet kan dragen. De gemeente zal

gemeenschapswachten voorzien, maar zij mogen niet fouilleren. Rond de activiteitenperimeter zal er wel een politieaanwezigheid in de diepte worden ontplooid. Binnen de Politiecollege wordt er nog altijd gediscussieerd over wie de kosten voor de overuren van de politie moet dragen en iedere gemeente heeft de lijst met voorziene evenementen moeten indienen om de nodige manschappen te kunnen voorzien. Hij voegt eraan toe dat de politie wil dat er fysieke hindernissen worden geplaatst en dat dit alles geld kost. Hij besluit hieruit dat de handelarenvereniging de Stoet niet meer kan financieren en dat de gemeente dus een ander evenement zal organiseren aangezien de Stoet de handelaars niet genoeg in het voetlicht zette omdat deze op zondag georganiseerd werd wanneer veel zaken gesloten zijn. Bovendien kwamen er ook ambulante handelaars naartoe waarmee ze dan in concurrentie gingen (wat een van de redenen is waarom een deel der handelaars misnoegd is over de handelarenvereniging). Hij wijst erop dat men dezelfde configuratie gebruikt als in 2016 aangezien het toen een groot succes was. Bovendien heeft de dienst Middenstand contact opgenomen met de handelaars en een respons van 75 % gehad, waaronder een meerderheid (59 %) er voorstander van is om de Georges Henrilaan zaterdagmiddag af te sluiten. Hij legt uit dat men voor het weekend van 20 en 21 mei heeft gekozen op vraag van de inwoners omdat er al veel activiteiten voorzien waren voor de maand juni, tijdens de examens. Hij stelt dat hij in geen geval zal afwijken van de vereisten van de politie die het evenement in eerste instantie wilde beperken tot het stuk Meudon-Degrooff, maar dan toch aanvaard heeft om het over de hele laan te laten plaatsvinden aangezien het anders voor een ongelijke behandeling van de handelaars zou zorgen.

Mw. NAHUM bevestigt dat de handelarenvereniging nog slechts 20 leden telt tegenover 120 vroeger. Ze kondigt aan dat, naar aanleiding van de enquête die verricht werd, de as op zaterdag open zal zijn tot 13u en 's middags vanaf 14u gesloten zal zijn zodat de mensen de buurtwinkels, het smulparcours en de verschillende muzikale animaties kunnen ontdekken. Vanaf 19u is er een grote burgermaaltijd in een tent op de Meudonsquare waarvoor men zich vooraf moet inschrijven (de inschrijving geldt pas na betaling). Vervolgens zal er een stoet van de tent vertrekken naar het Georges Henripark waar een feeëriek spektakel georganiseerd wordt, gevolgd door een bal van 22u tot 22u30. Ze voorziet dat er op zondag minder handelszaken open zullen zijn aangezien ze niet extra willen betalen voor hun personeel. De laan zal gesloten blijven tot 19u. De tuinbouwmarkt die plaatsvond op het Sint-Lambertusplein gaat door op de Meudonsquare en misschien het begin van de Georges Henrilaan als er op de square niet genoeg plaats is. Er zullen ook ambachtslui aanwezig zijn (die een inschrijvingsrecht moeten betalen, deze som wordt teruggestort wanneer ze inderdaad opdagen), maar die zullen niet voor open handelszaken geplaatst worden. Bovendien zullen een aantal kleine orkestjes de hele dag voor een muzikale omlijsting zorgen.

Dhr. FRANKIGNOUL merkt op dat de Lodder geen echt oude legende is, aangezien het idee opgedaan werd uit een boek van het begin van de 20e eeuw tijdens een vergadering in 1988.

Mw. CARON wijst erop dat sommige handelaars klagen dat ze geen vragenlijst ontvangen hebben. Ze vraagt of het mogelijk is om een kopie van deze studie te krijgen. Ze vraagt bovendien of men, gezien het dreigingsniveau 3, niet alles moet schrappen, meer bepaald de kerstmarkt die wel degelijk heeft plaatsgevonden en waar ze niet gefouilleerd werd. Ze merkt op dat Schaarbeek wel nog activiteiten met praalwagens organiseert. Ze deelt een paar bedenkingen van de handelaars:

- gezien de activiteiten die op zaterdag op de Meudonsquare georganiseerd worden, hebben sommigen de indruk dat men een bepaald stuk van de Georges Henrilaan bevoordeelt;
- sommige handelaars zouden voor eens en voor altijd dezelfde datum willen vastleggen;
- sommigen hebben liever de zaterdag omdat ze die dag toch al open zijn en dit geen extra personeelskosten met zich meebrengt;
- ze vragen om duidelijk aan te geven wanneer de Georges Henrilaan op zaterdag gesloten wordt;
- ze vragen welk soort ambachtslui aanwezig zal zijn;
- ze hebben de indruk dat de Stoet vroeger georganiseerd werd met een budget van de gemeente dat ze nu niet meer krijgen.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat de dienst Middenstand het bericht bij alle handelaars persoonlijk heeft afgegeven. Hij merkt op dat een aantal onder hen zich niet meer tot de handelarenvereniging wil richten en dat deze toegeeft dat ze niet meer in staat is om bij te dragen tot het budget dat de gemeente ter beschikking stelt. Vandaar dat de gemeente weer alles in de hand neemt. Hij herinnert

eraan dat de Stoet op zondag georganiseerd werd en dus niet alle handelaars betrof, terwijl men nu alle handelaars in het voetlicht wil plaatsen. Op zaterdag zullen er geen ambulante verkopers in de Georges Henrilaan aanwezig zijn. Wat de veiligheid betreft, legt hij uit dat ieder evenement in functie van de dreiging apart geëvalueerd wordt in overleg met de politie en dat de politie geregeld in contact staat met het OCAD. Hij wijst erop dat men in deze periode eind maart schrik heeft voor aanslagen. Hij sluit niet uit dat de Stoet ooit terugkomt, maar hij weigert deze eind maart te organiseren, een jaar na de aanslagen in Brussel. Deze periode zal nog een aantal jaren gevoelig liggen. De dag dat het dreigingsniveau naar 1 daalt, zal hij overwegen om de Stoet van de Lodder opnieuw te organiseren. Hij wijst er ook op dat men in de politiezone Montgomery niet over dezelfde mogelijkheden beschikt als in die van Brussel-Noord.

#018/20.03.2017/A/0032#

Mmes MOLENBERG, DESTRÉE-LAURENT et M. DE SMUL quittent la séance.

Mw. MOLENBERG, mw. DESTRÉE-LAURENT en dhr. DE SMUL verlaten de vergaderzaal.

24. Avenue Georges Henri – Problème de fluidité du trafic en cas de livraison. (Mme CARON)
Georges Henrilaan – Verkeersproblemen bij leveringen. (mw. CARON)

Mme CARON a constaté elle-même, ainsi que d'autres habitants et commerçants de l'avenue Georges Henri, qu'il serait utile de se poser la question de savoir comment fluidifier le trafic de cette avenue en rapport avec les livraisons qui s'y font à tout moment. Elle cite l'exemple des commerces de la rue des Tongres où, pour ne pas bloquer la rue, la livraison DOIT se faire impérativement entre 08h et 10h du matin, l'espace est situé en haut de la rue en pente, les livreurs y descendent leurs charriots remplis et l'espace livraison est suffisamment large pour de grands camions. Elle demande s'il ne serait pas judicieux de prévoir la solution suivante pour l'avenue Georges Henri : prévoir que les livraisons sur TOUTE l'avenue Georges Henri se fassent uniquement le matin de 08h à 10h ou éventuellement 11h (c'est le principe qui devrait primer, les horaires pourraient s'adapter) ; TOUS les parkings pourraient ensuite servir aux clients, car aucune autre livraison ne serait autorisée en dehors des horaires prévus. Elle fait remarquer que la plupart des commerces ouvrent à partir de 10h et que l'on trouve très facilement des places dans les zones bleues le matin au moment où les habitants quittent leur place de parking pour aller, par exemple, au travail. Elle est d'avis que cette solution amènerait la fluidité de l'avenue si elle est respectée et qu'ensuite, pour tout conducteur, la vie en serait facilitée, ce système ne présentant que des avantages : plus aucun camion qui livrerait en double file n'importe comment, le silence des klaxons en moins, le danger des livraisons en bordure de passages piétons en moins, les bus qui pourraient circuler normalement, etc. Elle ajoute que les commerçants ne pourraient pas argumenter que cela leur enlèverait des clients car les ouvertures se font la plupart du temps à partir de 10h, excepté quelques établissements de débit, cafés, magasins de fruits et légumes et d'alimentation. Elle préconise également de prévoir quelques zones pour les livraisons dans les rues transversales car aucun espace de livraison de proximité ne serait prévu si la solution ci-dessus n'était pas retenue (Delitrateur, Espace Santé, resto Thaï, Pizza Hut, etc.). Dès lors, elle pose les questions suivantes :

- Est-ce que la commune peut envisager d'effectuer une telle adaptation des horaires de livraisons dans toute l'avenue Georges Henri, comme cela se fait rue des Tongres ?
- Dans quel délai une telle adaptation des horaires de livraison sur toute l'avenue pourrait-elle se faire ?
- Serait-il possible de prévoir une étude d'incidence relative au gain de fluidité (avant et après adaptation des horaires), ainsi que des retombées commerciales auprès des commerçants (nombre de clients avant et après adaptation des horaires) ?
- La commune dispose-t-elle de statistiques relatives aux contraventions relevées le matin ?
- Si, par exemple, le Delitrateur n'utilise pas ou peu l'espace livraison qui serait trop bas pour Pizza Hut, car il faut remonter la pente avec le charriot sur des trottoirs à dalles inégales, pourquoi ne pas envisager de le replacer devant le Pizza Hut et le boucher ?

M. JAQUEMYNS répond qu'en 2014, une première étude a été confiée à un bureau externe, ce qui a permis au Collège de fixer les zones de livraison telles qu'elles existent actuellement. Ayant reçu des remarques de la part des commerçants, il est allé voir tous les commerçants fin de l'année dernière pour leur remettre un questionnaire mais n'a reçu que 10 à 12 % de réponses. Il l'a donc distribué une seconde fois et n'a reçu que 10-12 réponses supplémentaires, ce qui n'a pas fait basculer les résultats de manière spectaculaire. Il affirme que le Collège est ouvert à une modification des horaires et zones de livraison. Il tire les constatations suivantes de l'enquête :

- 55 % des sondés estiment que les zones sont correctement situées, même si elles ne sont utilisées que par quelques commerces de taille plus importante ;
- 67 % des commerçants ne savent pas déterminer avec leurs fournisseurs un horaire fixe de livraison (rem. : dans la rue des Tongres, c'est de 07h à 18h) ;
- la plupart des livraisons sont effectuées par de petits camions ou camionnettes et ne prennent qu'un temps restreint (15 à 20 minutes).

Il signale que ce sont les camions semi-remorques, qui livrent les plus gros commerces, qui se garent en double file alors que la zone de livraison se trouve juste en face. Il ajoute que l'on a proposé une mutualisation de la zone de livraison dans la rue Abbé de l'Epée et que l'on s'est vu opposer une fin de non-recevoir. Il déplore que, malgré une grande demande de la part des commerçants, le taux de réponse soit extrêmement faible, ce qui rend les conclusions malaisées. Il annonce que, quand le service Mobilité aura remis ses conclusions, on reviendra vers les commerçants avec les adaptations éventuelles à mettre en œuvre.

Mme BETTE rejoint les propos de Mme CARON. Elle signale que, dans l'avenue Albertyn, la zone de livraison est un emplacement payant (100 EUR) sur lequel la police ne peut pas verbaliser et les policiers viennent sonner à 07h du matin chez les riverains pour leur demander de déplacer leur véhicule, les agents du stationnement ne venant qu'à 09h pour constater les infractions.

M. MAINGAIN répond qu'on ne peut pas changer le libellé des panneaux et que le montant de 100 EUR est fixé par ordonnance régionale. Il est cependant d'avis que c'est la seule manière d'avoir un effet dissuasif, bien que certains soient prêts à payer les 100 EUR car c'est leur société qui prend les frais en charge.

Mme CARON suggère d'aller voir ce qui se passe ailleurs (pylônes, clés...). Elle fait remarquer que, dans les avenues Albertyn et Georges Henri, le problème existe depuis plus de 20 ans et ça n'a pas évolué.

M. MAINGAIN lui répond que, dans son interpellation précédente, elle se plaignait du manque de concertation avec les commerçants et que, maintenant, elle demande le contraire. Il fait remarquer que les commerçants disent qu'il leur est impossible de discipliner les fournisseurs. Il préconise une solution au niveau régional : réglementer les heures d'entrée des grands camions dans la Région bruxelloise car ce sont les grands camions qui posent problème et pas la petite camionnette qui vient livrer un carton (et qui ne se garera pas 100 mètres plus loin car ces livreurs ont des timings stricts à respecter). Il ajoute qu'il faudrait scinder les unités logistiques de sorte que les temps de trajet des camions soient plus courts. Il attire l'attention sur le fait que la zone de livraison avenue Albertyn est destinée au camion d'ALDI qui vient à 07h du matin et reste au moins ¾ d'heure mais que cette zone est souvent bloquée par les habitants qui sont alors réveillés par la police. Il signale qu'un agent du stationnement vient à 08h pour faire respecter les zones de livraison. Il affirme que la meilleure façon de faire respecter les zones de livraison est d'appliquer une amende de 100 EUR et de sanctionner les livreurs qui restent en double file alors que la zone de livraison est libre ! Il rappelle que la signalisation est imposée par le code de la route. Il précise que l'on a décidé d'uniformiser les heures de livraison pour faciliter la compréhension.

M. LEMAIRE est d'avis qu'il faudra, un moment donné, prendre des positions autoritaires. Il regrette le manque d'implication des commerçants et estime qu'une volonté commune est nécessaire pour s'en sortir.

#018/20.03.2017/A/0033#

Mw. CARON heeft, net als andere inwoners en handelaren van de Georges Henrilaan, vastgesteld dat men zou moeten nagaan hoe men het verkeer in die as vlotter zou kunnen laten verlopen, vooral i.v.m. de leveringen die er constant gebeuren. Ze geeft het voorbeeld van de handelszaken in de Tongerenstraat, waar men MOET leveren tussen 08u en 10u 's morgens om de straat niet te blokkeren. De ruimte bevindt zich boven een hellende straat, de leveranciers lossen er hun volle karren en de leveringsruimte is er ruim genoeg voor grote vrachtwagens. Ze vraagt of de volgende oplossing niet beter is voor de Georges Henrilaan: dat de leveringen voor de HELE LENGTE van de Georges Henrilaan enkel tussen 08u en 10u (of eventueel 11u) 's morgens zouden gebeuren (het principe is belangrijk, de uren kunnen aangepast worden); daarna zouden ALLE parkeerplaatsen door klanten gebruikt kunnen worden aangezien er dan geen leveringen meer zouden zijn. Ze merkt op dat de meeste handelszaken pas om 10u openen en dat men 's morgens gemakkelijk plaats vindt om te parkeren in de blauwe zones wanneer de inwoners bijvoorbeeld naar hun werk vertrekken. Ze meent dat dit het verkeer in de laan vlotter zal laten verlopen en dat dit het leven van alle chauffeurs zal vergemakkelijken. Het systeem telt enkel voordelen: geen enkele vrachtwagen zal nog dubbel geparkeerd staan om te leveren, er zal minder getoeterd worden, er zal niet meer vlak naast zebrapaden geleverd worden, de bussen zullen normaal kunnen rijden, enz. De handelaars kunnen niet beweren dat hen dit klanten zal kosten aangezien de meeste zaken pas na 10u open gaan, behalve een aantal drankgelegenheden, cafés, groente- en fruitwinkels en voedingszaken. Ze wil ook een aantal leveringszones in de zijstraten voorzien aangezien er geen enkele leveringszone in de nabije omgeving voorzien zou zijn indien de bovenstaande oplossing niet zou worden toegepast (Delitrateur, Espace Santé, Thais restaurant, Pizza Hut, enz.). Vandaar dat ze de volgende vragen stelt:

- Zou de gemeente de leveringsuren zodanig in de hele Georges Henrilaan aanpassen, net zoals al in de Tongerenstraat gebeurt?
- Hoe snel zou zoiets kunnen ingevoerd worden?
- Zou het mogelijk zijn om een effectenrapport te voorzien in verband met de vlotheid van het verkeer (voor en na aanpassing van de uren) en met de invloed op de handel (aantal klanten voor en na aanpassing van de uren)?
- Beschikt de gemeente over statistieken in verband met de boetes die 's morgens worden uitgeschreven?
- Als, bijvoorbeeld, Delitrateur niet of weinig gebruik maakt van de leveringszone die voor Pizza Hut te laag ligt (omdat men met een volle kar de heuvel op moet over voetpaden met oneffen tegels), waarom zou men die dan niet vervangen door een zone voor de Pizza Hut en de slager?

Dhr. JAQUEMYS antwoordt dat men in 2014 een eerste studie aan een extern studiebureau heeft toevertrouwd. Aan de hand hiervan heeft het College de huidige leveringszones vastgesteld. Na een aantal opmerkingen van handelaars heeft hij hen eind vorig jaar opgezocht om hen een vragenlijst te overhandigen. Hierop heeft hij slechts 10 à 12 % antwoorden ontvangen. Hij heeft de lijst dus een tweede keer verdeeld en heeft amper 10 à 12 extra antwoorden gekregen. Dit heeft het resultaat niet op doorslaggevende wijze beïnvloed. Hij bevestigt dat het College best de uren en leveringszones wil wijzigen. Hij stelt uit de bevraging het volgende vast:

- 55 % van de ondervraagden meent dat de zones juist gelegen zijn, ook al worden ze slechts door een aantal grotere handelszaken gebruikt;
- 67 % van de handelaars kan geen vaste leveringsperiode vastleggen met zijn leveranciers (opm.: in de Tongerenstraat is dit van 07u tot 18u);
- het overgrote deel van de leveringen gebeurt met kleine vrachtwagens of bestelwagens en duurt slechts kort (15 à 20 minuten).

Het zijn de vrachtwagens met opleggers die bij de grootste zaken leveren die dubbel parkeren terwijl de leveringszone zich er recht tegenover bevindt. Hij voegt eraan toe dat men een samensmelting van de leveringszone in de Priester de l'Epéestraat heeft voorgesteld en dat men een grond van niet-ontvankelijkheid heeft ingeroepen. Hij betreurt dat, ondanks de grote vraag van de handelaars, er slechts heel weinig hebben geantwoord, wat de conclusies wat vertekent. Hij kondigt aan dat wanneer de dienst Mobiliteit haar conclusies meedeelt, men de handelaars opnieuw zal benaderen met eventuele aanpassingen die men kan invoeren.

Mw. BETTE schaart zich achter het voorstel van mw. CARON. Ze wijst erop dat in de Albertynlaan de leveringszone betalend is (100 EUR) en dat de politie er geen boetes kan uitschrijven. De politie belt

om 07u 's morgens bij omwonenden aan om te vragen hun auto's te verplaatsen aangezien de beambten van de parkeerdienst pas om 09u komen om de overtredingen vast te stellen.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat men het opschrift van de borden niet kan veranderen en dat het bedrag van 100 EUR werd vastgesteld per gewestelijke ordonnantie. Hij meent wel dat dit de enige manier is om afradend te werken, ook al zijn sommigen bereid om 100 EUR te betalen aangezien het toch hun bedrijf is dat de kosten betaalt.

Mw. CARON stelt voor om elders te kijken hoe het daar gedaan wordt (paaltjes, sleutels...). Ze merkt op dat het probleem in de Albertynlaan en de Georges Henrilaan al 20 jaar bestaat en niet opgelost geraakt.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat ze in haar vorige interpellatie klaagde over te weinig overleg met de handelaars en dat ze nu het tegenovergestelde wil. Er moet worden opgemerkt dat de handelaars zeggen dat ze hun leveranciers geen discipline kunnen bijbrengen. Hij is voorstander van een oplossing op gewestelijk niveau: de uren afspreken waarop de grote vrachtwagens het Brussels Gewest binnen mogen aangezien zij de problemen veroorzaken en niet de bestelwagens die een enkele doos komen leveren (en die niet 100 meter verder zullen parkeren aangezien ze een strikte timing moeten naleven). Hij voegt eraan toe dat men de logistieke eenheden uit elkaar zou moeten trekken zodat de trajecten van de vrachtwagens korter zouden worden. Hij wijst erop dat de leveringszone van de Albertynlaan bestemd is voor de vrachtwagen van ALDI die om 07u 's morgens aankomt en minstens 3/4 uur blijft staan, maar dat deze zone geblokkeerd wordt door de omwonenden die dan door de politie geweekt worden. Hij merkt op dat een beambte van de parkeerdienst om 08u komt om de leveringszones te doen naleven. Hij bevestigt dat de beste manier om de leveringszones te laten respecteren een boete van 100 EUR is en de leveranciers die dubbel geparkeerd staan terwijl de leveringszone vrij is ook te sanctioneren. Hij herinnert eraan dat de bewegwijzering opgelegd wordt door het verkeersreglement. Hij preciseert dat men beslist heeft om de leveringstijden gelijk te schakelen om het duidelijker te maken.

Dhr. LEMAIRE is van mening dat men op een bepaald moment autoritair zal moeten optreden. Hij betreurt de geringe betrokkenheid van de handelaars en meent dat er een gemeenschappelijke wil nodig is om er uit te geraken.

#018/20.03.2017/A/0033#

Mmes MOLENBERG, DESTRÉE-LAURENT et M. de MAERE d'AERTRYCKE rentrent en séance tandis que M. VANDEVELDE la quitte.

Mw. MOLENBERG, mw. DESTRÉE-LAURENT en dhr. de MAERE d'AERTRYCKE komen de vergaderzaal terug binnen terwijl dhr. VANDEVELDE ze verlaat.

MOTIONS (Section 4 – art. 7 – sous-section 2) :

MOTIES (Afdeling 4 – art. 7 – onderafdeling 2):

25. « Non à l'abolition du secret professionnel des assistants sociaux » - Motion. (MM. VAN DER AUWERA et DELOOZ)
“Nee aan de afschaffing van het beroepsgeheim van de maatschappelijk werkers”.
(de HH. VAN DER AUWERA en DELOOZ)

MM. VAN DER AUWERA et DELOOZ présentent la motion suivante :

Non à l'abolition du secret professionnel des assistants sociaux

Une proposition de loi modifiant le code d'instruction criminelle amène la levée du secret professionnel des assistants sociaux (entre autres du CPAS) sous prétexte de lutte contre le terrorisme.

En restant bien conscients des menaces terroristes et convaincus que des moyens à la hauteur doivent être réfléchis et mis en œuvre, nous faisons le constat qu'une telle loi est inutile pour la sécurité de la population. En effet, l'article 458 du Code pénal impose déjà la rupture du secret professionnel en cas de danger immédiat pour des tiers.

Cette loi est également dangereuse pour la démocratie. Le secret professionnel est une règle de principe qui tend à protéger la confiance que le citoyen doit nécessairement avoir envers certaines professions dont l'exercice implique le recueil de données personnelles. Casser le secret professionnel c'est casser la relation professionnelle des travailleurs sociaux, c'est rendre impossible du coup l'action préventive de première ligne des travailleurs sociaux. C'est dès lors créer une confusion et un déséquilibre préoccupant dans la répartition des rôles entre travailleurs sociaux et policiers.

Plus grave encore : le vote de cette loi ouvrirait la boîte de Pandore ! L'abolition du secret professionnel cible nommément les assistants sociaux de CPAS en stigmatisant du même coup les populations précarisées. Mais le secret professionnel est indivisible pour l'ensemble des assistants sociaux, quel que soit le secteur où ils travaillent. Il s'applique par ailleurs à d'autres professions. La cohérence incitera certains à vouloir étendre la loi à l'ensemble des professions tenues au secret (comme l'a bien expliqué Yvon ENGLERT, recteur de l'ULB). A quand le tour des avocats, des médecins, des psychothérapeutes, des ministres du culte... ?

Face à cette loi liberticide, une large coordination s'est constituée pour appeler à la mobilisation. Se retrouvent dans ce « Front peu Commun » notamment : la Fédération des CPAS wallons et bruxellois, « Ecoles en Colère » (qui regroupe des écoles d'AS), la Ligue des Droits de l'Homme, la FEWASC (association des assistants sociaux), le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, la FGTB, la CSC, Solidaris, l'APPPsy (association des psychologues praticiens d'orientation psychanalytique), l'ADAS...

Vu la menace que cette loi fait peser sur notre système démocratique, le Conseil communal :

- DENONCE cette proposition de loi inutile et dangereusement imprécise qui compromet fondamentalement la déontologie et les fondements même de la relation professionnelle des assistants sociaux.
- REFUSE toute nouvelle atteinte au respect du secret professionnel des professions qui y sont tenues.
- DEMANDE (en cas de vote de la loi) que les responsables du CPAS de Woluwe-Saint-Lambert se portent garants du respect intégral du secret professionnel de leurs assistants sociaux, avec les balises légales existantes et suffisantes qui leur imposent déjà la rupture de leur secret en cas d'absolue nécessité. En effet, comme l'ont réclamé les fédérations de CPAS, la responsabilité de définir si telle ou telle information serait ou non en lien avec d'éventuels comportements terroristes doit reposer sur les épaules de l'administration et non des travailleurs sociaux.
- DEMANDE au Gouvernement fédéral de revaloriser le travail social et de permettre aux assistants sociaux d'assurer au mieux leurs missions de service public de garantir à chacun le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine.

Mme DEVALKENEER propose un amendement à la motion, repris ci-dessous, qui est approuvé à l'unanimité :

Motion relative à la proposition de loi relative à la levée du secret professionnel du personnel des services sociaux

Vu la proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en vue de promouvoir la lutte contre le terrorisme¹ ;

¹ Doc. Chambre des représentants 54-2050.

Vu l'avis n°60.245/3 du 29/11/2016 du Conseil d'Etat sur cette proposition de loi ;

Vu l'article 458 du Code pénal ;

Vu l'article 29 du Code d'instruction criminelle ;

Vu la loi du 08/07/1976 organique des centres publics d'action sociale ;

Considérant que la majorité gouvernementale fédérale entend modifier la législation sur le secret professionnel, non seulement par le biais d'une proposition de loi N-VA, mais également par un projet de loi dit « Pot Pourri V » qui vise l'ensemble des dépositaires du secret professionnel et alourdit les peines, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ;

Considérant que l'interdiction pour les personnes soumises au secret professionnel de divulguer les informations recueillies dans le cadre de leur profession est non seulement indispensable au maintien de la relation de confiance nécessaire pour le bon accomplissement de leurs missions mais s'inscrit, plus largement, dans le respect de l'Etat de droit et la sauvegarde de nos droits et libertés fondamentales ;

Considérant que les travailleurs sociaux sont, au même titre que les médecins, avocats, journalistes, agents de police ou enseignants, tenus au devoir du secret professionnel ;

Considérant que le secret professionnel consacré à l'article 458 du Code pénal n'est pas absolu ;

Considérant que l'article 29 du Code d'instruction criminelle ne suffit pas à convaincre tous les éventuels détenteurs d'informations relatives à des crimes et délits de les transmettre aux autorités compétentes ;

Considérant qu'en application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, la levée du secret professionnel en cas de connaissance de faits constituant une incrimination pour une infraction terroriste est laissée à l'appréciation de chaque institution ou personne soumise à l'obligation de préserver le secret professionnel ;

Considérant que les travailleurs sociaux doivent pouvoir se référer à une règle claire qui leur permette de ne pas procéder eux-mêmes à une mise en balance de leur secret professionnel et des nécessités pour la sécurité publique ;

Considérant qu'une obligation d'information active des travailleurs sociaux ne peut être instituée sans que des balises ne soient posées au regard de l'indispensable travail qu'ils accomplissent et pour lequel le secret professionnel constitue un gage de qualité et d'efficacité ;

Considérant que de nombreuses autorités, associations et institutions concernées par les projets gouvernementaux ont mis en garde quant aux conséquences d'une levée du secret professionnel qui porterait atteinte à la relation de confiance entre les titulaires de cette obligation et les personnes qui leur font confiance ;

Considérant que le Conseil d'Etat recommande de réexaminer fondamentalement les dispositions de la proposition de loi 54-2050 relatives à l'obligation de dénonciation active, qu'il juge contraires au principe de proportionnalité ;

Considérant que la formule « des indices sérieux » engendrerait une « insécurité juridique qui serait plus grande encore si l'obligation de dénonciation (et la non-incrimination pour cause de violation du secret professionnel qui y est associée) portait sur tout renseignement pouvant contribuer à prévenir n'importe quelle infraction terroriste » ;

Considérant que l'option du recours à l'article 29 du Code d'instruction criminelle est inadéquate puisque la transmission d'informations au Parquet sans passer par un référent entrave le secret professionnel des membres des institutions de sécurité sociale sans leur garantir une protection contre la crainte de représailles ;

Considérant que l'information ne devrait pas être transmise directement au Procureur du Roi mais par l'intermédiaire d'un référent. Dans le cas d'une institution de sécurité sociale, ce référent serait son plus haut fonctionnaire ou son autorité politique. Dans le cas du CPAS, il s'agirait du président du CPAS. Dans le cas d'un service social communal, il s'agirait du bourgmestre ;

Considérant que la transmission de l'information par l'intermédiaire d'un référent permettrait non seulement aux membres de l'institution de sécurité sociale de ne pas révéler leurs sources mais également de disposer d'un filtre qui contrôlera l'existence d'éléments constitutifs d'infractions terroristes ;

Le Conseil communal DEMANDE :

• au Parlement fédéral :

- d'adapter la proposition de loi en précisant que les membres du personnel des institutions de sécurité sociale devront se baser non sur « des indices sérieux » mais sur des « informations relatives à des éléments qui seraient constitutifs » d'une infraction terroriste et qu'ils devront en faire la déclaration au Procureur du Roi compétent, non directement mais par l'intermédiaire du plus haut fonctionnaire ou de l'autorité politique de l'institution qui sera désigné par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres, de manière telle que le fonctionnaire ou l'autorité politique vérifiera si les conditions justifiant la déclaration sont réunies ;
- à défaut d'une telle adaptation, de ne pas voter la proposition de loi.

• au Gouvernement fédéral :

- de revaloriser le travail social et de permettre aux assistants sociaux d'assurer au mieux leur mission de service public visant à garantir à chacun le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine ;
- d'allouer aux services judiciaires, policiers et de renseignement les moyens humains et financiers suffisants dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

#018/20.03.2017/A/0034#

De heren VAN DER AUWERA en DELOOZ stellen de volgende motie voor:

Nee aan de afschaffing van het beroepsgeheim van de maatschappelijk werkers

Een voorstel tot wijziging van het wetboek van strafvordering wil, met als excuus de strijd tegen het terrorisme, het beroepsgeheim van de maatschappelijk werkers (o.a. bij het OCMW) opheffen.

Hoewel we ons bewust blijven van de terroristische dreiging en we ervan overtuigd zijn dat er gepaste antwoorden gevonden en toegepast moeten worden, stellen we vast dat een dergelijke wet niet nodig is om de bevolking te beschermen. Inderdaad, artikel 458 van het Strafwetboek verplicht namelijk al de verbreking van het beroepsgeheim wanneer derden gevaar lopen.

Deze wet is ook gevaarlijk voor de democratie. Het beroepsgeheim is een principe dat het vertrouwen beschermt dat de burger noodzakelijkerwijs moet hebben in bepaalde beroepen die ook persoonlijke gegevens verzamelen. Indien men het beroepsgeheim opblaast, blaast men ook de professionele relatie op van de maatschappelijk werkers. In dat geval wordt het voor sociale werkers onmogelijk om in de eerste lijn preventief op te treden. Er ontstaat verwarring en men verstoort op verontrustende wijze het evenwicht tussen maatschappelijk werkers en de politie.

Erger nog: indien deze wet goedgekeurd wordt, opent men de doos van Pandora! De afschaffing van het beroepsgeheim viseert met name de maatschappelijk werkers van de OCMW's en stigmatiseert tegelijkertijd de zwakkere bevolkingsgroepen. Maar er kan geen onderscheid zijn voor het beroepsgeheim van het geheel der maatschappelijk werkers, ongeacht de sector waarin ze werken. Dit geldt bovendien ook voor andere beroepen. De coherentie zal sommigen ertoe aanzetten om de

wet uit te breiden naar alle beroepen die door het beroepsgeheim gebonden worden (zoals duidelijk uitgelegd door Yvon ENGLERT, rector van de ULB). Wanneer is het de beurt aan de advocaten, de dokters, de psychotherapeuten, de bedienaars van de erediensten?

Geconfronteerd met deze vrijheidberovende wet is er een brede coördinatie ontstaan om tot de mobilisatie op te roepen. Maken deel uit van dit "Ongewoon Front": de Federatie van de Waalse en Brusselse OCMW's, "Ecoles en Colère" (die sociale scholen groepeerd), de Liga voor Mensenrechten, FEWASC (vereniging van maatschappelijk werkers), het "Réseau wallon de lutte contre la pauvreté", het ABVV, het ACV, Solidaris, APPPsy ("association des psychologues praticiens d'orientation psychanalytique"), ADAS...

De Gemeenteraad, gezien de bedreiging die uitgaat van deze wet voor ons democratisch rechtssysteem:

- KLAAGT deze overbodige en gevaarlijk onduidelijke wet AAN die op fundamentele wijze de deontologie in het gedrag brengt evenals het fundament van de professionele relatie van de maatschappelijk werkers.
- WEIGERT iedere nieuwe aantasting van het respect voor het beroepsgeheim van de beroepen die eraan gehouden zijn.
- VRAAGT (indien de wet gestemd wordt) dat de verantwoordelijken van het OCMW van Sint-Lambrechts-Woluwe zich garant stellen voor de strikte naleving van het beroepsgeheim van hun maatschappelijk werkers, met de reeds bestaande en werkbare wettelijke beperkingen die al de verbreking van het beroepsgeheim opleggen in geval van uiterste noodzaak. De federaties van de OCMW's hebben inderdaad al geëist dat de verantwoordelijkheid om te beslissen of deze of gene informatie al dan niet verband zou houden met eventueel terroristisch gedrag, op de schouders van het bestuur zou rusten en niet op die van de maatschappelijk werkers.
- VRAAGT aan de Federale Regering om het maatschappelijk werk te herwaarderen en om de maatschappelijk werkers in staat te stellen om hun opdracht van openbare dienstverlening om aan iedereen het recht te garanderen om een menswaardig leven te leiden, zo goed mogelijk uit te voeren.

Mw. DEVALKENEER stelt een amendement voor bij het voorstel tot motie, zoals hieronder, die unaniem wordt goedgekeurd:

Motie betreffende het wetsvoorstel ter afschaffing van het beroepsgeheim van de maatschappelijk werkers

Gelet op het wetsvoorstel ter wijziging van het Wetboek van strafvordering ter bevordering van de strijd tegen het terrorisme ²;

Gelet op het advies nr. 60.245/3 van 29/11/2016 van de Raad van State betreffende dit wetsvoorstel;

Gelet op artikel 458 van het Strafwetboek;

Gelet op artikel 29 van het Wetboek van strafvordering;

Gelet op de organieke wet van 08/07/1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Overwegende dat de federale regeringsmeerderheid de wetgeving wil wijzigen betreffende het beroepsgeheim, niet enkel door middel van een wetsvoorstel van de N-VA, maar ook door middel van een wetsontwerp, de "Pot Pourri V", dat iedereen die gehouden is aan het beroepsgeheim betreft en

² Doc. Kamer van Volksvertegenwoordigers 54-2050.

de straffen verzwaart wanneer dit geheim geschonden wordt, in het kader van de strijd tegen het terrorisme;

Overwegende dat het verbod voor personen die gehouden zijn aan het beroepsgeheim om de informatie te delen die ze tijdens het uitoefenen van hun beroep vergaard hebben, niet alleen onontbeerlijk is voor de instandhouding van de vertrouwensrelatie die nodig is wanneer ze hun opdracht goed willen uitvoeren, maar meer algemeen kadert in het respect voor de Rechtsstaat en het behoud van onze fundamentele rechten en vrijheden;

Overwegende dat maatschappelijk werkers, net zoals de artsen, advocaten, journalisten, politieagenten of leerkrachten, gehouden zijn aan de plicht van het beroepsgeheim;

Overwegende dat het beroepsgeheim, dat verzekerd wordt door artikel 458 van het Strafwetboek, niet absoluut is;

Overwegende dat artikel 29 van het Wetboek van strafvordering niet volstaat om alle eventuele houders van informatie betreffende misdaden en wanbedrijven ertoe te overtuigen deze aan de bevoegde overheid over te maken;

Overwegende dat met toepassing van artikel 29 van het Wetboek van strafvordering de opheffing van het beroepsgeheim in het geval van kennis van feiten die een strafbaarstelling voor een terroristisch misdrijf vormen, wordt overgelaten aan de goede beoordeling van iedere instelling of persoon die eraan gehouden is het beroepsgeheim te bewaren;

Overwegende dat de maatschappelijk werkers zich moeten kunnen beroepen op een duidelijke regel waarbij zij zelf geen afweging moeten maken tussen hun beroepsgeheim en de noden van de openbare veiligheid;

Overwegende dat er geen verplichting tot actieve informatie-uitwisseling aan de maatschappelijk werkers kan worden opgelegd zonder dat er bakens worden uitgezet met betrekking tot het onontbeerlijk werk dat ze verzetten en waarbij het beroepsgeheim een waarborg biedt voor kwaliteit en efficiëntie;

Overwegende dat heel wat overheden, verenigingen en instellingen die door de regeringsvoorstellen getroffen worden, gewaarschuwd hebben voor de gevolgen van de opheffing van het beroepsgeheim. Dit zou namelijk de vertrouwensrelatie tussen de houders van deze verplichting en de personen die hen net vertrouwen, danig aantasten;

Overwegende dat de Raad van State aanbeveelt om de bepalingen van het wetsvoorstel 54-2050 betreffende de actieve meldingsverplichting opnieuw te onderzoeken aangezien hij meent dat dit ingaat tegen het evenredigheidsbeginsel;

Overwegende dat de woordkeuze "ernstige aanwijzingen" tot een "nog grotere rechtsonzekerheid" zou leiden "wanneer de meldingsplicht (en de daaraan gekoppelde niet-strafbaarheid wegens schending van het beroepsgeheim), zou slaan op elke inlichting die ertoe kan bijdragen gelijk welk terroristisch misdrijf te voorkomen";

Overwegende dat de mogelijkheid om zich op artikel 29 van het Wetboek van strafvordering te beroepen ontoereikend is aangezien het doorgeven van informatie aan het parket zonder het optreden van een referent een inbreuk is op het beroepsgeheim van de leden van de socialezekerheidsinstellingen zonder hun enige bescherming tegen de angst voor vergelding te garanderen;

Overwegende dat de informatie niet rechtstreeks aan de Procureur des Konings zou moeten worden doorgegeven, maar via de tussenkomst van een referent. In het geval van een socialezekerheidsinstelling zou die referent de hoogste ambtenaar of de beleidsoverheid van de instelling zijn. In het geval van een OCMW zou het de voorzitter zijn. Bij een sociale dienst van de gemeente, zou het gaan om de burgemeester;

Overwegende dat de informatiedoorstroming via de tussenkomst van een referent de leden van de socialezekerheidsinstelling niet alleen de mogelijkheid zou bieden hun bronnen niet te onthullen, maar bovendien een filter zou vormen die het bestaan kan controleren van bestanddelen die daadwerkelijk terroristische misdrijven uitmaken;

De Gemeenteraad VRAAGT:

• aan het Federale Parlement:

- om het wetsvoorstel aan te passen door te preciseren dat de personeelsleden van de socialezekerheidsinstellingen zich niet op "ernstige aanwijzingen" zullen moeten baseren, maar op "informatie betreffende bestanddelen die daadwerkelijk" terroristische misdrijven "zouden uitmaken" en dat ze de aangifte ervan niet rechtstreeks bij de bevoegde Procureur des Konings zullen moeten doen, maar via de tussenkomst van de hoogste ambtenaar of de beleidsoverheid van de instelling die zal worden aangeduid door de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit, en wel zo dat de ambtenaar of de beleidsoverheid zal nagaan of is voldaan aan alle voorwaarden tot verantwoording van de aangifte;
- om wanneer deze aanpassing niet zou gebeuren, dit wetsvoorstel niet te stemmen.

• aan de Federale Regering:

- om het maatschappelijk werk te herwaarderen en om de maatschappelijk werkers in staat te stellen om hun opdracht van openbare dienstverlening om aan iedereen het recht te garanderen om een menswaardig leven te leiden, zo goed mogelijk uit te voeren;
- om aan de juridische diensten, de politiediensten en de inlichtingendiensten voldoende menselijke en financiële middelen te verstrekken in het kader van de strijd tegen het terrorisme.

#018/20.03.2017/A/0034#

M. VANDEVELDE rentre en séance.

Dhr. VANDEVELDE komt de vergaderzaal terug binnen.

26. Motion visant à pallier le problème des nuisances générées par le survol aérien autour de l'aéroport de Bruxelles-National tout en conciliant le développement économique de l'aéroport. (Mme DEVALKENEER, MM. LEMAIRE, DELOOZ et DEVILLE)
Motie tegen de geluidshinder die veroorzaakt wordt door de vluchten rond Brussel-Nationaal terwijl er toch rekening wordt gehouden met de economische ontwikkeling van de luchthaven. (mw. DEVALKENEER, de HH. LEMAIRE, DELOOZ en DEVILLE)

Motion visant à pallier le problème des nuisances générées par le survol aérien autour de l'aéroport de Bruxelles-National tout en conciliant le développement économique de l'aéroport

LE CONSEIL,

Vu la législation de l'Union européenne et la jurisprudence constante de la Cour européenne des droits de l'homme consacrant la protection de l'environnement et le droit à un environnement sain et de qualité ;

Vu le règlement (UE) n°598/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16/04/2014 relatif à l'établissement de règles et de procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de l'Union, dans le cadre d'une approche équilibrée, et abrogeant la directive 2002/30/CE, entrée en vigueur le 13/06/2016 ;

Considérant les difficultés, résumées dans le rapport de l'ULB (ULB & IGEAT, Analyse ex post des nouvelles procédures aériennes mises en service le 6 février 2014 dans la région métropolitaine bruxelloise, Étude pour le SPF Mobilité et Transports, Rapport final, Bruxelles, 07/05/2014, p. 9), de la mise en œuvre des mesures recommandées par l'approche équilibrée telle que définie dans le règlement n°598/2014 ;

Considérant que le droit à la santé et à l'environnement sain pour les riverains constitue un droit inaliénable, prescrit par l'article 23 de la Constitution, qui ne porte nullement préjudice au développement économique de l'aéroport de Bruxelles-National ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 27/05/1999 relatif à la lutte contre le bruit généré par le trafic aérien ;

Vu l'article 34 de l'arrêté royal octroyant la licence d'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National imposant au titulaire de l'exploitation le strict respect des normes acoustiques arrêtées par la Région bruxelloise et la Région flamande, après concertation avec l'Etat fédéral ;

Considérant que, selon la Directive 2002/49 du 25/06/2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement, la durée de la nuit européenne est fixée à 8 heures ;

Vu la motion adoptée à l'unanimité par la Conférence des bourgmestres bruxellois du 21/10/2015 visant notamment à fixer la période de nuit de 22h à 7h, au cours de laquelle les décollages et les atterrissages durant cette période sont interdits, sauf exceptions légales ;

Considérant qu'un grand nombre d'aéroports européens disposent de réglementations strictes en matière de survol aérien de nuit, et ce, sans qu'une diminution de l'activité économique soit constatée ;

Considérant qu'un grand nombre d'aéroports européens, dont les avions survolent plus de 30.000 habitants, disposent d'une politique d'insonorisation visant à réduire les nuisances sonores et environnementales de la population survolée ;

Considérant que la correcte exécution des décisions de justice relève du respect des décisions du pouvoir judiciaire, qui s'inspire du principe de loyauté fédérale, dans un souci d'assurer la sécurité juridique ;

Considérant que la correcte exécution des décisions de justice relève simplement d'un objectif légaliste de respect des décisions du pouvoir judiciaire, qui s'inspire du principe de loyauté fédérale, dans le souci d'assurer la sécurité juridique ;

Vu la déclaration gouvernementale fédérale du 09/10/2014 qui annonce l'élaboration d'« une solution structurelle (...), en particulier dans les zones à forte densité de population » (Accord du Gouvernement fédéral, 10/10/2014, p. 219) ;

Vu la proposition du Gouvernement de la Région bruxelloise visant à concilier la qualité de vie des habitants de la Région bruxelloise et le développement économique de l'aéroport de Bruxelles-National ;

DEMANDE au Gouvernement fédéral :

- A. De considérer que l'aéroport de Bruxelles-National a prioritairement une vocation d'aéroport urbain dont les activités régulières sont diurnes ;
- B. De confirmer de manière absolue le principe du non-survol des zones densément peuplées afin de respecter l'intérêt général, la santé publique et la sécurité des populations ; et de considérer que tout le territoire de la Région bruxelloise, en ce compris la zone du Canal, est densément peuplé ;
- C. D'adapter les procédures et routes aériennes dans le but de réduire les nuisances et de minimiser le nombre de personnes impactées par celles-ci ;

- D. De fixer la période dite « *de nuit* » à l'aéroport de Bruxelles-National de 22h à 7h, d'interdire les décollages et les atterrissages durant cette période, sauf les exceptions définies par la loi ;
- E. De veiller au strict respect des normes de vent applicables sur les pistes 01-19, 07-25 et de garantir la transparence totale à cet égard ;
- F. D'exiger de l'exploitant de l'aéroport qu'il recule la piste 25L vers l'Est de manière à permettre les décollages par un virage à gauche sans survoler la Région bruxelloise ;
- G. De développer une stratégie aéroportuaire nationale en vue d'une meilleure répartition, vers les aéroports régionaux, des activités de fret et de charter / low cost ;
- H. D'instaurer, concomitamment au respect des normes ci-avant exposées, une autorité publique, indépendante et neutre, de contrôle des nuisances sonores aériennes autour de Bruxelles-National, et de favoriser les accords de coopération avec les différentes régions du pays ;
- I. De respecter l'arrêté bruit de la Région bruxelloise du 27/05/1999, entré en vigueur le 01/01/2000, ainsi que toutes les décisions de justice exécutoires ;
- J. D'exiger que soit strictement sanctionné tout non-respect des routes aériennes ;
- K. D'étudier, dans le respect des principes énoncés ci-avant, l'ensemble des recommandations des associations représentatives dans la définition et l'organisation des routes aériennes ;
- L. D'étudier, en collaboration avec les autorités régionales compétentes et les associations représentatives, la mise en place d'un plan d'insonorisation globale des zones résiduellement survolées.

#018/20.03.2017/A/0035#

Motie tegen de geluidshinder die veroorzaakt wordt door de vluchten rond Brussel-Nationaal terwijl er toch rekening wordt gehouden met de economische ontwikkeling van de luchthaven

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de wetgeving van de Europese Unie en de consequente jurisprudentie van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens gewijd aan de bescherming van het leefmilieu en aan het recht op een gezonde en kwaliteitsvolle leefomgeving;

Gelet op verordening (EU) nr. 598/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 16/04/2014 inzake de vaststelling van regels en procedures voor de invoering van geluidsgerelateerde exploitatiebeperkingen op luchthavens in de Unie binnen het kader van een evenwichtige aanpak, en tot intrekking van Richtlijn 2002/30/EG, in werking getreden op 13/06/2016;

Gelet op de moeilijkheden, samengevat in het verslag van de ULB (ULB & IGEAT, *Analyse ex post des nouvelles procédures aériennes mises en service le 6 février 2014 dans la région métropolitaine bruxelloise, Étude pour le SPF Mobilité et Transports, Rapport final, Bruxelles, 07/05/2014, p. 9*), om de maatregelen uit te voeren die aanbevolen worden door de evenwichtige aanpak zoals vastgelegd in verordening nr. 598/2014;

Overwegende dat het recht op gezondheid en een gezonde leefomgeving voor de omwonenden een onvervreemdbaar recht vormt, voorgeschreven door artikel 23 van de Grondwet, dat op geen enkele wijze de economische ontwikkeling van de luchthaven Brussel-Nationaal in het gedrang brengt;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 27/05/1999 betreffende de bestrijding van geluidshinder voortgebracht door het luchtverkeer;

Gelet op artikel 34 van het koninklijk besluit betreffende de toekenning van de exploitatielicentie van de luchthaven Brussel-Nationaal waarbij de exploitant eraan gehouden wordt de geluidsnormen, uitgevaardigd door het Brussels Gewest en het Vlaams Gewest, na overleg met de federale Staat, strikt na te leven.

Overwegende dat volgens Richtlijn 2002/49/EG van 25/06/2002 inzake de evaluatie en de beheersing van omgevingslawaai de duur van de Europese nacht is vastgesteld op 8 uren;

Gelet op de motie die door de Conferentie van burgemeesters van 21/10/2015 unaniem werd goedgekeurd die meer bepaald de nachtperiode vaststelde van 22u tot 7u en waarbij tijdens deze periode vliegtuigen mogen landen noch opstijgen, behalve de uitzonderingen die per wet zijn vastgelegd;

Overwegende dat een groot aantal Europese luchthavens over strikte reglementeringen beschikken betreffende nachtvluchten en dit zonder dat er een daling van de economische activiteit werd vastgesteld;

Overwegende dat een groot aantal Europese luchthavens waarvan de vliegtuigen over meer dan 30.000 inwoners vliegen een isoleringsbeleid voeren om de geluids- en milieuhinder voor de bevolking waarover ze vliegen te verminderen;

Overwegende dat de correcte uitvoering van gerechtelijke beslissingen voortvloeit uit het respect voor de beslissingen van de rechterlijke macht die op het principe van de federale loyauteit steunt in een bekommernis om de rechtszekerheid te waarborgen;

Overwegende dat de correcte uitvoering van gerechtelijke beslissingen gewoon voortvloeit uit een legalistische doelstelling van respect voor de beslissingen van de rechterlijke macht die op het principe van de federale loyauteit steunt in een bekommernis om de rechtszekerheid te waarborgen;

Gelet op de federale regeringsverklaring van 09/10/2014 die " een structurele oplossing (...), meer bepaald in de zones met een grote bevolkingsdichtheid " (Akkoord van de Federale Regering, 10/10/2014, p. 219) aankondigt;

Gelet op het voorstel van de Brusselse Regering dat de levenskwaliteit van de inwoners van het Brussels Gewest wil verzoenen met de economische ontwikkeling van de luchthaven van Brussel-Nationaal;

VRAAGT aan de Federale Regering:

- A. De luchthaven van Brussel-Nationaal met voorrang als een luchthaven met stedelijke roeping te beschouwen waarvan de geregelde activiteiten tijdens de dag plaatsvinden;
- B. Om op strikte wijze het principe te bevestigen dat er, in het algemeen belang, in het belang van de volksgezondheid en in het belang van de veiligheid van de bevolking, niet over dichtbevolkte zones wordt gevlogen; en om heel het grondgebied van het Brussels Gewest, met inbegrip van de Kanaalzone, als dichtbevolkt te beschouwen;
- C. De vluchtprocedures en -routes aan te passen om de hinder te verminderen en het aantal personen dat hier last van ondervindt tot een minimum te herleiden;
- D. Om de "nachtperiode" van de luchthaven Brussel-Nationaal vast te leggen van 22u tot 7u, en om tijdens deze periode het opstijgen en landen te verbieden, behalve de uitzonderingen die per wet zijn vastgelegd;
- E. Om erop toe te zien dat de windnormen die van toepassing zijn op banen 01-19, 07-25 strikt nageleefd worden en om totale transparantie hieromtrent te waarborgen;
- F. Om van de luchthavenuitbater te eisen dat hij de baan 25L naar het oosten verlegt om ervoor te zorgen dat de opstijgende vliegtuigen een bocht naar links kunnen maken zonder over het Brussels Gewest te vliegen;
- G. Om een nationaal luchthavenbeleid uit te werken om cargo- en charter / low cost-activiteiten beter te verdelen over de regionale luchthavens;
- H. Om een onafhankelijke en neutrale, openbare autoriteit in te richten die, in naleving van voormelde normen, de controle zal uitoefenen betreffende de geluidshinder van vliegtuigen in de omgeving van Brussel-Nationaal en die de samenwerkingsakkoorden met de verschillende gewesten van het land zal bevorderen;
- I. Om het besluit van het Brussels Gewest inzake de geluidshinder van 27/05/1999 dat op 01/01/2000 in voege is getreden, te respecteren, evenals alle uitvoerbare gerechtelijke beslissingen,
- J. Om te eisen dat het niet-naleven van de vliegroutes nauwgezet wordt bestraft,

- K. Om, met naleving van voormelde principes, het geheel der aanbevelingen van de representatieve verenigingen te bestuderen wanneer de vliegroutes worden vastgelegd en georganiseerd
- L. Om, in samenwerking met de bevoegde gewestelijke overheden en de representatieve verenigingen, het opstellen van een algemeen isoleringsplan te bestuderen voor de zones waarover er nog gevlogen zal worden.

#018/20.03.2017/A/0035#

SÉANCE À HUIS CLOS

VERGADERING MET GESLOTEN DEUREN

PRÉSENTS/AANWEZIG : M./dhr. FRANKIGNOUL, Président/Voorzitter, M./dhr. MAINGAIN, Bourgmestre/Burgemeester, M./dhr. BOTT, Mmes/mevrouwen MOLENBERG, NAHUM, DESTRÉE-LAURENT, MM./de heren MATGEN, THAYER, LIENART, JAQUEMYNS, Echevins/Schepenen, Mme/mw. CARON, MM./de heren LEMAIRE, VANDERWAEREN, de MAERE d'AERTRYCKE, Mmes/mevrouwen HENRY, BETTE, VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE, CHARUE, M./de heren IDE, VAN DER AUWERA, Mmes/mevrouwen DE VALKENEER, MELARD, DRION du CHAPOIS, DRANSART, MM./de heren VANDEVELDE, DEVILLE, Mme/mw. BEGYN, MM./de heren DEROUBAIX, ALLAER, DEREPEPE, DELOOZ, ARNOULD, Mme/mw. RIABICHEFF, Membres/Leden et/en M./dhr. LAMBERT, Secrétaire communal/Gemeentesecretaris.

Ainsi décidé en séance du
20/03/2017.

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Aldus beslist in vergadering van
20/03/2017.

Le Président,
De Voorzitter,

Patrick LAMBERT

Daniel FRANKIGNOUL
